

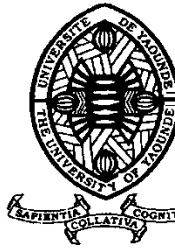
UNIVERSITE DE YAOUNDE I

FACULTE DES ARTS LETTRES ET
SCIENCES HUMAINES

CENTRE DE RECHERCHE ET DE
FORMATION DOCTORALE EN
SCIENCES HUMAINES, SOCIALES ET
EDUCATIVE

UNITE DE RECHERCHE ET DE
FORMATION DOCTORALE EN
SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES

DEPARTEMENT DE GEOGRAPHIE



UNIVERSITY OF YAOUNDE I

FACULTY OF ARTS LETTERS AND
SOCIAL SCIENCES

POST GRADUATE SCHOOL FOR SOCIAL
AND EDUCATIONAL SCIENCES

DOCTORAL RESEARCH UNIT FOR
HUMAN AND SOCIAL SCIENCES

DEPARTMENT OF GEOGRAPHY

L'IMPLICATION DES RÉFUGIÉS CENTRAFRICAINS DANS LE DÉVELOPPEMENT SOCIOÉCONOMIQUE DE LA VILLE DE GAROUA-BOULAÏ

Mémoire de Master en Géographie soutenu le 29 juillet 2024

Spécialité : Dynamique Urbaine et Rurale(DUR)

Par :

AMBA MVENG André Serges

Matricule : 12G260

Licencié en Géographie humaine

Jury

MEDIEBOU CHINDJI Rose université de Yaoundé I
Maitre de conférence

Rapporteur : NDAM IIIASSOU université de Yaoundé I
Chargé de cours

Examineur : TEKE Johnson TAKWA université de Yaoundé I
Chargé de cours

Juillet 2024



ATTENTION

Ce document est le fruit d'un long travail approuvé par le jury de soutenance et mis à disposition de l'ensemble de la communauté universitaire élargie.

Il est soumis à la propriété intellectuelle de l'auteur. Ceci implique une obligation de citation et de référencement lors de l'utilisation de ce document.

Par ailleurs, le Centre de Recherche et de Formation Doctorale en Sciences Humaines, Sociales et Éducatives de l'Université de Yaoundé I n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans cette thèse ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leur auteur.

A

Mes parents, Monsieur et madame MVENG AMBA

Et

Monsieur ZAKARI YAOU Abdoul

REMERCIEMENTS

Le présent mémoire est le fruit de la contribution de nombreuses personnes pour lesquelles je ne manquerai d'exprimer mes profonds remerciements.

Ma reconnaissance va avant tout à l'endroit de **Dr NDAM ILIASSOU**. Surtout pour son objectivité scientifique, ses critiques constructives et sa technique d'encadrement souple qui ont permis d'achever ce travail.

J'exprime ma profonde gratitude au chef de à Monsieur le Chef de Département de Géographie l'Université de Yaoundé I, **Pr Paul TCHAWA**. Et à tout le personnel enseignant (en leur rang, grade et titre respectif) et non enseignant dudit Département, pour leurs enseignements de qualité et les conseils qu'ils nous ont toujours prodigués depuis notre entrée à l'université jusqu'à nos jours.

Ma profonde gratitude va également à l'endroit de Monsieur **ZAKARI YAOU Abdoul**, mon frère qui n'a ménagé aucun effort pour la réussite de ce travail.

Pour leur encadrement, leur amour inestimable et leur sacrifice. Ma profonde reconnaissance est destinée à mon père **M. MVENG AMBA Michel** et ma mère **MEDJO DALINE épouse MVENG AMBA Michel**, à mes frères et sœurs.

Ma profonde reconnaissance va également à l'endroit de Pr **MEDIEBOU CHINDJI**, Dr **TEKE JOHNSON**, Dr **KENMOUE Emmanuel**, Dr **NDJEUSSI Yves**, Dr **MOLEMBA OTTOK Alix**, **HADJA ROUKAYATOU**, Mr **KAMGA Donald**, Mr **NGOUMGANG NTANG Martial**, Mr **MVONDO ANGOUNOU Nelson**, Mr **Christoph WANG** et Mlle **NGUEDIA Charnelle**, pour leurs soutiens indéfectibles qu'ils ont apportés tout au long de cette recherche.

Notre sincère reconnaissance est également destinée à ceux dont les noms ne sont guère mentionnés mais qui ont contribué de façon significative de prêt comme de loin à l'élaboration de ce travail.



DEDICACE.....	i
REMERCIEMENT	iii
SOMMAIRE	iv
LISTE DES ABREVIATIONS	v
LISTE DES TABLEAUX.....	vii
LISTE DES FIGURES.....	viii
LISTE DES PHOTOS ET PLANCHES	x
RESUME.....	xii
ABSTRACT.....	xiii
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE 1 : CONTEXTE SOCIO-POLITIQUE ET, ECONOMIQUE AYANT PRESIDE A L'INSTALLATION DES REFUGIES CENTRAFRICAINS DANS LA VILLE DE GAROUA-BOULAÏ.....	34
CHAPITRE 2 : LES MÉCANISMES DÉVELOPPÉES PAR LES ACTEURS POUR L'ACCES DES RÉFUGIÉS AUX ACTIVITÉS SOCIO-ÉCONOMIQUES A GAROUA- BOULAÏ.....	55
CHAPITRE 3 : CONTRIBUTION DES RÉFUGIÉS CENTRAFRICAINS AU DÉVELOPPEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE DE LA VILLE DE GAROUA-BOULAÏ	74
CHAPITRE 4 : DIFFICULTES A L'EFFECTIVITE DE L'INSERTION DES REFUGIES ET LES STRATEGIES DEVELOPPES PAR LES ACTEURS POUR RENFORCER LEUR INTEGRATION DANS LA VILLE DE GROUA-BOULAI	
CONCLUSION GÉNÉRALE.....	124
BIBLIOGRAPHIE	127
ANNEXES	132
TABLE DE MATIERE.....	150

LISTE DES ABREVIATIONS

ADRA	: Agence Adventiste du Développement et de l'Aide Humanitaire
ADES	: Agence de Développement Économique et Social
BUCREP	: Bureau Centrale de Recherche et d'Etude de la Population
CED	: Centre pour l'Environnement et le Développement
CEMAC	: Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
COPAX	: Conseil de Paix et de sécurité
CICR	: Comité International de la Croix Rouge
DIH	: Droit International Humanitaire
FAO	: l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture
GIZ	: Gesellschaft Fur Internationale Zusammenarbeit
HCNUR	: Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés
HCR	: Haut-commissariat pour les réfugiés
INC	: Institut Nationale de Cartographie
INS	: Institut Nationale de la Statistique
IMC	: International Medical Corps
MINADER	: Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
MINAT	: Ministère de l'Administration Territoriale
MINDCAF	: Ministère du Cadastre et des Affaires Foncières
MINEDUB	: Ministère de l'Education de Base
MINEPAT	: Ministère de l'Économie de la Planification et de l'Aménagement du Territoire
MINHDU	: Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain
MINSANTE	: Ministère de la Sante Publique
OECD	: Organisation de Coopération et de Développement Economiques
O.I.M	: Organisation Internationale pour les Migrations
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
ONU	: Organisation des Nations Unies
OSC	: Organisation des Sociétés Civils
OUA	: Organisation de l'Union Africaine
PAM	: Programme Alimentaire Mondial

PCD	: Plan Communal de Développement
PIB	: Produit Intérieur Brute
RCA	: République Centrafricaine
RDC	: République Démocratique du Congo
RQDS	: Réseau Québécois de Développement Social
TMC	: Transmission Manutention Cameroun
UA	: Union Africaine

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Répartition des enquêtés par quartier	30
Tableau 2 : Tableau synoptique de la recherche	32
Tableau 3 : Taux d’instruction des réfugiés adultes à Garoua-Boulai.	61
Tableau 4 : Récapitulatif des actions menées par les différents acteurs à Garoua-Boulai.....	64
Tableau 5 : Mode de regroupement des réfugiés	66
Tableau 6 : Effectifs des réfugiés en fonction des activités	67
Tableau 7 : quelques exemples de coopératives mixtes réfugiés/locaux à Garoua-Boulai.....	72
Tableau 8 : Répartition des établissements scolaires par niveau à Garoua Boulai	95
Tableau 9 : Centre de santé intégrés de Garoua-Boulai	97

LISTE DES FIGURES

Figure 1: Localisation de la Commune de Garoua-Boulai.....	6
Figure 2 : Opérationnalisation du concept de réfugié	22
Figure 3 : Opérationnalisation du concept de développement socioéconomique	24
Figure 4 : Explication de la démarche hypothéticodéductive	27
Figure 5 : Relief de Garoua-Boulai	35
Figure 6 : Pentas de la commune de Garoua-Boulai	36
Figure 7 : Etat de la dégradation du couvert végétal à Garoua-Boulai en 2000	38
Figure 8: Etat de la dégradation du couvert végétal à Garoua-Boulai en 2023	39
Figure 9 : Diagramme ombro-thermique de la zone d'étude	40
Figure 10 : Proportion des réfugiés hommes et femmes en fonction des activités économiques menées à Garoua-Boulai	41
Figure 11 : Proportion des groupes ethniques au sein de population réfugiés	42
Figure 12 : Classes d'âges des populations réfugiés	43
Figure 13 : Projection de l'évolution de la population à Garoua-Boulai	43
Figure 14 : Facteurs explicatifs le choix de Garoua-Boulai comme localité d'accueil.....	45
Figure 15 : Appréciation des conditions de vie des réfugiés avant leur départ force vers Garoua-Boulai	46
Figure 16 : Perception du parcours de déplacement des réfugiés vers Garoua-Boulai.....	46
Figure 17 : Itinéraire des réfugiés centrafricain de leur pays jusqu'à la terre d'accueil	47
Figure 18 : Acteurs et leur degré implication dans les gestions des réfugiés à Garoua-Boulai	48
Figure 19 : Classement des acteurs impliqués dans la gestion des réfugiés en fonction de leur degré d'importance.....	49
Figure 20 : Effectif des réfugiés dans les quartiers à Garoua-Boulai.....	51
Figure 21 : Effectifs des personnes dans les familles de réfugiés à Garoua-Boulai	52
Figure 22 : Statut social des réfugiés	52
Figure 23 : Durée de l'implantation des réfugiés à Garoua-Boulai	53
Figure 24: Moyen de résolution des conflits entre réfugiés et riverains.	56
Figure 25: sources des conflits entre réfugiés et riverains à Garoua-Boulai.....	57
Figure 26 : Répartition des organismes internationaux qui interviennent à Garoua-Boulai....	65
Figure 27 : Motifs du choix des activités par les réfugiés.....	69
Figure 28 : Mécanismes d'accès aux activités formelles par les réfugiés	70
Figure 29 : Sources de charges pour les réfugiés	71

Figure 30 : Modèle	75
Figure 31 : Principales activités des réfugiés centrafricains	76
Figure 32 : Principales captures pratiquées par les réfugiés à Garoua-Boulai	86
Figure 33 : Etablissements scolaire de la zone d'étude.....	97
Figure 34 : Les formations sanitaires à Garoua-Boulai.....	98
Figure 35 : Répartition des formations sanitaires dans la zone d'étude.....	99
Figure 36 : Principaux obstacles rencontrés par les réfugiés centrafricains à Garoua-Boulai	102
Figure 37: Raisons des conflits inter-réfugiés.....	104
Figure 38 : Raisons des tensions entre réfugiés centrafricains et les populations locales	105
Figure 39 : Principaux problèmes rencontrés par les réfugiés à Garoua-Boulai	106
Figure 40 : Difficultés d'accès aux activités génératrices de revenus pour les réfugiés.....	107
Figure 41 : Enjeux de l'insertion socio-économique des réfugiés centrafricains à Garoua-Boulai	117
Figure 42 : Raisons de la préférence de Garoua-Boulai.....	118

LISTE DES PHOTOS ET PLANCHES

Photo

Photo 1 : Marché tenu par des réfugiés centrafricains	41
Photo 2 : Base du HCR à Garoua-Boulai	48
Photo 3.....	50
Photo 4 : Appui du HCR aux initiatives des réfugiés	61
Photo 5 : Plaque du projet d'amélioration de la protection et de l'éducation des enfants réfugiés	62
Photo 6 : Assistance alimentaire internationale aux réfugiés.....	63
Photo 7 : Vente des fruits	77
Photo 8 : Vente du petit déjeuner local	79
Photo 9 : Concassage des pierres Photo 10 : Matériaux de construction en vente	80
Photo 11 : la vente du bois de chauffage, photo de terrain	80
Photo 12 : Les boutures de manioc	88
Photo 13 : pépinière de plantains	89
Photo 14 : Rassemblement de réfugiés centrafricains, photo de terrain, novembre 2023	91
Photo 15 : Lessive	91
Photo 16 : la quête collective de l'eau potable.....	92
Photo 17 : Cours d'alphabétisation des femmes réfugiées dans le camp de Gado-Badzéré ...	96
Photo 18 : École coranique.....	108
Photo 19 : Point d'eau potable à Gado-badzere	114
Photo 20 : Point de repère de l'hôpital de district de Garoua-Boulai	115

Planches

Planche 1 : Camps des réfugiés de Gado-Badzere à Garoua-Boulai	50
Planche 2 : Document d'identification de réfugiés	59
Planche 3 : Quelques activités génératrices de revenus pour les refugies.....	68
Planche 4: Quelques entreprises mixtes locaux/réfuégiés	71
Planche 5 : Quelques produits vendus sur le marché.....	78
Planche 6 : Vente des matériaux de construction.....	80
Planche 7 : Vente des produits thérapeutiques.....	81
Planche 8 : Commercialisation des outils agricoles et semences.....	82
Planche 9 : Commercialisation des vêtements et des babouches	83

Planche 10 : la vente de la layette	84
Planche 11 : Activité du transport à Garoua-Boulai	84
Planche 12 : Agriculture pratiquée par les réfugiés centrafricains à Garoua-Boulai	85
Planche 13 : la culture du macabo.....	87
Planche 14 : Culture des oignons à Garoua-Boulai.....	88
Planche 15 : Élevage des poules	90
Planche 16 : Accès à l'éducation.....	94
Planche 17 : Carte d'identité d'une réfugiée centrafricaine	110
Planche 18 : Logements précaires des réfugiés.....	112
Planche 19 : Activités économiques mises sur pieds par les réfugiés:.....	119
Planche 20 : Motifs d'accompagnement des réfugiés sur le plan sanitaire.....	120



RESUME

Les migrations aujourd'hui, sont un phénomène qui est au centre des réflexions des politiques publiques mondiales. D'où la présente étude qui porte sur « *l'implication des réfugiés centrafricains dans le développement socioéconomique de la ville de Garoua-Boulai* ». La question de fond est celle de savoir, quelle est l'influence de la présence des réfugiés centrafricains dans le développement socioéconomique de Garoua-Boulai ? Pour répondre à cette question, un certain nombre d'objectifs ont été fixés, dont le principal est celui d'analyser la participation des réfugiés Centrafricains dans le développement socioéconomique de la ville de Garoua-Boulai. Pour atteindre cet objectif, plusieurs réponses anticipées ont été émises, dont la principale stipule que l'implication des réfugiés centrafricains dans divers secteurs d'activités contribue de manière significative au développement socioéconomique de Garoua-boulai. Pour mener à bien cette étude, une approche méthodologique hypothéticodéductive a été adoptée. Combinant une collecte des données de source secondaire (recherche documentaire) et une collecte des données de sources primaires telles que les observations de terrain les enquêtes auprès des réfugiés basé sur un échantillon de 180 ménages et les guides d'entretien semi-structurées auprès des personnes ressources. Il ressort des investigations de terrain que la ville de Garoua-Boulai constitue une attraction pour les réfugiés centrafricains du fait de sa proximité géographique, de son climat similaire à celui d'une partie de la Centrafrique leur permettant de s'intégrer rapidement. Son sol fertile favorise les pratiques agricoles variées et des récoltes abondantes et surtout de sa diversité culturelle très proche de celle de certains peuples centrafricains. De plus, plusieurs mécanismes permettent aux centrafricains de participer aux activités économiques et de ce fait de subvenir à leurs besoins. Cela est visible à travers les actions des acteurs institutionnels (MINHDU, MINSANTE, MINAT, MINDCAF), et non institutionnels (les organismes internationaux tels que le HCR et ses partenaires), les OSC et les populations locales. Les actions de ces différents acteurs sont perceptibles sur le terrain dans plusieurs secteurs notamment celui de l'éducation où on constate qu'environ 34,4% des réfugiés centrafricains ont niveau d'étude primaire. En outre ces réfugiés participent grandement au développement socioéconomique de la ville de Garoua-Boulai à travers le commerce (33,6%), l'agriculture (19,2%), le transport (8,8%) et bien d'autres. Le développement socioéconomique de la ville de Garoua-Boulai impulsé par ces derniers est visible dans le domaine de l'éducation et de la santé avec la construction de nouvelles écoles et de nouvelles formations sanitaires mises en place par le HCR et ses partenaires. Cependant, les réfugiés de la ville de Garoua-Boulai sont confrontés à plusieurs obstacles tels le manque d'équipements socioéconomiques, l'inaccessibilité aux subventions et financements. De plus, il faut également relever les conflits inter-réfugiés (vol, individualisme, partage inégale des biens, etc) et des conflits entre réfugiés et populations locales (agression, litiges fonciers, mauvaises mentalité, etc). Pour remédier à cette situation, les politiques publiques et les organismes internationaux devraient mettre en place des partenariats favorisant la collaboration entre les institutions publiques, les organisations internationales, les ONG, et les entreprises pour faciliter l'insertion socioprofessionnelle des réfugiés centrafricains.

Mots clés : *Réfugiés, développement socio-économique, ville, Garoua-Boulai*

**ABSTRACT**

This thesis entitled "The Involvement of Central African Refugees in the Socio-Economic Development of the City of Garoua-Boulai." aims to analyze the participation of Central African refugees in the socio-economic development of the city of Garoua-Boulai. It is based on the following main question: What is the influence of the presence of Central African refugees on the socio-economic development of Garoua-Boulai? It is based on a methodology that combines data collection from secondary sources (literature search) and data collection from primary sources such as field observations, refugee surveys based on a sample of 180 households and semi-structured interview guides with resource persons. Investigations show that the city of Garoua-Boulai is an attraction for Central African refugees because of its geographical proximity, its climate similar to that of part of the Central African Republic and which allows Central Africans to integrate quickly, its fertile soil which allows for varied agricultural practices and abundant harvests and above all its cultural diversity very close to that of certain Central African peoples. In addition, several mechanisms allow the Central African Republic to participate in economic activities and thus to meet their needs. This is visible through the actions of the Cameroonian State through its ministries such as MINH DU, MNSANTE, MINAT, MINDCAF, etc. international agencies such as UNHCR and its partners, local CSOs and the local population. The actions of these various actors are perceptible on the ground in several sectors, particularly education, where it is noted that about 34.4% of Central African refugees have at least attended primary school. In addition, these refugees participate greatly in the socio-economic development of the city of Garoua-Boulai through trade (33.6% of refugees), agriculture (19.2% of refugees), transport (8.8% of refugees) and many others. The socio-economic development of the city of Garoua-Boulai, driven by Central African refugees, is also noticeable in the field of education and health, with the construction of new schools and new health facilities. However, refugees in the city of Garoua-Boulai face several obstacles such as lack of equipment, inaccessibility of subsidies and funding. In addition, there are also conflicts between refugees (theft, individualism, unequal distribution of property, etc.) and conflicts between refugees and local populations (aggression, land disputes, bad mentality, etc.). It should be noted that Central African refugees contribute significantly to the socio-economic development of the city of Garoua-Boulai, despite the efforts made by the various actors present in this city to help them, much remains to be done to improve the living conditions of the refugees in this locality.

Keywords: Refugees, socio-economic development, city

INTRODUCTION

Dans le monde contemporain, les études démographiques ont montré que le volume total de réfugiés est en constante augmentation. Selon les Nations Unies, le nombre de réfugiés a atteint 244 millions en 2015, soit une augmentation de 41% par rapport à l'année 2001. Le phénomène de réfugiés est lié à une multitude de causes parmi lesquelles les catastrophes naturelles, les crises socio-politiques, l'insécurité, le terrorisme, etc. Ces derniers une fois installés dans leurs nouveaux territoires contribuent au développement socio-économique à travers la mise en place d'un ensemble d'activités économiques du secteur primaire, secondaire et tertiaire. La plupart des pays occidentaux ont bénéficié de l'afflux des réfugiés en provenance des pays en proie aux conflits.

En Afrique, la République Centrafricaine (RCA), fait partie des grandes zones de tensions, conflits et troubles socio-politiques. Elle a connu plusieurs crises d'instabilité et vit toujours dans les troubles divers, des guerres civiles dont nous citons successivement : la première (2004-2007) ; la deuxième (2012-2013) ; la troisième (du 24 Mars 2013 jusqu'à nos jours). Ces guerres opposent plusieurs groupes armés (Seleka, Balaka,...etc), au pouvoir public. Les raisons de ces causes sont diverses, mais figure en première place la soif du pouvoir politique et les replis identitaires. Rapport de l'UA, (2014)

Le Cameroun n'est pas en reste. Il est une terre d'accueil de nombreux réfugiés venant de plusieurs pays africains en général mais particulièrement des pays confrontés aux crises multiformes. Parmi ces réfugiés internationaux installés au Cameroun, il y'a les tchadien, les nigériens, les centrafricains, etc. Ces derniers investissent particulièrement les grandes et moyennes métropoles telles que Bertoua, Douala, Yaoundé, Bafoussam, Bamenda, Ngaoundéré, Maroua, etc. La situation géographique du Cameroun par rapport à la Centrafrique, le caractère très hospitalier des Camerounais, le vif désir et l'espoir des populations de la RCA de trouver un climat paisible, une sécurité, voire des meilleures conditions de vies auprès de leurs voisins Camerounais, sont entre autres des causes de la présence des réfugiés Centrafricains à l'Est Cameroun. COPAX, (2015).

D'après le Haut-Commissariat pour les Réfugiés (2015), on estime à près de 80 milles réfugiés au Cameroun dont la grande partie est concentrée dans les Régions de l'extrême-nord (Nigériens et Tchadiens) et l'est (centrafricains). Les questions de réfugiés et de développement s'accroissent davantage et constituent par ailleurs un sujet de discorde dans la société. Cette discorde s'articule autour de deux principales tendances axées d'une part sur

l'apport positif des réfugiés sur le développement et d'autre part sur l'apport négatif de ces derniers. Cependant, allant au-delà de cette opposition stricte, une vision pluraliste a récemment vu le jour. La relation entre les réfugiés et le développement est plus complexe et moins linéaire que ne le laissent entrevoir toutes ces positions classiques ou l'optimisme institutionnel qui domine aujourd'hui. Aucune réponse simple ne peut être donnée. Il n'y a pas de lien automatique, mécanique ou déterminé entre les deux types de phénomènes.

Dans la région de l'Est Cameroun particulièrement dans l'Arrondissement de Garoua-Boulai, l'on peut remarquer l'implication des réfugiés dans les activités qui contribuent à booster le développement local. La zone d'étude a connu cette dernière décennie un afflux de réfugiés en provenance de la Centrafrique en proie aux violences socio-politiques. Ceux-ci, ont une hiérarchisation bien structurée, s'efforcent à respecter l'ordre public, tout en restant soumis, aux locaux qui sont en effet leur premier secours et espoir. Aussi, malgré leurs moyens financiers, matériels et techniques limités, les réfugiés développent des activités économiques (commerce, le transport, l'agriculture urbaine, etc.), et sociales (développement des logements et des services sociaux) pour améliorer leurs conditions de vies. Cependant, Malgré leur contribution au développement local, la zone d'étude demeure sous développée. Il est également important de noter que certains migrants ont choisi de s'installer d'autres régions Cameroun.

1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

1.1. Contexte

La question du déplacement des hommes à travers le globe est très ancienne. En effet, l'homme s'est toujours déplacé à la recherche des conditions favorables à son épanouissement : la recherche des terres fertiles, la paix, et la sécurité. Sont entre autres des raisons des déplacements massifs des uns et des autres. Ces déplacements permettent aux locaux de bénéficier des innovations apportées par les réfugiés. En effet, ces derniers auront une empreinte (positive ou négative) sur le développement socioéconomique de leur localité d'accueil.

Au cours des siècles, les causes de déplacement des populations changent de plus en plus de cadence. L'on remarque la récurrence des conflits armés, des catastrophes naturelles qui occupent une grande place à l'opposé de la recherche des terres fertiles. Plusieurs exemples peuvent être répertoriés. Notamment la guerre entre l'Iran et l'Irak ; et plus récemment la guerre Ukraino-Russe qui sont à l'origine d'importants mouvements

migratoires, créant ainsi un nombre important de réfugiés quittant leur localité d'origines vers d'autres régions du monde. Ce déplacement massif des populations, est surtout à l'origine de divers problèmes dans les pays d'accueil du fait qu'il engendre l'augmentation de la taille de la population de façon spontanée ; les crises socio-politiques ; les changements climatiques. Aussi requière la mise sur pied de nouvelles politiques afin d'encadrer ces masses migratoires.

Le Cameroun une zone de convergence des masses migratoires en provenance de pays en conflits comme le Nigéria voisin suite au conflit engendré par la secte Islamique Boko Haram sur son territoire comme le précise Gabriel (2015) dans son livre « *Migration transfrontalière et droit économiques et sociaux* ». Fort de son expérience en matière d'accueil, les pouvoirs publics camerounais ont mis sur pied des camps de réfugiés au sein de plusieurs régions administratives de son territoire. Pour mieux comprendre l'étude de causalité entre refugies et développement, nous pouvons prendre l'exemple de la région de l'extrême Nord Cameroun. Dont des centres d'accueil et orientation des refugies ont été mis en place. Ces derniers sont occupés dans le secteur agricole ; élevage ; transport ; pêche. L'appui du gouvernement Camerounais a amélioré le bien-être socio-économique de cette communauté réfugiée. En outre, les subventions obtenues par les ONG ont des effets positifs sur la santé et l'instruction de la population réfugiée. Ils augmentent par ailleurs le confort en facilitant les tâches domestiques, et favorisent les relations entre les membres de la communauté. L'accès à l'eau, aux services publics sont un bienfait supplémentaire pour la population autochtone et allogène. La stimulation des activités a par ailleurs permis de créer des emplois dans la localité. Il importe également de signaler l'augmentation de la productivité agricole grâce à l'irrigation, et aux pratiques diverses. La région de l'Est Cameroun et précisément la ville de Garoua-Boulai, connaît une dynamique socioéconomique. Car elle est une grande zone d'accueil des réfugiés venant de la RCA.

1.2. Justification du sujet

La région de l'Est-Cameroun, de par sa proximité géographique avec la RCA, accueille de nombreux réfugiés centrafricains qui sont obligés de se déplacer suite aux conflits armés dans leur pays. Néanmoins, la taille de sa population a augmenté de 20% entre 2013-2014 ONU Habitat (2015). Comme le souligne Claire Lefort (2015), on recensait environ quarante-deux (42) structures d'aide pour les réfugiés au sein de la région de l'Est-Cameroun. Il faut noter que dans le cadre des affrontements armés entre les Seleka et les Anti-Balaka en

RCA, en près de vingt-deux ans, l'Est a accueilli des milliers de réfugiés centrafricains. En 2018, le HCR faisait état de ce que le nombre de réfugiés au Cameroun était élevé à 358 438 personnes installées depuis 2013 et sensiblement 258 779 centrafricains essentiellement regroupés dans les régions de l'Est et de l'Adamaoua. Suivant ces politiques d'accueil des masses migratoires, le département du Lom Et Djérem notamment dans la commune de Garoua Boulai, localité de Gado Badzéré, en 2014, un Camp de réfugiés y est implanté pour assurer la sécurité des déplacés. Ce travail s'intéresse à la localité de Garoua-Boulaï non seulement pour le fait qu'elle abrite un camp de réfugiés, mais aussi à cause du fait que les populations déplacées étant majoritairement jeunes, désertent le plus souvent les camps pour se confondre aux populations riveraines du camp afin mener les activités économiques. Fort de cette observation, nous voulons montrer que les réfugiés jouent un rôle déterminant sur l'économie locale et par conséquent sont à prendre en considération dans les politiques de développement socio-économique de la région de l'Est, et le cas précis de la Commune de Garoua-Boulaï.

2. DELIMITATION DU SUJET

2.1. Délimitation thématique

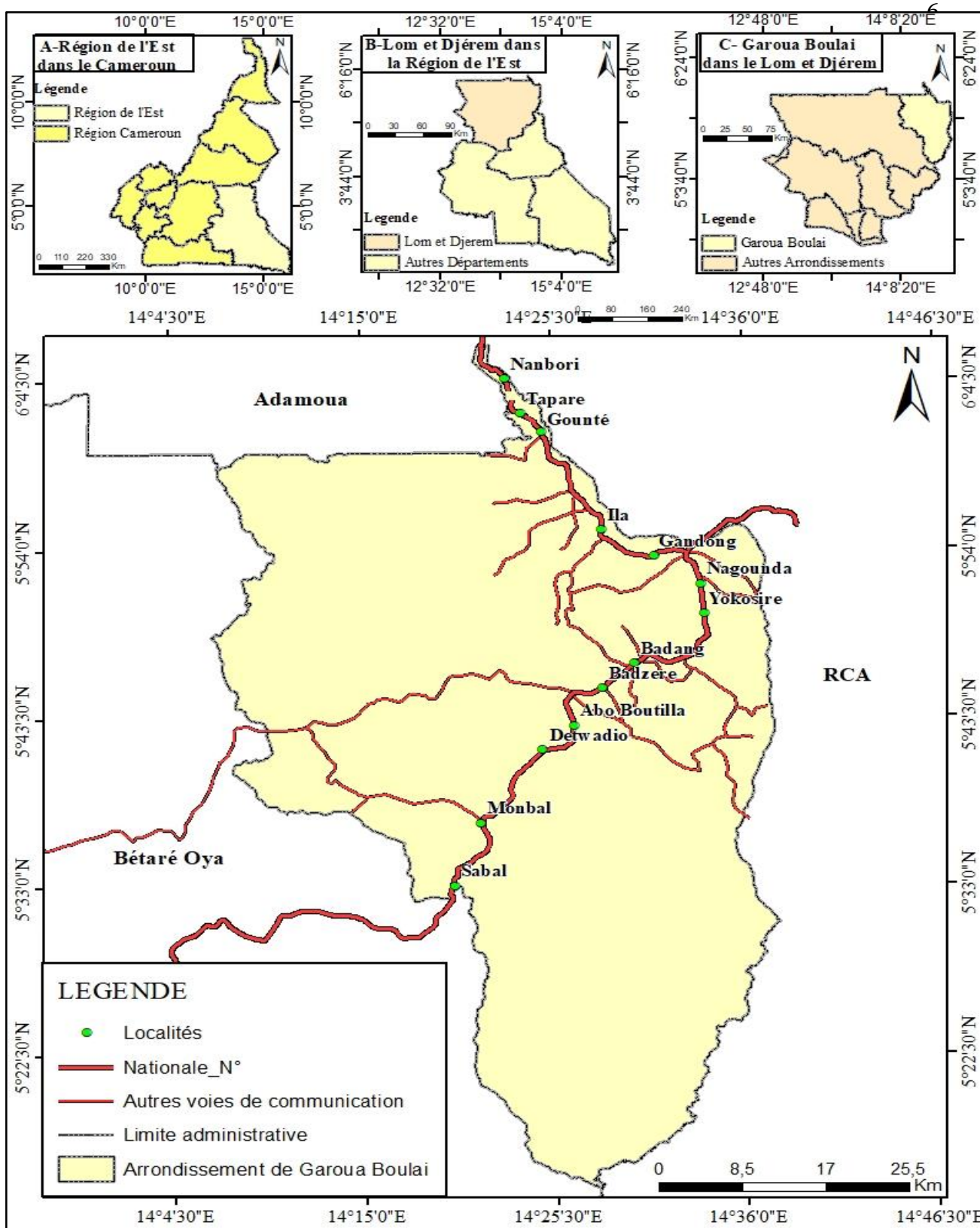
Cette étude s'inscrit dans la « *Dynamiques urbaines et rurales* ». Elle mobilise les connaissances en : géographie économique, sociologie, anthropologie, histoire, et bien d'autres sciences. Elle est intitulée « *l'implication des réfugiés centrafricains dans le développement socioéconomique de la ville Garaou-Boulai* ». Il s'agit de montrer dans quelle mesure les réfugiés Centrafricains contribuent ou encore peuvent contribuer au développement socioéconomique de Garoua-Boulaï. Le HCR a apporté une définition claire permettant d'attribuer le statut de réfugié à une personne ce qui permet de la différencier d'un migrant. Parlant de réfugiés, on fait allusion aux personnes qui ont quitté leurs localités d'origine, dans le but de trouver la tranquillité, la sécurité, et/ou des conditions de vie meilleures, ailleurs. En analysant la participation des réfugiés Centrafricains au développement de la ville de Garoua-Boulaï, il sera important d'étudier les raisons de leur déplacement, l'interaction entre ceux-ci et les locaux, les activités qu'ils mènent ainsi que les obstacles auxquels ils font face.

2.1. Délimitation spatiale

Garoua-Boulaï est une petite ville frontalière entre le Cameroun et la RCA. Cette ville est située dans la Commune dont elle porte le même nom. C'est l'une des huit Communes du

département du Lom-et-Djérem dans la région administrative de l'Est-Cameroun. Cette Commune est localisable sur le planisphère par les coordonnées géographiques suivantes : 5°58'00''N et 14°33'00''E. La ville a une superficie de 2 125Km² pour une population totale de 55 000 habitants en BUCREP, (2010). La ville est limitée :

- Au nord par la Commune de Meiganga,
- A l'ouest par la Commune Bétaré-Oya
- A l'Est par la Commune Baboua et par la RCA
- Au Sud par la Commune Ossounou



Source : shapefile 2020

Figure 1: Localisation de la Commune de Garoua-Boulai

2.2. Délimitation temporelle

Le Cameroun comme le souligne Gabriel (2015), accueille les populations extérieures déplacées de suite de conflit depuis la formation du jeune Etat dans les années 60. Suite aux

mouvements de décolonisation, les conflits se sont faits très récurrent dans la sous-région avec les guerres civiles, les coups d'Etats et bien d'autres. L'illustration de l'instabilité des Etats africains peut se fixer sur la RCA. En 2004 une première guerre civile éclate dans le pays obligeant les populations à se déplacer pour fuir les affrontements, celle-ci sera calmée en 2007 avec un accord de paix entre les différentes parties. Cinq ans plus tard, en 2012, le non-respect de l'accord de paix précédemment signé va entraîner la reprise des armes marquant le déclenchement d'une deuxième guerre civile en RCA. Celle-ci va se solder par l'arrivée au pouvoir de MICHEL Djotodia en 2013. Chef des Seleka. Ce qui dans la même année va entraîner une controffensive de la part des Anti-Balaka, un autre groupe armé.

Tous ces conflits ont entraîné une masse importante de personnes vers les frontières camerounaises notamment dans la région de l'Est. Dans ce contexte, au 31 janvier 2014, le HCR enregistrait déjà près de 234 449 réfugiés qui ont pénétré le territoire camerounais. Dans le cadre de notre travail, nous allons prendre l'année 2004 comme date de référence car la première guerre civile cause de déplacement forcé éclate en 2004, et l'année 2022 comme année d'évaluation depuis la création du Camp de réfugiés de Gado-Badzéré en mars 2014 dans la Commune de Garoua-Boulaï. C'est dire que nous allons mener une étude évolutive sur 22 ans.

3. PROBLÉMATIQUE

Dans le monde en général, les réfugiés ne doivent pas être perçus uniquement comme un problème. Ils peuvent également jouer un rôle dans la mise en place de solutions en partie par l'impact qu'ils peuvent avoir sur les décisions politiques et par leur contribution au développement. Les pays européens ont longtemps bénéficié de la présence des réfugiés originaires de l'Afrique, l'Asie et l'Europe de l'Est. Ces derniers ont contribué au développement des infrastructures et équipements socio-économiques.

Le monde entier connaît un phénomène global, visible, et surtout général. Il s'agit en effet des déplacements massifs des populations de leurs zones d'origines à celle d'accueil où elles auront un statut de réfugiés. Les facteurs de ces déplacements sont divers : les guerres ; les catastrophes naturelles ; les risques hydro morphologiques, les conflits de diverses natures, et bien d'autres choses. En Afrique, les crises sécuritaires telles que l'instabilité en République centrafricaine, les menaces de Boko Haram, les crises socio-politiques au Niger, Mali, etc. ont entraîné un afflux de réfugiés vers le Cameroun. Leur présence à la longue constitue des risques d'éclatement des conflits sociaux du fait de la pression sur les ressources

disponibles, la cohabitation des populations autochtones et migrants. Malgré leurs moyens limités, ils participent au développement socio-économique à travers la création des activités. Une fois les réfugiés installés dans un territoire, l'Etat y développe des infrastructures et équipement socio-collectifs tels que les écoles, les hôpitaux, les points d'eau, les marchés, les logements sociaux qui contribuent au développement local.

La RCA, est le théâtre d'une succession de conflits. Il s'agit successivement de trois grandes crises : la première (2004-2007) ; la deuxième (2012-2013) ; la troisième (du 24 Mars 2013 jusqu'à nos jours). Ces guerres opposent plusieurs groupes armés (Seleka, Balaka, ...etc.), entre eux et au pouvoir public. Les raisons de ces causes sont diverses, mais figure en première place la soif du pouvoir politique et les replis identitaires ethniques. Rapport de l'UA, (2014). Face à cette situation triste, et troublante, les populations centrafricaines sont obligées de se déplacer vers le Cameroun, à la recherche d'une tranquillité, une stabilité, donc les meilleures conditions de vie. Dans l'action de développement de toute communauté, il existe divers acteurs et les réfugiés peuvent également apporter une contribution selon leur degré de participation. C'est ainsi qu'autour des sites de réfugiés de Garoua-Boulai, les territoires se sont rapidement développés grâce aux actions entreprises par les réfugiés. Certains gouvernements pour leur part, introduisent des politiques innovantes pour appuyer les réfugiés, qui sont beaucoup plus marqués par la pauvreté.

Dans le but de provoquer un changement d'attitude et optimiser les rendements agricoles, de nombreux réfugiés se sont investis dans l'agriculture traditionnelle de subsistance dans le but de satisfaire les besoins de leurs familles respectives. L'intégration des réfugiés dans l'agriculture implique une action massive d'éducation et de formation et la mise en place des méthodes et des outils de formation adaptés FAO, (2011).

La ville de Garoua-Boulai est le théâtre d'une dynamique migratoire significative avec l'arrivée croissante de réfugiés en provenance de la République centrafricaine. Cette migration forcée a des implications profondes sur le développement socioéconomique de la ville, touchant à la fois les réfugiés eux-mêmes et les communautés d'accueil. En effet, les réfugiés centrafricains affluent vers la ville de Garoua-Boulai en raison des conflits armés, des violences intercommunautaires et des persécutions politiques qui sévissent dans leur pays d'origine. Nombreux sont ceux-là qui sont installés dans les camps de réfugiés mis en place par l'Etat du Cameroun et le UNHCR. D'autres sont installés dans les familles d'accueils et les abris de fortune. Depuis 2013, la zone d'étude a connu l'arrivée de plus de 60 000 (UNHCR, 2013).

De plus, le trop plein de réfugiés centrafricains exerce une pression sur les ressources et les services publics de la ville de Garoua-Boulaï, notamment en matière de santé, d'éducation, d'eau, d'électricité et d'assainissement. Les autorités locales doivent faire face à des défis d'extension et d'amélioration des infrastructures existantes pour répondre aux besoins croissants des réfugiés et des populations locales. Il faut également préciser que la cohabitation entre les réfugiés centrafricains et les populations locales de la ville de Garoua-Boulaï peut engendrer des dynamiques sociales complexes, notamment en termes de cohésion sociale, d'intégration et de relations intercommunautaires.

4. QUESTIONS DE RECHERCHE

4.1. Question principale

Ce travail repose sur la question principale de savoir : **quelle est l'influence de la présence des refugies centrafricains dans le développement socioéconomique de Garoua-Boulaï ?**

4.2. Questions spécifiques

De cette question principale découlent plusieurs questions spécifiques :

- Quel est le contexte socio-spatial et, économique ayant présidé à l'installation des réfugiés Centrafricains dans la ville de Garoua-Boulaï ?
- Quels sont les mécanismes développés par les acteurs pour faciliter l'accès des réfugiés aux activités socioéconomiques dans la ville de Garoua-Boulaï ?
- Quelles sont les contributions des réfugiés centrafricains aux développements socioéconomiques de Garoua-Boulaï ?
- Quelles sont les difficultés à l'effectivité de l'insertion des réfugiés et les stratégies développées par les acteurs pour renforcer leur insertion dans la ville de Groua-Boulaï ?

5. OBJECTIFS DE LA RECHERCHE

La recherche et la description géographique seraient sans objet si elles ne devaient pas servir à proposer les moyens pour améliorer la situation existante, à préparer les actions de l'homme (Philiponeau, 1960). Nos objectifs vont en droite ligne de cette pensée. Cette étude vise un objectif principal et quatre objectifs spécifiques.

5.1. Objectif principal

Analyser l'influence de la présence des réfugiés Centrafricains sur le développement socio-économique de la ville de Garoua-Boulai sera dans le cadre de cette recherche notre objectif central.

5.2. Objectifs spécifiques

1. Présenter le contexte socio-spatial et, économique ayant présidé à l'installation des réfugiés Centrafricains dans la ville de Garoua-Boulai
2. Identifier les mécanismes développés par les acteurs pour faciliter l'accès des réfugiés aux activités socioéconomiques dans la ville de Garoua-Boulai ;
3. Répertorier les contributions des réfugiés centrafricains aux développements socioéconomiques de Garoua-Boulai
4. Présenter les difficultés et les stratégies déployées par les acteurs pour l'insertion socioéconomique durable des réfugiés Centrafricains à Garoua-Boulai.

6. HYPOTHÈSES DE RECHERCHE

Nos investigations de terrain sont fondées sur des hypothèses qui guident cette recherche.

6.1. Hypothèse principale

L'implication des réfugiés centrafricains dans divers secteurs d'activités contribue de manière significative socioéconomique de Garoua-Boulai.

6.2. Hypothèses spécifiques

- La présence d'un cadre spatial non favorable et la quête de meilleures conditions de vie sont les facteurs de l'installation des réfugiés Centrafricains dans la ville de Garoua-Boulai ;
- Les acteurs institutionnels et non institutionnels développent des mécanismes divers pour faciliter l'accès des réfugiés aux activités socioéconomiques dans la ville de Garoua-Boulai,
- Les activités économiques du secteur primaire (l'agriculture) et tertiaire sont les domaines où les réfugiés s'intègrent dans le souci d'apporter leurs contributions au développement socioéconomique de ville de Garoua Boulai ;
- D'une part, les replis identitaires et l'insuffisance des moyens financiers d'investissement sont des obstacles qui freinent l'apport des réfugiés centrafricains dans leurs actions dans le processus de développement de la ville de Garoua Boulai. Et d'autre part les organismes internationaux et l'appui du gouvernement camerounais

favorisent l'accès des réfugiés aux différentes activités socioéconomiques dans la ville de Garoua-Boulai.

7. REVUE DE LITTÉRATURE

Le monde a toujours fait face au problème de migration qui parfois affecte sa stabilité et principalement le niveau de vie des populations déplacées. C'est notamment ce que montre de différents travaux scientifiques et rapport. C'est également ce que montre depuis 2004 les conflits armés qui ont sévis en RCA ont eu un impact significatif sur les conditions de vie des personnes, ayant été contraints de se déplacer, fuyant les affrontements entre groupes armés pour venir de réfugié au Cameroun. On comprend ainsi que la situation dans laquelle vit la plupart des réfugiés dans le monde en général et au Cameroun en particulier, est un problème pertinent qui nécessite de porter une attention particulière et prendre des mesures et durables. C'est donc dans cette optique que plusieurs chercheurs ont mené des travaux de recherche. Nous les regroupons en quatre parties : la première est basée sur les causes de la présence des réfugiés et leurs états des lieux dans le monde ; la deuxième sur les conditions socioéconomiques de l'installation des réfugiés ; la troisième repose sur la contribution des réfugiés au développement socioéconomique ; et la quatrième thématique porte sur les problèmes socioéconomiques rencontrés par les réfugiés.

7.1. Causes de la présence des réfugiés et leurs états des lieux dans le monde :

Cette partie, regroupe les auteurs qui ont mené des recherches sur les principales raisons qui poussent les populations à quitter leurs localités d'origines pour se rendre dans un endroit qui leurs est nouveau. Il s'agit entre autres de :

(Erika Fêler et al,2007) dans : la protection des réfugiés en droit international, insistent sur les mesures de protections des réfugiés, mesures fondées sur la Convention de Genève 1951 sur le statut des réfugiés et son Protocole additionnel de 1967. Il apparait que depuis un demi-siècle ces textes ont montré clairement leurs capacités d'adaptation aux changements des situations. Bénéficiant d'abord aux réfugiés Européennes de la deuxième guerre mondiale, la Convention est parvenue à offrir un cadre de protection aux réfugiés fuyant les persécutions de régime répressif des troubles causées par les guerres d'indépendances ou les nombreux conflits ethniques et autres ayant succédés la période de la guerre froide. Cet ouvrage présente aussi la situation des réfugiés provenant des situations conflictuelles non réglementées par le droit international humanitaire. Comme le cas du terrorisme.

Hugo. Grotius, dans son ouvrage, le droit de la guerre et de la paix, théorise la notion de droit international inhérente à la société humaine. Cette notion de droit international jadis limitée aux États, se trouve aujourd'hui à son point paroxysmal. Ceci avec l'intégration d'autres sujets sur l'arène du droit international. Son apport est aussi important qu'il a participé à la systématisation de la guerre et à la distinction des objectifs militaires et non militaires.

(Travener. et al, 2003) nous présentent en des termes sociologiques le phénomène migratoire dans le monde ainsi que son évolution dans le but de mieux connaître le phénomène de déplacement des hommes. Présentant un enjeu politique et économique majeur, le problème de la migration internationale a attiré l'attention de la communauté internationale sur son encadrement juridique. D'où la mise en place d'un régime juridique internationale d'encadrement du phénomène de la migration. Ce régime juridique international est matérialisé par l'adoption de plusieurs textes en la matière.

(Bourgnon, 2019) dans l'un de ses articles, « Le CICR et la protection des victimes de la guerre », essaye de montrer l'œuvre du CICR dans la protection des populations civiles dans le cadre des conflits armés. Une œuvre qui trouve son fondement dans le principe de l'immunité de la population civile dans les situations conflictuelles. Pour le CICR, la guerre est une relation entre États qui s'affrontent par l'intermédiaire de leurs forces armées. Les populations civiles qui ne prennent aucune part aux hostilités doivent être épargnés et protégées.

Audric Gilman, membre du comité de rédaction de Pax Christi Wallonie-Bruxelles, dans un article intitulé « Droit d'asile et statut du réfugié : origine et évolution » publié avec le soutien de la fédération Pax Christi Wallonie-Bruxelles, expose sa thèse sur l'origine du droit d'asile et le statut du réfugié en des termes d'origine lointaine. L'auteur rentre dans le passé de ces deux notions (l'antiquité et le moyen âge) pour confirmer le caractère évolutif du droit d'asile et du statut du réfugié. Il expose également le contexte actuel du droit d'asile et du statut des réfugiés en des termes d'encadrement juridiques perfide par la communauté des États. Un encadrement plus ou moins effectif dans la pratique juridique internationale.

7.2. Conditions socioéconomiques de l'installation des réfugiés :

Cette partie, regroupe l'ensemble des chercheurs, ayant examiné, les conditions de vies des réfugiés dans les zones d'accueils. L'interrelation et action entre ceux-ci et les locaux, y compris les activités et dépenses économiques qu'ils omettent. Ils sont nombreux, dont :

(Haenckaert et al, 2007) dans un ouvrage : *Droit International humanitaire Coutumier : enjeux et défis contemporain*, expliquent le phénomène de déplacement forcé des populations vulnérables. Ils font allusions aux personnes fuyant les guerres et les catastrophes naturelles : les réfugiés. Ces auteurs insistent sur la protection de ces personnes et surtout à leur encadrement. C'est pour cette raison qu'ils énoncent dans cet ouvrage des mesures visant à protéger les réfugiés. Parmi ces mesures nous pouvons citer: le respect du principe du non refoulement, la mise en œuvre des dispositions du droit international en faveur des personnes déplacées et des réfugiés; l'engagement de respecter et de faire respecter le droit international particulièrement dans les situations de conflit; l'affirmation de la responsabilité des États de protéger et d'assister les personnes déplacées à l'intérieur de leurs pays; la prévention et la sanction des violations graves et massives de droit de l'homme et du droit international humanitaire.

Katia. Boustary, dans : « La protection des personnes dans le cadre du D.I.H : limite de l'intervention humanitaire dans les conflits interétatiques », fait référence aux normes internationales d'encadrement des réfugiés comme norme universelles de protection des réfugiés. Ces normes, sacrées qu'elles soient, montrent d'avantage dans leurs applications des lacunes rendant difficile un déploiement effectif des normes fondamentales énoncées dans l'un ou l'autre instrument conventionnel. Tel est singulièrement le cas du D.I.H dont l'application se heurte dans le cadre des conflits étatiques. L'auteur propose l'intervention humanitaire comme solution pour combler les lacunes des textes afin de favoriser une meilleure protection des personnes et de la population civile prise au piège des conflits armés.

Joseph Michée Baciseze Katwanyi, dans son mémoire *la protection internationale de l'individu comme sujet du droit international : cas des minorités et des réfugiés* », (Université de LUBIMBASHI, 2008), expose la question de la protection internationale des minorités et des réfugiés en actualisant la situation juridique de ces deux catégories des personnes vulnérables. Il part de l'aménagement conceptuelle de ces deux catégories juridiques, à leurs encadrements juridiques internationaux. Selon cet auteur, l'État seul ne parvient pas aujourd'hui à protéger les réfugiés. D'où le rôle important de la coopération internationale dans cette arène.

(Hassoumi Djibo, 2019) parle des conditions précaires dans lesquelles vivent les déplacés de Diffa victime de la guerre de Boko Haram. Il fait une étude comparative sur la situation des déplacés de Diffa et la situation des réfugiés au Nigéria victime de la même

guerre. Il présente ceux de Diffa comme non scolarisé, n'ayant pas d'accès à l'eau potable, ni aux infrastructures sanitaires contrairement aux réfugiés du Nigéria qui eux ont un meilleur encadrement. Comme pour montrer une politique beaucoup plus sérieuse sur la gestion des réfugiés que pour la gestion des déplacés internes. (Marie madeleine, 2021) vont sensiblement dans le même sens lorsqu'ils parlent de la situation sanitaire préoccupante des déplacés internes de la ville de Mora dans l'extrême nord du Cameroun victime de la guerre de Boko Haram. Ils font remarquer que la mauvaise qualité des logements, les disparités sociales et l'insalubrité dans les sites des déplacés internes de Boko haram amplifient les risques sanitaires. Ces travaux seront d'une grande aide pour notre étude, mais notre étude entend dépasser ceux-ci en apportant des perspectives pratiques

7.3. Contribution des réfugiés au développement socioéconomique :

Ici, l'implication du réfugié dans la paix, la stabilité et la croissance économique est l'objet principal des chercheurs. Parlant du développement l'environnement est une priorité, Ambra (2011), étudie une évaluation du fonctionnement des systèmes physiques de la Terre, à la fois dans leur état naturel et tels qu'ils ont été modifiés par les actions humaines. L'auteur propose l'articulation des sujets selon trois sphères : la sphère naturelle ou écosphère, c'est-à-dire la petite portion d'écosphère qui n'a pas encore été largement affectée par les activités humaines ; la sphère mentale (noosphère) et l'Anthroposphère (l'influence de l'homme sur l'écosphère) qui est le résultat de l'union des deux sphères précédentes.

Le constat fait de ces travaux est qu'ils caractérisent généralement l'écologie et l'écologie du paysage. Cependant, ils semblent oublier de proposer en aval les conditions de développement durable de ces écosystèmes en contexte de développement industriel, agricole et urbain.

Trouver des synergies pour que le tout soit supérieur à la somme des parties, c'est-à-dire que les populations ensemble agissent mieux qu'en étant seules, dans l'harmonie, l'entente et la paix. La bonne gestion des ressources naturelles, favorise une croissance économique véritable (Frick et Mackenzie, 2016). Les systèmes naturels sont variés avec des différentes plantes, des animaux, des microbes et des moisissures. Cette diversité, c'est la clé à leur résilience et leur stabilité.

D'après (Graves et al, 2007), en combinant des arbres et des cultures, il y aurait un effet de synergie, de complémentarité. Les rendements les plus intéressants étaient

associés à la présence d'arbres aux bois de haute valeur (Noyer, 2016) ou d'arbre à croissance rapide (peuplier) desquels l'investissement est récupéré à plus court terme.

Selon (Dupraz et Liagre, 2008), le développement socioéconomique repose également sur l'agriculture par des acteurs pluri formes, venant de plusieurs horizons. Chacun pourra ainsi à son tour et à son niveau apporter son savoir-faire, son expérience, ses innovations, c'est ce qui booste la diversité de production. L'accès des réfugiés aux ressources et activités diverses est un exemple clair de cette vision. Cela combine, sur un même site la production intensive d'arbres et cultures, correspond le mieux à cette définition. Dans ce contexte, valoriser l'agriculture ou l'agroécosystème apparaît une solution judicieuse pour réduire la pauvreté. Or, des expérimentations réalisées dans l'est du Canada et dans d'autres régions tempérées du monde ont démontré que diversifier les activités de productions est très important pour le développement durable. Tout en fournissant plusieurs services environnementaux, l'agriculture peut aussi répondre de façon originale à la nécessité d'accroître la production économique viable.

7.4. Problèmes socioéconomiques rencontrés par les réfugiés :

Dans cette partie, les difficultés dont font face les réfugiés sont mises au premier plan. De par leur situation pathétique, plusieurs auteurs ont trouvé meilleur de parler de la souffrance qui mine le réfugié. Tout en montrant les pistes de solution.

Camile Dacaens, « Le respect par le droit Européen du principe international de non-refoulement », précise dans son article, l'approche du droit Européen sur le principe de non-refoulement. Le juge de l'Union Européen, juge de l'interprétation du droit Européen de l'asile impose aux États partis de respecter et de faire respecter le droit international inhérent au principe du non-refoulement sous peine de sanction. Cependant, cette application du principe de non-refoulement rencontre des obstacles. Ces contours du principe sont soutenus par l'argument de la sauvegarde de la sécurité national. L'auteur nous expose dans cet article cet état de chose.

En Afrique, les situations des réfugiés est perçu par certains auteurs comme un véritablement déficit et frein pour le développement des pays affectés. Pour (Alexandra Bilak, 2016), le déplacement interne en Afrique exerce une pression socio-économique considérable au niveau local, tant dans les lieux d'origine que dans les lieux de refuge. En Compromettant l'accès des populations à des moyens de subsistance, ainsi que l'activité économique et la résilience des communautés locales, le déplacement interne est étroitement lié aux questions

de pauvreté, d'exclusion et de gouvernance, et représente à ce titre un enjeu clé du développement soutien elle. (Kalin, 2014) va dans le même sens lorsqu'il affirme que « les personnes déplacées peuvent avoir des besoins ou des préoccupations spécifiques que les personnes non déplacées n'ont pas ». Ainsi pour présenter la situation des déplacés internes comme étant un élément à prendre en compte pour le développement des pays où le phénomène est présent.

(Carolien jacobs et al, 2017) parlent d'une quête de la justice pour les déplacés internes à Bukavu au Congo. Ils présentent une grande variété de préoccupations en matière de justice auxquelles les déplacés internes font face. Ces déplacés de Bukavu feraient régulièrement face à des problèmes d'ordre juridiques tels que : Grave violation de leurs droits, des problèmes liés à des différends...les auteurs de cet article proposent d'avoir un réseau de soutien pour répondre aux préoccupations des déplacés en matière de justice. Ils proposent par exemple le religieux comme étant une solution d'intégration pour les déplacés internes car selon eux l'accès aux responsables d'églises est facile, mais de surcroît, leur consultation n'implique aucun cout. Nous notons que les auteurs se sont focalisés sur un aspect juridique et cette étude sera d'une grande aide.

(Mamoudou Dioko, 2021) dans le cadre d'un mémoire, aborde la question sanitaire des déplacés internes à BAMAKO. L'étude révèle que les déplacés internes de Bamako font face à un véritable problème de santé publique qui affectent tant les hommes et les femmes que les enfants et les personnes âgées. Elle dresse également le portrait d'une population déplacée qui se trouve aujourd'hui sans revenu stable et donc les conditions de vie (alimentaire, logement, santé, eau et assainissement) sont largement détériorées, concourant à un véritable calvaire sanitaire. L'auteur propose donc une multitude de perspectives s'adressant aux autorités politiques et administratives, aux personnels soignants, aux déplacés et aux populations autochtones visant à améliorer la situation des déplacés internes à Bamako. Ces travaux pourront servir de miroir pour notre étude sur les déplacés de Bonabéri-rail, même s'il est vrai que les déplacés de Bamako sont dans des camps de déplacés alors que ceux de notre études sont installés de façon anarchiques.

Cette situation des réfugiés centrafricains dans la région de l'Est a conduit à s'intéresser au cas similaire récemment observé dans sud-ouest et nord-ouest du Cameroun. (Gilbert Waté sayem, 2020) Explore l'ampleur et l'intensité des déplacements forcés et dégage son impact sur les populations de même que sur les lieux d'accueil des déplacés forcés. Il expose à la

lumière des rapports d'ONG spécialisées ainsi que de l'administration Camerounaise, des articles de presse, des publications scientifiques tous confrontés à des témoignages des personnes cibles, le vécu de leur lieu de résidence à leur lieu d'accueil. En effet, La situation des réfugiés est l'un des centres d'intérêt de la géographie humaine. Plusieurs mémoires et thèses ont été soutenus sur ce thème à travers le monde ; notamment au Cameroun, Au Congo, au Mali, En France etc. En outre, des rapports, des publications en termes d'ouvrages et d'articles scientifiques sont aussi disponibles

En somme, ces recherches documentaires nous ont permis de mieux cerner et appréhender les orientations des uns et des autres dans le cadre de la situation des déplacements forcés. Tout ceci nous a donné l'opportunité de mieux clarifier notre centre d'intérêt afin de contribuer objectivement aux multiples efforts déjà consentis dans ce domaine. La consultation des ouvrages scientifiques et tout particulièrement ceux de la géographie humaine sont révélateurs d'une diversité d'approches sur la question des situations des réfugiés. Ceci dans le but de présenter et apporter des solutions pour palier à la situation des personnes déplacées involontairement faisant l'objet dans notre étude.

8. CADRE THEORIQUE ET CONCEPTUEL

8.1. Cadre théorique

La réalisation de cette étude sur l'implication des réfugiés centrafricains dans le développement socio-économique et local de la ville de Garoua-Boulaï exige de nous que nous fassions recours à un certain nombre de théories explicatives pour illustrer des phénomènes précis. En effet la géographie science carrefour, descriptive et explicative ne saurait accepter une étude qui ne s'explique pas grâce à des modèles et des théories car en effet ceux-ci ont pour rôle premier de faciliter la compréhension de la réalité souvent très complexe. Pour la présente étude, nous nous appuierons sur les théories suivantes :

➤ La théorie des réseaux migratoires

La **théorie des réseaux migratoires** est une théorie essentielle en sociologie des migrations. Elle est apparue aux États-Unis grâce aux travaux pionniers des chercheurs tels que (Douglas Massey et al, 1960). Ces chercheurs ont analysé les migrations à partir d'une approche basée sur les "chaines migratoires" Cette approche donne du sens aux différentes mobilités vécues par les migrants lors de leur déplacement, en reconnaissant la capacité de créer du capital social au sein de ces réseaux. En d'autres termes, les réseaux migratoires sont des liens sociaux entre les individus qui facilitent les mouvements de population d'un lieu à

un autre. Les réseaux migratoires peuvent inclure des membres de la famille, des amis, des compatriotes ou des personnes partageant une origine géographique commune. Ces réseaux jouent un rôle crucial dans le processus de migration, car ils fournissent des informations, des ressources et un soutien émotionnel aux migrants. Par exemple, un migrant peut recevoir des conseils sur les opportunités d'emploi, le logement, les procédures administratives et les conditions de vie dans le pays d'accueil grâce à son réseau social. Suivant cette théorie, la prise en compte des liens entre les connexions interpersonnelles et les migrations peut se rattacher aux concepts classiques de chaîne migratoire (OECD, 1978). La migration est un effet du fonctionnement des circuits relationnels et interpersonnels entre personnes ayant déjà migré et les potentiels migrants. L'individu confronté à la décision de migrer est désormais considéré comme relié à une structure sociale constituée par la famille proche et élargie, par les personnes originaires de la même région, du même groupe culturel ou plus largement par des amis et connaissances. En somme, la théorie des réseaux migratoires met en lumière l'importance des relations sociales dans la compréhension des phénomènes migratoires. Elle nous rappelle que les migrations ne se produisent pas dans l'isolement, mais sont influencées par des connexions et des interactions entre les individus au sein de ces réseaux. Si vous souhaitez en savoir plus, je vous invite à explorer davantage les travaux de ces chercheurs et leurs contributions à ce domaine passionnant.

Cette théorie permet de mieux analyser les raisons de déplacement des réfugiés centrafricains vers le Cameroun et d'autres pays dans le monde.

➤ **La théorie des facteurs répulsifs/attractifs.**

Théorie élaborée par (Everett Lee, 1996) qui distingue les facteurs positifs (pull factors), les facteurs négatifs (push factors). La migration est perçue ici comme un changement permanent ou semi permanent de résidence. Aucune condition n'est imposée sur la distance, le caractère ou sur la durée. Le concept de réfugié est donc intégré dans migration. Cette théorie démontre que l'homme se déplace, à cause des facteurs répulsifs présents dans sa région de départ ou à cause des facteurs attractifs présents dans la zone d'accueil. Everett Lee a regroupé en 4 catégories les facteurs qui entrent en ligne de compte dans la décision de migrer et le processus de migration :

1. les facteurs associés au lieu de départ : dans le cas des réfugiés centrafricains il s'agirait des conflits armés et des guerres sociales qui sont devenues des réalités quotidiennes dans le pays.

2. les facteurs associés au lieu de destination, ici c'est non seulement la proximité géographique des deux pays, mais aussi l'accès et la prise en charge dans les zones d'accueil.
3. les facteurs intermédiaires,
4. les facteurs individuels.

Tous ces facteurs se veulent explicatifs des déplacements des populations pour le Cameroun.

➤ **Théorie des acteurs stratégiques**

Théorie de l'acteur stratégique Cette théorie a été développée par CROZIER et FRIEDBERG (1992). Ils stipulent en substance que, dans une organisation, une société ou une structure donnée, les acteurs ont toujours une marge de liberté qui leur permet d'adopter des positions et des rôles qui leur sont favorables. A cet effet, les acteurs sociaux peuvent toujours élaborer des alternatives et s'y retrancher pour tirer parti d'une situation contraignante. Dans le cadre de notre travail, l'acteur, le pouvoir, l'incertitude et le système sont les quatre principaux concepts au moyen desquels ont été observées les logiques d'acteurs dans la gestion foncière. En fonction de ses buts, de sa rationalité, Nous avons ainsi pu comprendre comment l'acteur foncier développe une stratégie par rapport aux autres acteurs. Le constat est que ses comportements sont liés aux opportunités que la situation lui offre. En conséquence, la stratégie et les objectifs de l'acteur se (ré) construisent tout au long des situations d'action qu'il rencontre. Dans ce cadre, l'acteur ne choisit pas la solution optimale mais une solution satisfaisante, l'objectif étant d'accéder à la terre. Il est à noter que cette stratégie est développée dans l'organisation et vis-à-vis des réseaux et des relais qui forment son contexte. L'analyse fonde l'action organisée sur des relations de pouvoir. Ce faisant, elle réhabilite le conflit comme une situation normale dans les organisations BERNOUX, (2003). La source fondamentale de pouvoir pour un acteur réside dans le contrôle qu'il détient sur ce qui constitue une incertitude pour les acteurs avec qui il est en relation. Les acteurs vont lutter pour chercher à maîtriser les zones d'incertitude pertinentes car cette maîtrise confère un très grand pouvoir. L'incertitude consiste aussi pour un acteur à ne montrer que les atouts dont il dispose au moment qui lui paraît propice. Contrôler ces incertitudes permet à l'acteur de négocier à son avantage sa participation et celle de ses partenaires à l'effort collectif. Partant de là, les acteurs ont une propension à maintenir le doute sur leurs objectifs et leurs stratégies. La tension entre les stratégies individuelles et actions collectives (stratégies d'accès et stratégies de régulation) et la question des formes de coordination (par les autorités administratives communales) est ici centrale. C'est pourquoi, le

concept méthodologique de groupe stratégique apparaît utile. Pour l'auteur, on peut définir le groupe stratégique « comme un groupe virtuel rassemblant des individus aux intérêts a priori proches par rapport à un enjeu donné, sans préjuger de la conscience de cette proximité ou de l'existence d'une organisation collective correspondante ». La rationalité, d'un acteur, est donc limitée par ses capacités cognitives mais aussi par l'action stratégique de ses partenaires.

Cette théorie permet de mettre en lumière les différents acteurs impliqués dans l'insertion socioéconomique des réfugiés centrafricains dans la ville de Garoua-Boulaï ainsi que les différentes stratégies qu'ils mettent en places pour faciliter le développement des activités économiques de ces réfugiés.

8.2. Cadre conceptuel

La clarification des concepts, est un point essentiel dans ce travail de recherche. Cette étape, consiste à recenser les différentes définitions qui constituent le paradigme de certains concepts dans le but d'expliquer les termes clés qui constituent la fondation de cette étude mais aussi d'adopter des définitions référentielles des concepts clés de cette recherche.

CONCEPT DE « REFUGIES »

Etymologiquement, jusqu'à la fin du XIXe siècle, il n'existe pas véritablement un terme général pour désigner les réfugiés. Selon Marrus (1985) repris par Lochak (2013), dans le contexte européen, entre le XIX et le XX siècle, les réfugiés sont considérés comme une catégorie spécifique : Les Exclus. Ainsi dans la terminologie anglaise, les réfugiés désignent essentiellement les protestants chassés du royaume de France à la fin du XVII siècle ; en allemand les concepts de Heimatlos et Staatenlos sont appliqués à partir de 1870 à certaines catégories d'apatrides, mais le mot Flüchtling, dont le sens premier est « fugitif » ou « fuyard », ne sera utilisé pour désigner les réfugiés qu'après la Première Guerre mondiale. Quant au terme « exilé », dépourvu de toute dimension juridique, sa connotation évoque plutôt la figure classique du réfugié d'opinion ou de conviction. Il souligne également que la nouvelle figure du réfugié – ces centaines de milliers, ces millions de personnes qui tentent d'échapper aux guerres civiles, aux dictatures, aux persécutions – n'a plus rien à voir avec celle de l'étranger « *banni de sa patrie pour la cause de la liberté* ». D'abord, parce que les réfugiés du XXe siècle, comme l'a relevé Hannah Arendt dans un passage célèbre de *L'Impérialisme*, sont persécutés « *non plus seulement, ni même principalement, à cause de ce qu'ils [ont] fait ou pensé, mais parce qu'ils [sont] nés pour toujours dans la mauvaise catégorie de race ou de classe. Ensuite, parce qu'ils fuient en masse, de sorte que la pratique traditionnelle de l'asile,*

offert à titre exceptionnel et individuellement, n'est plus adaptée à l'ampleur ni à la nature des problèmes posés ». Enfin, parce que le phénomène se produit au moment même où les États entendent contrôler de plus en plus sévèrement l'accès à leur territoire, de sorte qu'« *il n'y a plus eu un seul endroit sur terre où les émigrants puissent aller sans tomber sous le coup des restrictions les plus sévères* ». Cette situation fait ressortir le fait que c'est après la première guerre mondiale que la question de définition du statut de réfugié commence véritablement à se poser.

Littéralement, le *réfugié* est une personne qui a trouvé refuge quelque part pour échapper à une menace ou un danger réel ou virtuel. Le refuge lui-même évoquant l'idée d'un lieu où l'on se retire pour être en sécurité comme le souligne Nsoga (2020). Le HCR à son tour a défini le réfugié comme

Toute personne qui a fui son pays et a besoin d'une protection internationale en raison d'un risque de violence ou de persécution si elle rentrait dans son pays» différenciant ainsi la personne réfugié à un migrant qui selon l'institution est « toute personne qui a résidé dans un pays étranger pendant plus d'une année, quelles que soient les causes, volontaires ou involontaires, du mouvement, et quels que soient les moyens, réguliers ou irréguliers, utilisés pour migrer ». L'OUA dans sa convention de 1969 définit un réfugié comme «toute personne qui, du fait d'une agression, d'une occupation extérieure, d'une domination étrangère ou d'événements troublant gravement l'ordre public dans une partie ou dans la totalité de son pays d'origine ou du pays dont elle a la nationalité, est obligée de quitter sa résidence habituelle pour chercher refuge dans un autre endroit à l'extérieur de son pays d'origine ou du pays dont elle a la nationalité.

Suivant la Convention de Genève du 24 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, est considéré comme réfugié, une personne "craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays ; ou qui, si elle n'a pas de nationalité et se trouve hors du pays dans lequel elle avait sa résidence habituelle à la suite de tels événements, ne peut ou, en raison de ladite crainte, ne veut y retourner."

Dans le cadre de cette étude, nous allons adopter la définition retenue par la convention de l'organisation de l'unité africaine de 1969 qui fait du réfugié toute personne qui, du fait d'une agression, d'une occupation extérieure, d'une domination étrangère ou d'événements troublant gravement l'ordre public dans une partie ou dans la totalité de son pays d'origine ou du pays dont elle a la nationalité, est obligée de quitter sa résidence

habituelle pour chercher refuge dans un autre endroit à l'extérieur de son pays d'origine ou du pays dont elle a la nationalité. Une fois installés dans la ville, les réfugiés ont un impact significatif sur le développement socioéconomique. Cependant, ils rencontrent plusieurs obstacles à leur insertion (figure 2).

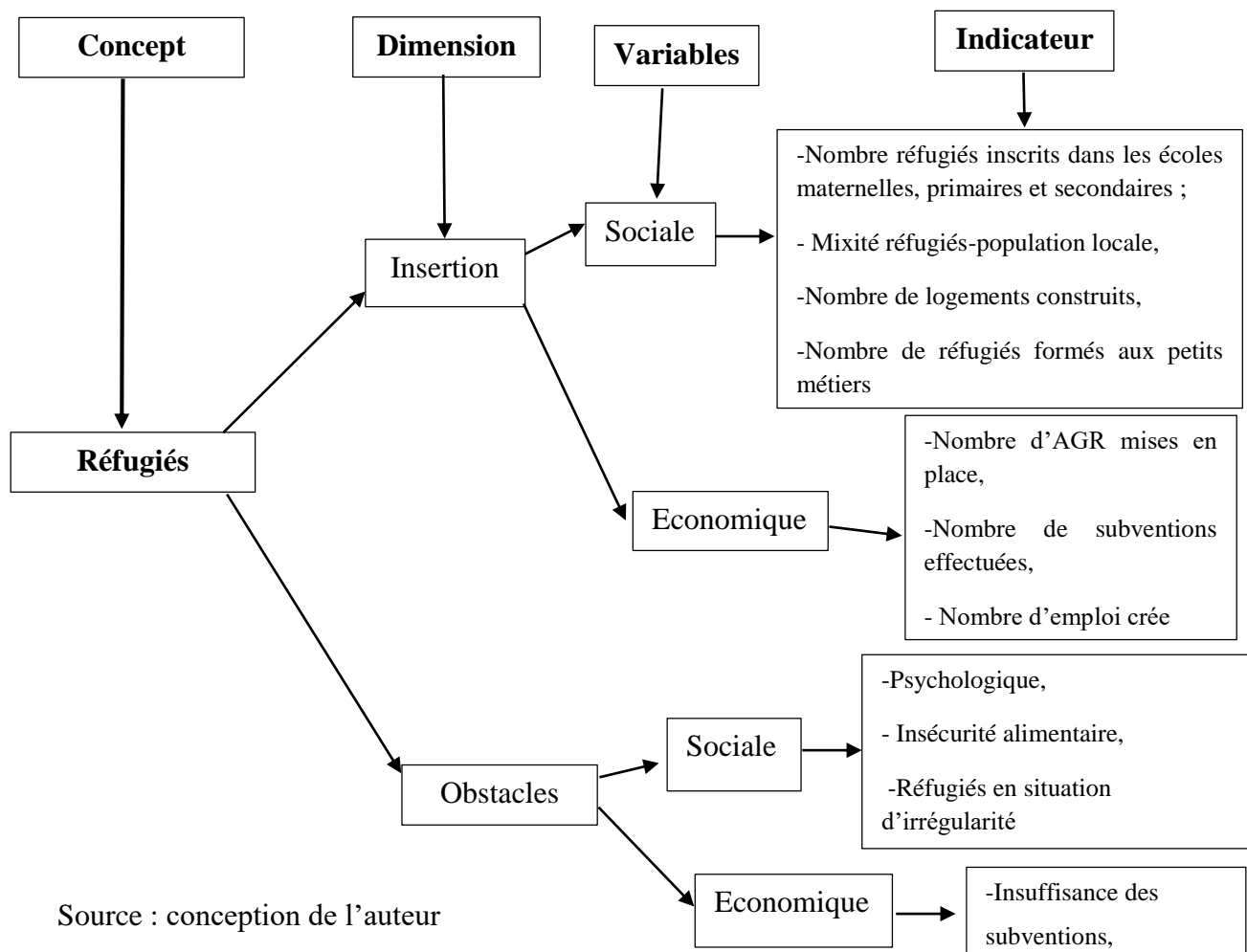


Figure 2 : **Opérationnalisation du concept de réfugié**

CONCEPT DE « DEVELOPPEMENT SOCIOECONOMIQUE »

Selon le dictionnaire Larousse, le mot développement dans le contexte économique est synonyme de croissance (économique) ce qui par analogie traduit une croissance du standard de vie d'une personne ou de façon générale d'une communauté ou d'un peuple. Dans le cadre de notre étude, nous voulons nous intéresser aux actions économiques d'une catégorie spécifique de personnes : les réfugiés, pour voir dans quelle mesure les actions de ceux-ci concourent à l'augmentation du standard de vie des populations de Garoua-Boulaï de façon

spécifique de voir comment ceux-ci interviennent dans la croissance économique de cette localité. D'où l'importance de définir ce qu'on entend par développement local.

Développement social

Le terme de *développement* selon Bernard Bret, utilisé dans les sciences humaines, désigne l'amélioration des conditions et de la qualité de vie d'une population, et renvoie à l'organisation sociale servant de cadre à la production du bien-être. Définir le développement implique de le distinguer de la croissance. Cette dernière mesure la richesse produite sur un «territoire» en une année et son évolution d'une année à l'autre, telle qu'elle est prise en compte par le Produit Intérieur Brut (PIB). Elle ne dit rien, en revanche, sur ses effets sociaux.

Le *développement social* désigne la capacité à construire des relations harmonieuses et positives avec les autres. Cela signifie d'être capable de communiquer ses émotions et de bien les gérer, de tenir compte du point de vue des autres avant d'agir, de résoudre des conflits, de coopérer et de participer à la vie de groupe.

Vaillancourt, (2017) définit Le développement social comme une approche qui met les personnes au cœur même de la vision du développement. Le développement social prend appui sur les conditions gagnantes pour assurer la qualité de vie des citoyens d'une communauté. Il veut les mobiliser pour améliorer leurs conditions de vie et celles des communautés où elles vivent. C'est une approche qui travaille pour et avec les personnes. Le développement social prend en compte les individus et les collectivités dans leur globalité de façon intégrée, dans une perspective intersectorielle et de façon décentralisée. RQDS, (2015). Cette définition a plusieurs mérites. L'on retient particulièrement trois. a) Elle pose comme inséparable le développement de la personne et celui de la collectivité territoriale dans laquelle elle est insérée. b) Elle mise sur une approche dans laquelle le développement se fait avec et pas seulement pour les personnes. c) Elle témoigne d'un préjugé favorable à la décentralisation et à l'inter-sectorialité.

Cette définition fait de la personne l'élément premier de toute action de développement. Toutes les actions de développement sont pensées et conçues pour et avec la personne pour assurer des conditions de vie un peu meilleurs pour l'homme. C'est cette définition que nous allons adopter dans la cadre de cette recherche. Il est question de voir si les activités économiques que pratiquent les masses de réfugiés centrafricains à Garoua-Boulaï concourent à la fois à leur propre bien-être mais aussi à celui des populations locales.

Développement économique

En économie, le développement fait référence au progrès économique et social au sein d'une zone géographique. Cela englobe toutes les mutations structurelles dont bénéficie la population au sein de cette zone. Le développement économique marque une amélioration des conditions de vie. Ce phénomène est marqué dans les pays en voie de développement mais il est également présent dans certains pays développés.

Quant au concept de développement, proposer une définition unanime relève du miracle. On peut néanmoins distinguer deux façons de l'appréhender. La première relève de la tradition de l'économie standard qui assimile le développement à la croissance économique. Le développement s'appréhende alors à travers l'augmentation des richesses produites sur un espace donné. Néanmoins, depuis de nombreuses années, la compréhension du développement revêt une dimension beaucoup plus qualitative. Ainsi, selon Sen (2003) *“le développement peut être appréhendé (...) comme un processus d'expansion des libertés réelles dont jouissent les individus”*.

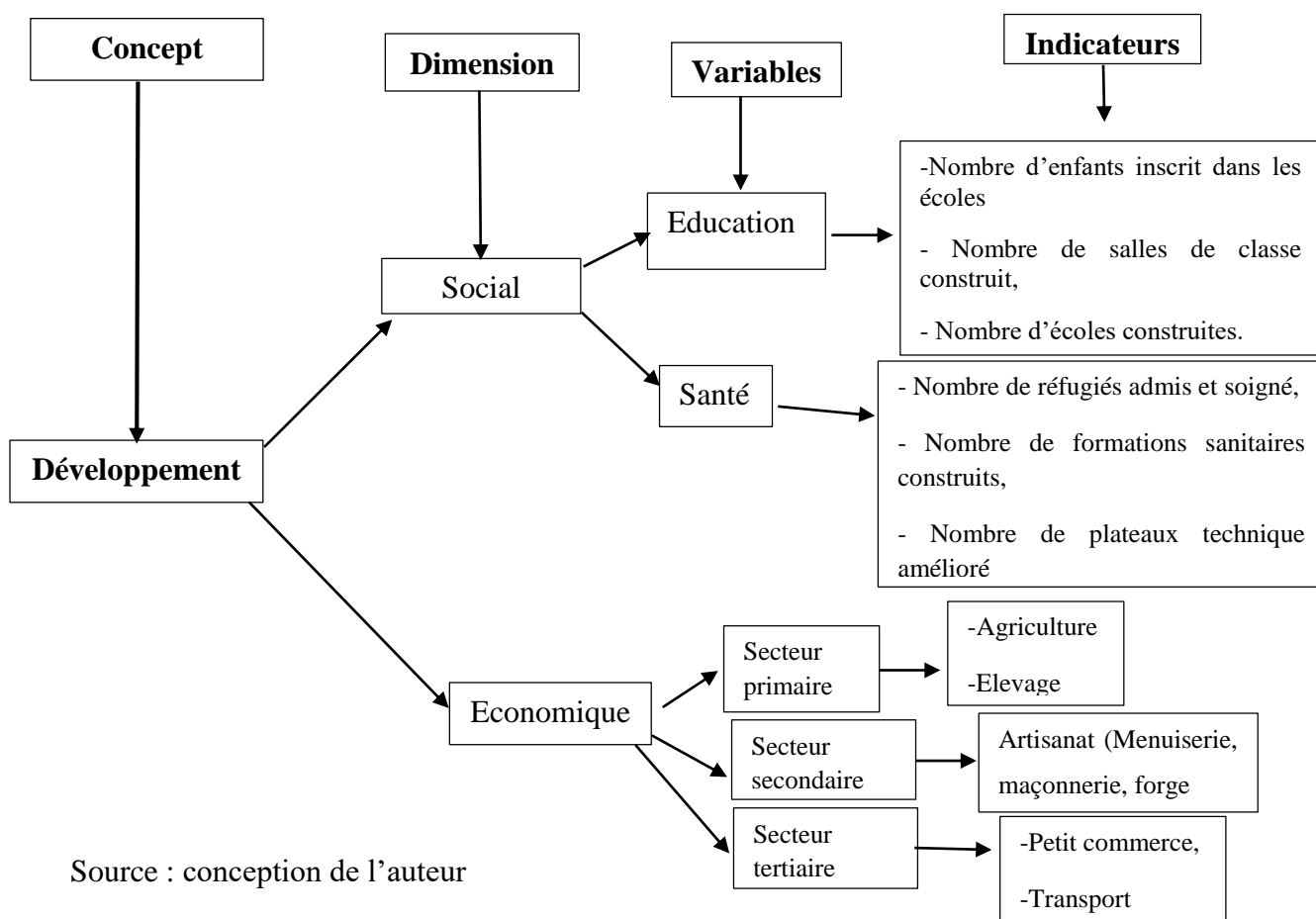


Figure 3 : Opérationnalisation du concept de développement socioéconomique

Définition de la ville.

Apporter une définition universelle à la ville est difficile car il faut tenir compte d'un certain nombre d'éléments qui la caractérise notamment la taille de la population, ses fonctions, les activités des populations, etc. Selon Wikipédia la ville est à la fois un milieu physique et humain où se concentre une population qui organise son espace en fonction du site et de son environnement, en fonction de ses besoins et de ses activités propres et aussi de contingences notamment socio-politiques.

Le dictionnaire Larousse définit la ville comme étant une « agglomération relativement importante et dont les habitants ont des activités professionnelles diversifiées. (Sur le plan statistique, une ville compte au moins 2000 habitants agglomérés.) ». Selon les géographes Pierre George et Fernand Verger, une ville se définit comme « un groupement de populations agglomérées caractérisé par un effectif d'habitants et une forme d'organisation économique et sociale ».

La Loi N°2004/003 du 21 avril 2004 régissant l'urbanisme au Cameroun dans son article 4 définit la ville comme un établissement humain d'au moins deux mille habitants, occupant un espace bâti de façon continue et manifeste. La ville est surtout un établissement humain aggloméré de plus de deux mille habitants et ayant un niveau d'équipement acceptable (routes, adduction en eau potable, équipements de santé...). C'est aussi tout chef-lieu d'unité administrative.

Pour ONU-Habitat, Une ville est une grande unité urbaine densément peuplée dans laquelle la distance entre les habitations doit être inférieure à 200 m et dans laquelle se concentre la plupart des activités humaines : logement, commerce, industrie, éducation, politique, culture. On distingue aussi souvent les villes et villages en fonction de l'activité principale de la population : les villes n'ont aucune activité dans le système informel et les déchets non recyclés sont soit brûlés, jetés dans des fosses, soit utilisés pour l'alimentation des animaux.

Coquery Vidrovich (1988) cité par Njouonang (2018) propose la définition suivante de la ville :

la ville est un centre de densification humaine et de diffusion culturelle ; son existence repose sur des conditions économiques et politiques particulières d'organisation de la production et des échanges : un surplus agricole nourrissant des spécialistes non agricoles, une classe de dirigeants, une classe de marchands.

Selon Stébé (2022), la ville peut également être considéré comme un espace géographique caractérisé par une densité de population et une diversité de fonctions

économiques, sociales et culturelles. Elle est également souvent considérée comme un centre de pouvoir politique et administratif. Voici quelques éléments clés de la définition d'une ville :

- Agglomération relativement importante : Une ville est un lieu où vit une population significative, généralement avec au moins 2 000 habitants agglomérés.
- Diversité des activités professionnelles : Les habitants d'une ville ont des professions variées, allant du commerce à l'industrie, en passant par les services et les arts.
- Centre de vie urbaine : La vie en ville diffère de celle à la campagne. Les villes offrent des opportunités culturelles, sociales et économiques uniques.
- Administration de la ville : Cela inclut la gestion des infrastructures, des services publics et des politiques locales.
- Parties spécifiques de l'agglomération : Une ville peut être divisée en quartiers, comme la vieille ville ou d'autres entités particulières.

9. INTÉRÊT DE L'ETUDE

Comme toutes les études scientifiques, ce travail en dehors de vouloir proposer quelques solutions à un phénomène spécifique, revêt divers intérêts qui constituent son socle et qui le situent au cœur de la construction des connaissances dans le sillage des sciences sociales et humaines en générale et spécifiquement dans le domaine de la géographie. Précisément, nous avons retenu pour ce travail des intérêts à la fois scientifiques, académiques, général ou social.

9.1. Intérêt scientifique

Sur le plan scientifique, cette étude entreprend de façon concrète, servir de base de données pour les travaux futurs qui souhaiteront prolonger la recherche sur les actions de développement local initiées par les réfugiés centrafricains dans la zone d'étude et au Cameroun de façon général. Elle sera aussi un aide-mémoire pour toute personne physique ou morale qui est impliquée dans la gestion des réfugiés tout en permettant à cette personne de gérer ces masses de réfugiés en obéissant aux normes et conventions internationales, ce dans le but de mieux canaliser leurs actions. De manière générale, le travail vise à enrichir le champ de connaissance géographique dans le domaine de la gestion des masses humaines importantes en situation de crises ou d'augmentation soudaine de la population.

9.2. Intérêt académique

Sur le plan académique, le travail s'inscrit dans l'accomplissement de l'une des fonctions majeures des universités au Cameroun qui consiste à promouvoir l'esprit de

recherche chez les étudiants. Pour mieux, contribution une la littérature scientifique en vue du prolongement des études sur les questions des réfugiés.

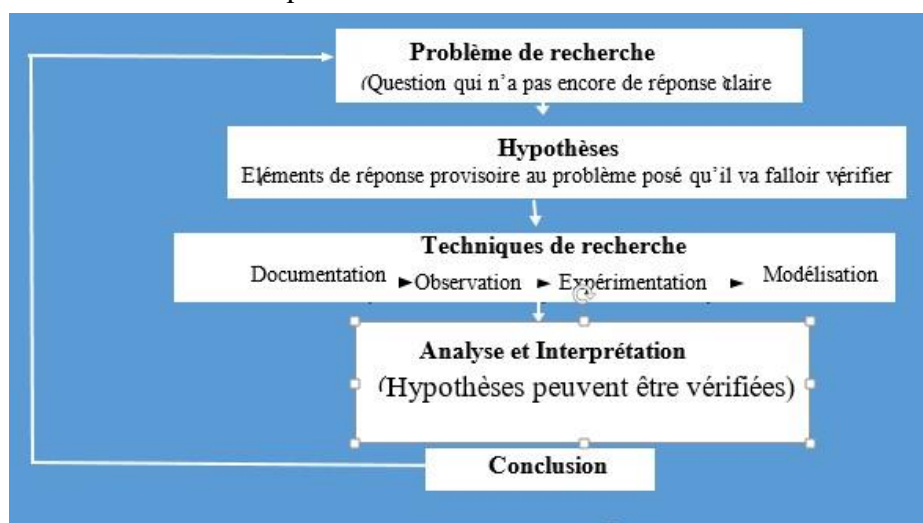
9.3. Intérêt pratique et personnel

Sur le plan pratique, les résultats de notre étude aideront les autorités communales en général et celle de la commune Garoua boulai en particulier à cerner la problématique des réfugiés. Elles peuvent par la suite dans leur commune faire bon usage des résultats afin d'apporter des solutions durables à ce problème.

Personnellement, en tant que jeune chercheur, l'étude va susciter une prise de conscience à travers la recherche effectuée et, les découvertes faites. Par conséquent, c'est l'occasion d'apporter notre modeste contribution sur le problème des réfugiés centrafricains dans le territoire camerounais.

10. METHODOLOGIE

Pour mener à bien ce travail, une approche méthodologique hypothéticodéductive a été adoptée. Qui consiste à partir d'une hypothèse pour vérifier un fait. De façon concrète, dans ce travail, il était question de partir des hypothèses qui seront au final soit valider soit réfuter grâce à diverses sources de données qui ont été collectées tout au long de la réalisation de cette étude. Il s'agit dans le cadre de cette démarche méthodologique générale de réaliser des collectes de données de sources secondaires (documentation physique et numérique), et des données de sources primaires (les enquêtes de terrain par des entretiens et l'administration des questionnaires). Une fois les données collectées, elles ont été traitées et analysées par le biais d'un certain matériel et ressources adéquates dans le but de conduire cette étude à son terme.



Source : Conception de l'auteur ,2023

Figure 4 : Explication de la démarche hypothéticodéductive

10.1. Collecte des données secondaires

Dans ce travail, les données sont recueillies à travers la consultation de nombreuses de thèses, de mémoires, d'articles universitaires et scientifiques, des ouvrages généraux. Cette riche documentation est issue de nombreux centres de documentation parmi lesquels :

- La bibliothèque centrale de l'université de Yaoundé 1 ;
- La bibliothèque de la faculté des arts lettres et sciences humaines,
- La bibliothèque département de Géographie de la même institution universitaire ;
- La documentation du camp de réfugiés du HCR de Gado.

De plus, de nombreux documents ont été consultés en lignes dans les sites tels que : mémoire online, thèse.fr, Google scholar, persée, etc.

En outre, la visite des services publics tels que l'Institut National de la Cartographie (INC), l'institut National de la Statistique (INS), et les ressources ouvertes disponibles dans les institutions administratives au niveau de Garoua-Boulai etc. a permis également d'obtenir d'autres informations capitales pour cette étude.

10.2. Collecte des données primaires

Il s'est agi ici de l'étape pratique de l'étude qui s'est appuyé sur trois grands axes majeurs à savoir : l'observation directe et les enquêtes de terrain qui ont constitué deux phases distinctes à savoir la réalisation des entretiens avec les personnes ressources à Garoua-Boulai et l'administration d'un questionnaire d'enquête aux populations cible dans cette même localité.

10.2.1. L'observation directe :

Cette étape a consisté à observer sur le terrain les activités, les objets et les évènements se rapportant à notre sujet. L'observation directe une méthode au sens stricte, basée sur l'observation visuelle sans l'intermédiaire d'un document ou d'un témoignage, c'est une technique consistant à recueillir des données sans consulter la population concernée. Cette phase a conduit inéluctablement à la vérification des hypothèses émises au préalable. Aussi de réaliser des prises de vue illustratives du travail à réaliser. Pour ce faire, pendant les observations directes de terrains, nous avons utilisé des smartphones pour les prises de vue, aussi une application de géolocalisation appelée Kobocollect pour le référencement spatial des localités visitées durant cette phase de travail.

10.2.2. enquêtes de terrain

Comme sus-évoqué, la phase des enquêtes de terrain est subdivisée en deux périodes. Dans un premier temps il a été question d'effectuer des entretiens et dans un second temps d'entrer en contact direct avec les populations cible en leur administrant un questionnaire.

➤ Enquête par guide d'entretien

L'enquête par guide d'entretien a été réalisée dans les services déconcentrés de l'Etat ; mais également à la sous-préfecture, la mairie, les chefferies traditionnelles, les représentants des communautés des réfugiés, les représentations des organismes publics ou privées qui ont un lien direct ou indirect avec le réfugiés et toute autre personne physique ou morale détentrices d'informations capitales pour cette recherche à Garoua-Boulai.

➤ Enquêtes par questionnaires

Le questionnaire a permis de compléter les autres instruments de collecte de données déjà évoqués. Son choix se justifie par le fait qu'il est très pratique pour ce travail dans la mesure où il permet non seulement d'être en contact avec les enquêtés mais aussi d'étudier une large proportion de la population dans des délais relativement courts.

Plus précisément, le questionnaire permet d'avoir l'avis des populations pour évaluer leur appréciation de l'évolution socioéconomique qui prévaut dans leur cadre de vie qu'est la ville de Garoua -Boulai. De plus, cette enquête a nécessité l'utilisation de l'application Kobocollect, qui est une application de collecte des données sur smartphone.

Technique d'échantillonnage.

Compte tenu que la taille de la population cible est très importante, lors des enquêtes via questionnaires, nous allons interroger qu'une partie représentative de celle-ci de telle sorte que les données issues de ces enquêtes soient également représentative. La taille de l'échantillon pour ce travail a été définie par la formule mathématique suivante :

$$n = \left(\frac{(z\sqrt{pq})}{c} \right)^2$$

Avec

n= taille de l'échantillon ;
z= le niveau de confiance ;
c= l'intervalle de confiance ;
P= probabilité d'occurrence de l'évènement souhaité. Cette probabilité est comprise entre 0 et 1 ;
q= évènement contraire à p. q= (1-p) ;

Il faut préciser que le type d'échantillonnage utilisé ici est l'échantillonnage probabiliste. Dans le cadre d'un échantillonnage probabiliste, on sélectionne les entités au hasard à partir d'une population. La méthode d'échantillonnage probabiliste utilisée est une méthode aléatoire simple systématique, car, chaque ménage a une chance égale d'être inclus ou sélectionné et le pas de tirage est systématique parce qu'il va falloir déterminer l'écart ou un intervalle entre les ménages sélectionnés.

Vu le niveau de précision à atteindre, dans le cadre de l'étude, il faut présumer que $p=0,5$ et que $q=0,5$ et que l'on considère une très grande population ; calculer la taille de l'échantillon à un niveau de 95% ¹ et un intervalle de confiance à $c=0,05$. D'où :

$$n = \left(\frac{(1,96\sqrt{(0,5)(0,5)})}{0,05} \right)^2 = 180$$

Choix de la population cible

Dans le cadre de cette étude, la population cible est le réfugié. Les réfugiés sont regroupés en famille le clair du temps et répartis dans les différents quartiers de Garoua-Boulai. N'ayant pas une base de données fiable de leur répartition par quartier dans la ville, il a été question d'enquêter le plus grand nombre de ménages possible par quartier (tableau 1).

Tableau 1 : Répartition des enquêtés par quartier

Quartier	Nombre de ménages enquêtés
Gado	45
Betani	34
Nagonda	19
Sabal samari	12
Tihomo	8
Sabongari	7
Total	125

10.3. traitement des données

Une fois collectées, le traitement des données s'est fait de la manière suivante :

¹Pour un niveau de confiance de 95%, $z= 1,96$ et pour un niveau de confiance de 99%, $z=2,58$.

- dans un premier temps, il a été question de se concentrer sur le traitement des données de natures quantitatives. Cette phase a nécessité le recours à des logiciels statistiques tels que SPSS Statistics, Excel pour réaliser des tableaux statistiques, des figures et bien d'autres éléments résultant de notre travail.
- ensuite pour la rédaction scientifique et la publication des résultats du travail, le recours aux logiciels de bureautique comme Microsoft Office Word pour des données textuelles et qualitatives de notre travail a été nécessaire. Le traitement de photos s'est fait à l'aide des outils intégrés au logiciel Microsoft Office de Word.

Pour la réalisation des cartes de localisation et autres éléments géo-référencables, des logiciels de cartographie assistée par ordinateur ont été utilisés. Le cas échéant nous avons recouru à ArcGIS, QGIS et Erdas pour les analyses diachroniques. N'ayant aucune préférence pour un logiciel particulier, le choix s'est fait sur la capacité de chacun des logiciels à produire un travail précis et exacte suivant les attentes.

11. difficultés de terrains

Tableau 2 : Tableau synoptique de la recherche

Questions	Objectifs	Hypothèses	
Quelle est l'influence de la présence des réfugiés centrafricains dans le développement socioéconomique de Garoua-Boulai ?	Analyser l'influence de la présence des réfugiés Centrafricains sur le développement socio-économique de la ville de Garoua-Boulai	L'implication des réfugiés centrafricains dans divers secteurs d'activités contribue de manière significative socioéconomique de Garoua-Boulai	Chapitres
Q1 : Quel est le contexte socio-politique et, économique ayant précédé à l'installation des réfugiés Centrafricains dans la ville de Garoua-Boulai ?	O1 : Présenter le contexte socio-politique et, économique ayant précédé à l'installation des réfugiés Centrafricains dans la ville de Garoua-Boulai	H1 : Plusieurs raisons ont présidé à l'installation des réfugiés Centrafricains dans la ville de Garoua-Boulai	Chapitre 1 : Contexte socio-politique et, économique ayant précédé à l'installation des réfugiés Centrafricains dans la ville de Garoua-Boulai
Q2 : Quels sont les mécanismes d'accès aux différentes activités socioéconomiques par les réfugiés à Garoua-Boulai ?	O2 : Identifier les mécanismes d'accès aux différentes activités socioéconomiques par les réfugiés à Garoua-Boulai	H2 : Plusieurs mécanismes favorisent l'accès des réfugiés aux différentes activités socioéconomiques à Garoua-Boulai	Chapitre 2 : Les mécanismes d'accès aux différentes activités socioéconomiques par les réfugiés à Garoua-Boulai

Q3 : Quels sont les secteurs d'activité économiques où les réfugiés contribuent au développement socioéconomique de la ville de Garoua-Boulai ?	O3 : Présenter les secteurs d'activité économiques où les réfugiés contribuent au développement socioéconomique de cette localité	H3 : Les réfugiés s'intègrent dans divers secteurs d'activité économiques où ils contribuent au développement socioéconomique de cette ville	Chapitre 3 : Secteurs d'activité économiques où les réfugiés contribuent au développement socioéconomique de cette localité
Q4 : Quels sont les obstacles à l'insertion socioéconomique durable des réfugiés Centrafricains à Garoua-Boulai ?	O4 : Analyser les obstacles et les à l'insertion socioéconomique durable des réfugiés Centrafricains à Garoua-Boulai.	H4 : L'intégration socioéconomique des réfugiés rencontre de nombreux obstacle, ce qui freine l'épanouissement de ces derniers à Garoua-Boulai.	Chapitre 4 : Obstacles et les stratégies déployées par les acteurs pour l'insertion socioéconomique durable des réfugiés Centrafricains à Garoua-Boulai

CHAPITRE 1 :

CONTEXTE SOCIO-POLITIQUE ET, ECONOMIQUE AYANT PRESIDE A L'INSTALLATION DES REFUGIES CENTRAFRICAINS DANS LA VILLE DE GAROUA-BOULAÏ

Introduction

La question d'insécurité évolue de façon grandissante en RCA, entraînant d'avantage le déplacement des populations vers des régions paisibles. Ce chapitre a pour objectif de présenter le contexte socio-politique et, économique ayant présidé à l'installation des réfugiés Centrafricains dans la ville de Garoua-Boulaï, partant de l'hypothèse selon laquelle plusieurs raisons ont favorisée l'installation des réfugiés Centrafricains dans la ville de Garoua-Boulaï. Il est donc question dans ce chapitre de présenter tout d'abord le milieu physique et humain de Garoua-Boulaï, puis de présenter la situation des réfugiés centrafricains dans cette ville.

1.1. Le milieu physique et humain de Garoua-Boulaï comme facteur explicatif du choix des réfugiés centrafricains comme territoire d'accueil

Garoua-Boulaï est créé en 1977 et totalise 2125 km² de superficie. C'est un arrondissement comprend 32 chefferies de 3^{eme} et 2^{eme} degré. Sa population est estimée à ce jour à environ 80 000 habitants sur la base des estimations du (BUCREP 2010) avec sensiblement plus de 30 000 habitants qui sont des réfugiés suivant les estimations du HCR à Garoua-Boulaï. Cette estimation prend uniquement en compte les réfugiés enregistrés dans le camp de Gado-Badzere. La ville de Garoua-Boulaï présente les caractéristiques physiques similaires à la majorité des autres localités de la région de l'Est Cameroun, principalement sur le plan végétal et climatique.

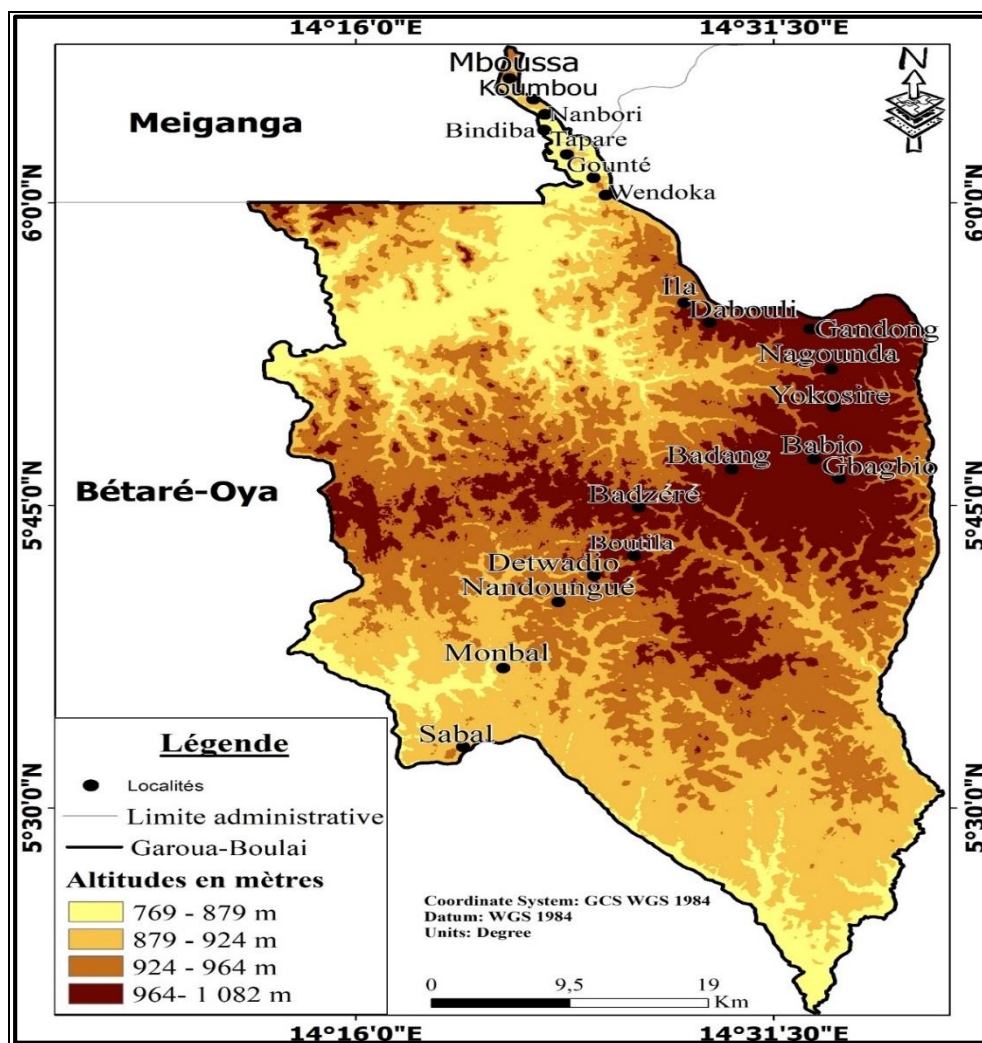
1.1.1. Un milieu physique aux caractéristiques similaires à celles des lieux de départ des réfugiés

Le milieu physique de Garoua-Boulaï est très riche et diversifié à la fois sur le plan végétal, climatique, hydrologique topographique et aussi pédologique. Faisant partie intégrante du grand sud Cameroun, son relief est caractéristique de la région.

1.1.1.1. Le relief

Garoua-Boulaï présente un relief très peu accidenté avec de faibles dénivellations. Mais la localité est une zone transitoire entre deux grands ensembles du relief camerounais. Les

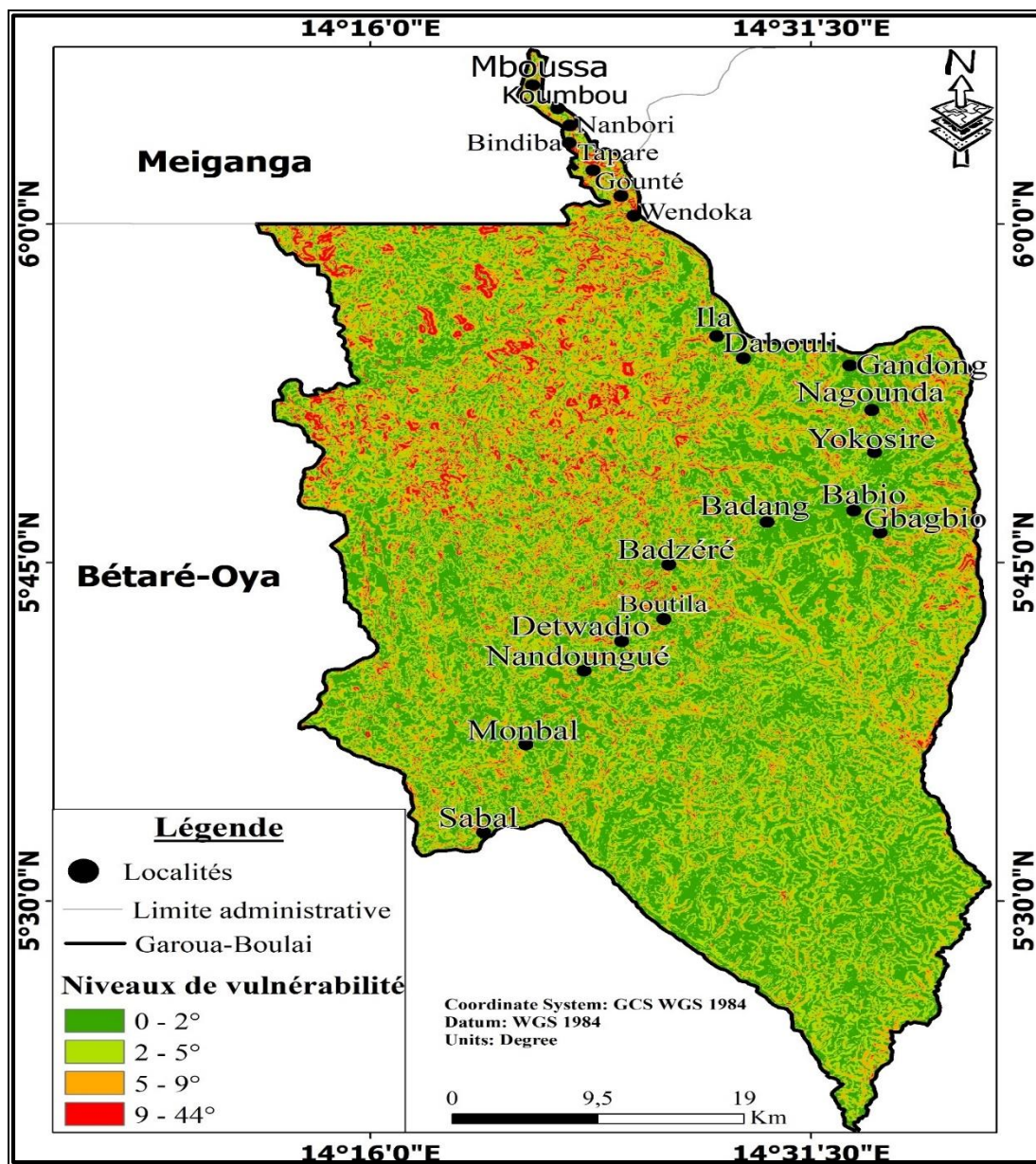
hauts plateaux de l'Adamaoua et les basses terres du sud Cameroun. Ce qui justifie de faibles altitudes sur le territoire (figure 5).



Source : Shapefile INC 2014, DEM

Figure 5 : Relief de Garoua-Boulai

On remarque sur cette carte (figure 5) que la majeure partie du territoire de la commune de Garoua-Boulai est faiblement élevée en altitude, ce qui justifie que Garoua-Boulai ne fait pas l'exception dans la région de l'est au plan du relief. Les plateaux de la région varient entre 769 et 1082 m. Ces faibles altitudes sont également accompagnées par un réseau de faibles pentes sur le relief du territoire. Ce qui explique que le territoire présente l'allure d'un plateau. La figure 5 présente les degrés d'inclinaison des pentes sur le territoire. La conclusion est que le territoire est en majorité constitué de pentes faibles qui varient entre 0 et 5° comme sur la figure 6.



Source : Shapefile INC 2014, DEM

Figure 6 : Pentés de la commune de Garoua-Boulai

Sur la carte, (figure 6), on remarque que la partie sud du territoire de Garoua-Boulai est essentiellement constituée de faibles pentes ou pentes nulles alors que la partie Nord-ouest est celle qui enregistre le plus les pentes fortes qui varient entre 9 et 44° de pendage.

Cette topographie peu accidentée est favorable aux constructions des logements et donc des nouveaux arrivants qui sont les réfugiés.

1.1.1.2. Des sols fertiles

Les sols de la ville de Garoua-Boulai sont pour la plupart ferrallitiques et latéritiques par endroit, bruns, à horizons très différenciés. On distingue généralement du haut vers le bas :

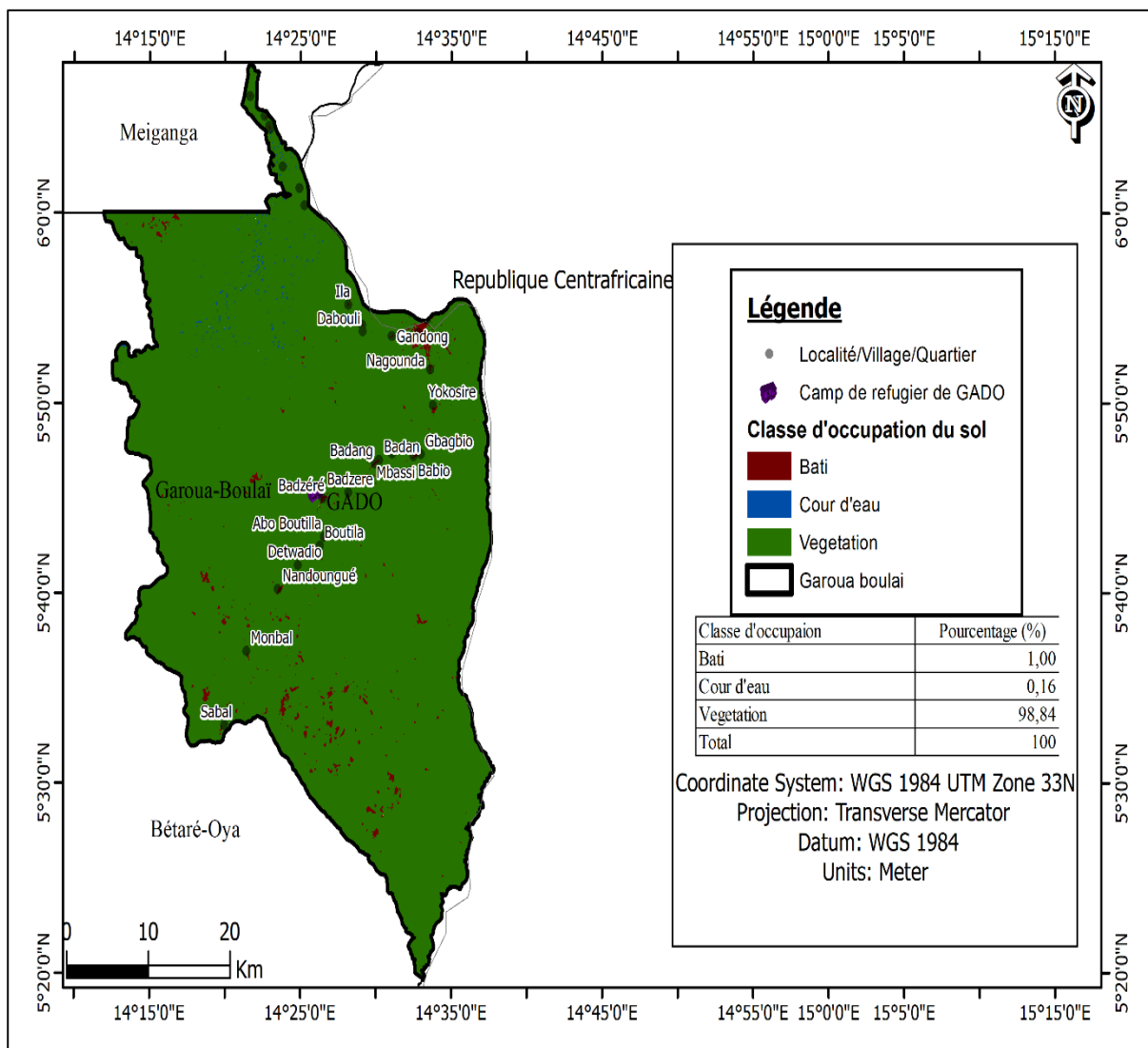
- L'horizon superficiel (sombre) ;
- L'horizon brun plus ou moins appauvri à cause du lessivage. Des collines vers les plaines, nous avons deux grands types de sols :
- Les sols fermes (non marécageux) ;
- Les sols hydro morphes (gorgés d'eau) dans les zones marécageuses.

Il s'agit des sols propices à l'agriculture que pratiquent de nombreux réfugiés dans et hors de la ville de Garoua-Boulai.

1.1.1.3. La végétation

La végétation la plus représentative du territoire de Garoua-Boulai est la savane. Elle s'alterne entre savane herbeuse, arbustive et arborée de part et d'autre du territoire. Mais la présence d'un réseau hydrographique important dans la localité malgré les faibles altitudes entraîne aussi le développement des formations de forêts galeries ou marécageuses sur les lits des cours d'eau. Cette situation explique cette mosaïque de paysages qu'offre la localité. Cette végétation est tout de même sous l'emprise des activités humaines qui, du fait de la croissance rapide de celle-ci, entraîne une dégradation importante de la végétation au cours des années.

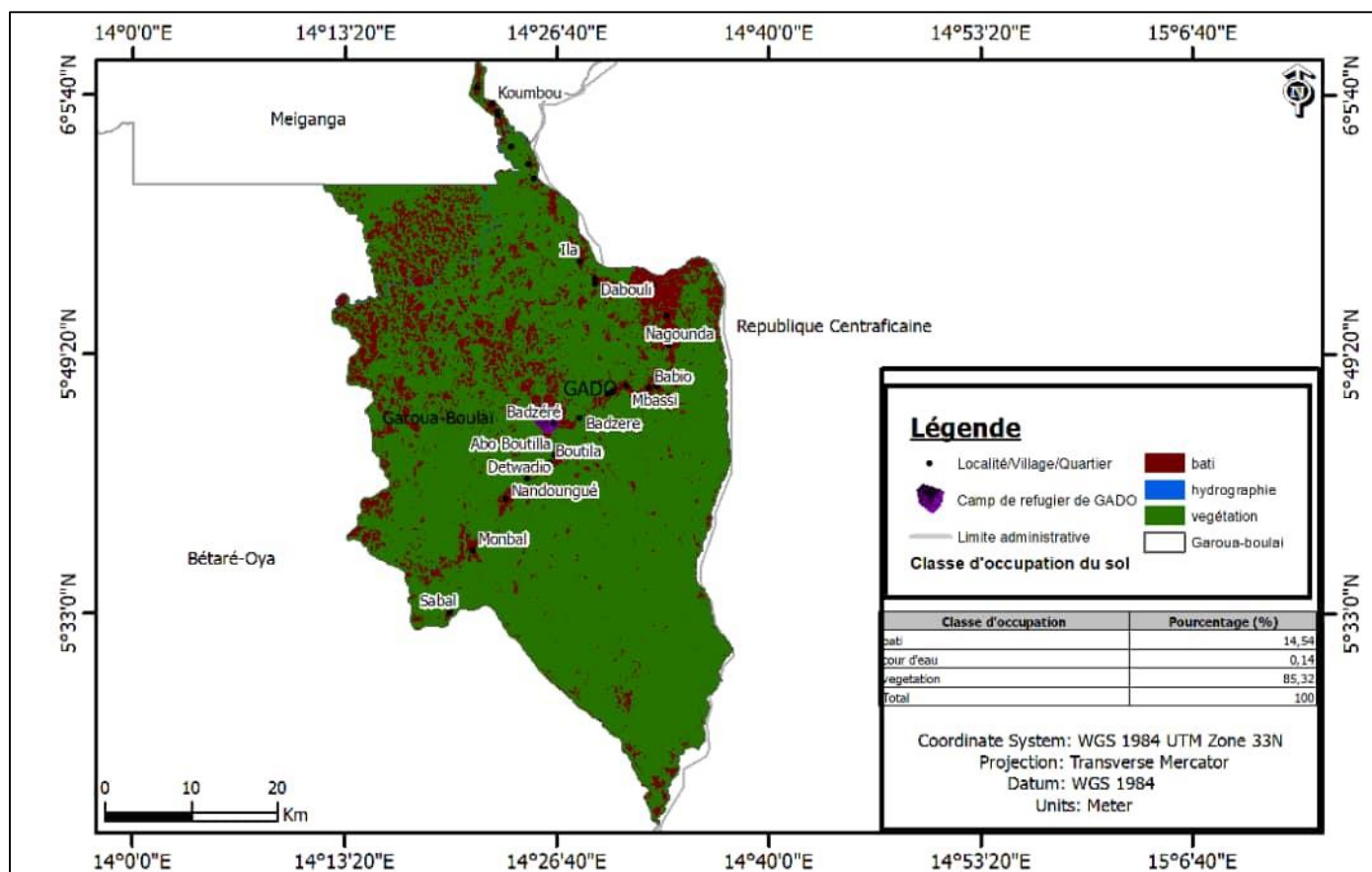
La végétation Garoua-Boulai subit avec le temps les rafles des activités humaines qui sont toujours croissantes au fil des années avec l'arrivée des masses de réfugiés (GREFAAD, 2012), ce qui accentue la dégradation principalement sur les zones proches des grandes agglomérations humaines. Les figures 7 et 8 ci-après montrent l'évolution de cette dégradation du couvert végétal par l'implantation humaine.



Source : image lansat 2000

Figure 7 : Etat de la dégradation du couvert végétal à Garoua-Boulai en 2000

En 2000, la végétation dans la ville était très peu dégradée. Elle couvrait environ 98,84% de la superficie de Garoua-Boulai tandis que le bâti ne couvrait que 1% de sa superficie.



Source : image lantsat 2023

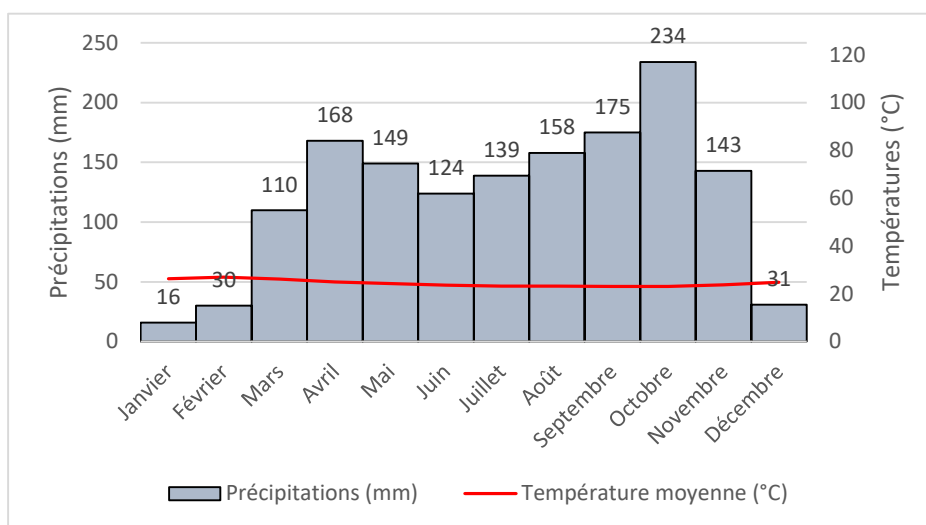
Figure 8: Etat de la dégradation du couvert végétal à Garoua-Boulai en 2023

Au fil des années, la ville de la ville de Garoua-Boulai connaît beaucoup de dégradations. Ce que montre En 2023. Ici le couvert végétal représente 85,32% de la superficie total du territoire soit une réduction d'13% de la superficie de la ville de Garoua-Boulai. Tandis que le bâti a connu une expansion rapide passant d'environ 1% en 2000 à environ 14% en 2023. La Commune montre l'évolution du bâti en deux pôles. Un côté rattaché directement à la RCA en suivant la route Garoua-Boulai, qui correspond à la zone d'entrée des réfugiés au Cameroun cela représente la partie nord-est de la figure 8. Le second pôle de dégradation correspond à la partie nord-ouest de la figure 8, marque par une croissance rapide du bâti et des activités humaines.

1.1.1.4. Le climat

Le climat ici est propre à la zone équatoriale. Il est marqué par une alternance au cours de l'année de deux saisons de pluies, et deux saisons sèches. De façon global, il y règne un climat équatorial de type guinéen avec les particularités suivantes : La moyenne annuelle des

précipitations se situe autour de 1400 mm par an. La température moyenne annuelle est de 20°C avec une amplitude moyenne annuelle de 2,5°C (figure 9).



Source : <https://fr.climate-data.org/afrique/cameroun/east/bertoua-1000032/>

Figure 9 : **Diagramme ombro-thermique de la zone d'étude**

Le mois le plus pluvieux de l'année est le mois d'octobre qui enregistre 234 mm de précipitations, tandis que le mois le plus sec est le mois de janvier, qui enregistre 16 mm de précipitations au total. Le mois le plus chaud est le mois de février avec 27°C de température, tandis que les mois de septembre et octobre qui sont les plus froids, enregistrent des températures d'environ 21°C.

Ce climat doux, favorable aux pratiques agricoles, est similaire à celui rencontré à l'Est de la RCA. Ce qui constitue un atout pour que les réfugiés et leurs activités.

1.1.2. Le milieu humain

Les réfugiés qui viennent à Garoua-Boulaï trouvent une société bien structurée et n'ont d'autre choix que de s'adapter. Tout de même la proximité de Garoua-Boulaï avec la Centrafrique facilite quelque peu l'adaptation des réfugiés. Bien que le contexte naturel et économique de Garoua-Boulaï et celui de la RCA présentent quelques similitudes.

Sur le plan économique, plusieurs activités sont menées par les populations. Les activités les plus répandues au sein de la population sont les suivantes : le commerce, le bénévolat, le transport, l'agriculture la mécanique, l'élevage. Pour la plupart, ces activités ont un lien avec le secteur primaire comme l'agriculture, mais principalement avec secteur tertiaire comme le transport etc. (photo 1).



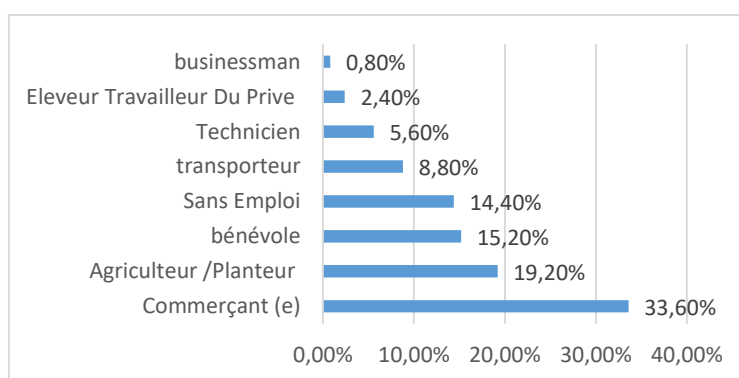
Source : Enquête de terrain, 2023

Photo 1 : Marché tenu par des réfugiés centrafricains

Le commerce est l'une des principales activités exercées par le réfugié une fois installé dans la ville de Garoua-Boulai.

Cette préférence des activités n'est pas faite en fonction du choix personnels par les réfugiés, ils s'y plongent juste parce que ces activités sont la seule opportunité qui s'offre aux réfugiés. Notons que comme l'évoque (Wouloungou, 2018), les conflits dans un territoire entraînent une modification profonde du rapport entre les populations et les ressources naturelles. Les conflits impactent sur les activités humaines.

Les populations réfugiées qui se retrouvent donc à Garoua-Boulai retrouvent en quelque sorte, malgré la crise, des activités qui leurs sont familiers et s'y livrent dès que l'occasion s'offre. La figure 10 montre la proportion des réfugiés enquêtés et les activités économiques qu'ils pratiquent dans le territoire d'accueil.



Source : Enquête de terrain 2023

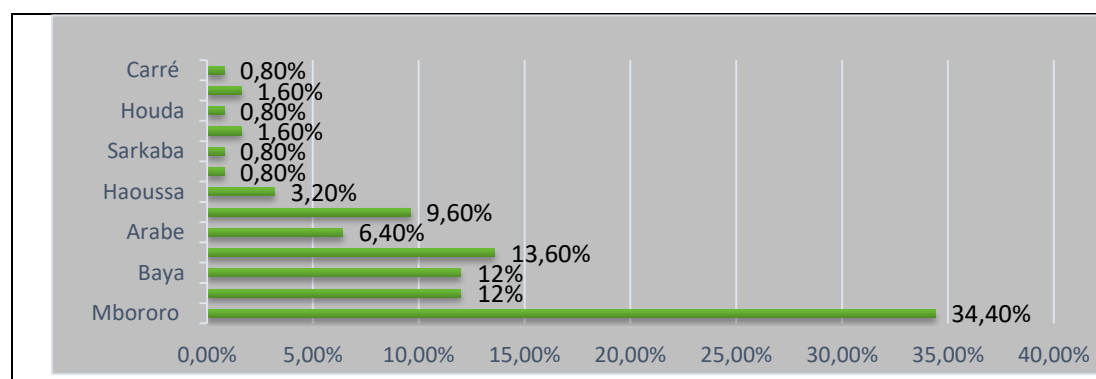
Figure 10 : Proportion des réfugiés hommes et femmes en fonction des activités économiques menées à Garoua-Boulai

Une fois installés dans la ville de Garoua-Boulai, les réfugiés exercent toutes les activités qu'ils trouvent rentables. Il faut noter que les commerçants sont plus nombreux dans

la ville. Ils constituent 33,6% des enquêtés tandis que les businessmen sont les moins nombreux (0,8% des enquêtés).

Cependant, la diversité culturelle de Garoua-Boulai facilite elle aussi l'intégration des réfugiés centrafricains. Les populations autochtones à Garoua-Boulai sont majoritairement jeunes, ce qui cause un véritable défi d'encadrement de cette population par les autorités (GREFAAD, 2012).

L'ethnie principale est l'ethnie Gbaya. La population est tout de même diversifiée et cosmopolite. On y rencontre presque toutes les autres tribus camerounaises venant des autres régions du pays et même des expatriés. Cependant, de nos enquêtes nous avons établi que coté réfugiés, les principales ethnies sont celles représentés par la figure 11 avec les Mbororo étant le groupe ethnique dominant.



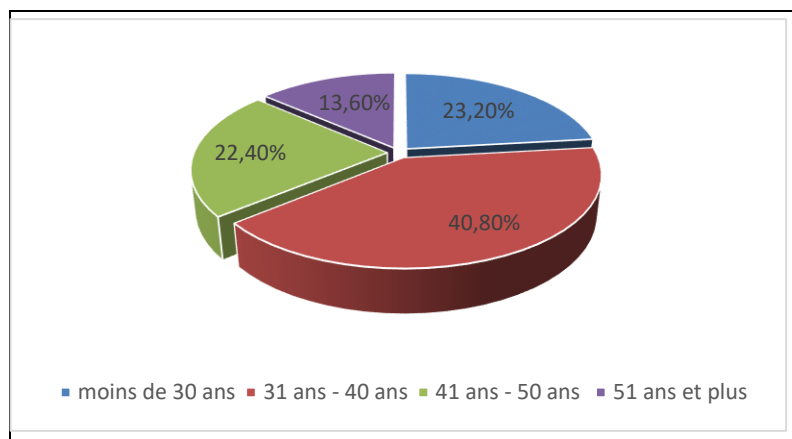
Source
:
Enquête
s de
terrain
2022

Figure
11 :
Propo

tion des groupes ethniques au sein de population réfugiés

De la figure 11 ci-dessus, il ressort que l'ethnie réfugiée la plus représentée dans la ville de Garoua-Boulai est l'ethnie Mbororo, ils constituent 34,40% des arrivants tandis que l'ethnie la moins représentée est l'ethnie Carrée (0,8%). D'autres ethnies sont également représentée ; il s'agit des Gbaya, des Baya, des Peul, des Haoussa, des Sarkar, etc.

Cette population installée par millier dans la ville de Garoua-Boulai possède beaucoup de similarités avec la population autochtone de la ville. Mais sa particularité vient du fait que les femmes et les enfants sont majoritairement présents dans les camps. Sur la base des enquêtes effectuées, 70% de cette population est féminine contre 30% des hommes. Elle est majoritairement jeune et dynamique (figure 12).

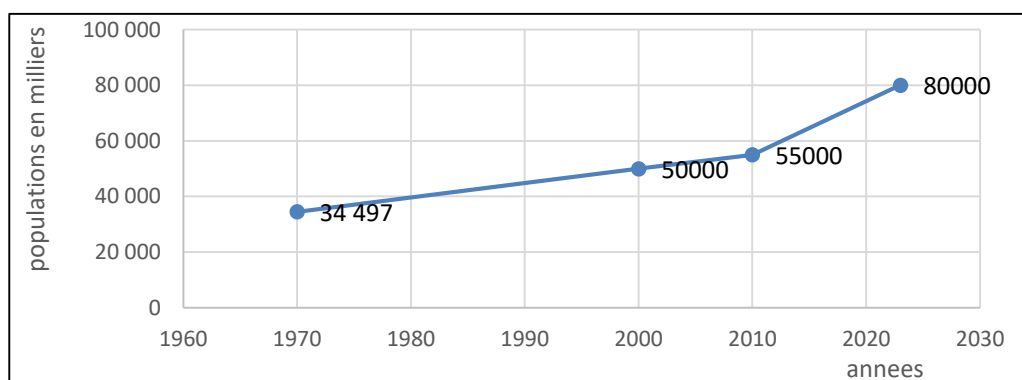


Source : Enquêtes de terrains 2022

Figure 12 : **Classes d'âges des populations réfugiés**

Les jeunes sont la classe de la population la plus représentative. Les personnes de moins de 30 ans tout sexe pris en compte représentent 23,20% de la population totale, les personnes âgées entre 30 et 40 ans constituent 40,80% de la population ce qui représente cumulativement près de 64% de la masse totale de la population.

La population de réfugiés vient augmenter la taille de la population de Garoua-Boulai. En quelques décennies, l'effectif de la population a quasiment triplée à Garoua-Boulai. Suivant les indications des autorités de la localité, les réfugiés représentent 37,5% de la population à Garoua-Boulai. De manière globale, la population de Garoua-Boulai croît assez rapidement. En 2024 nous enregistrons suivant les estimations des autorités 80 000 âmes à Garoua-Boulai avec sensiblement 30 000 personnes qui sont des réfugiés. La figure 13 présente la projection des effectifs de la population de la localité avec les effectifs des réfugiés pris en compte.



Source : BUCREP (2010)

Figure 13 : **Projection de l'évolution de la population à Garoua-Boulai**

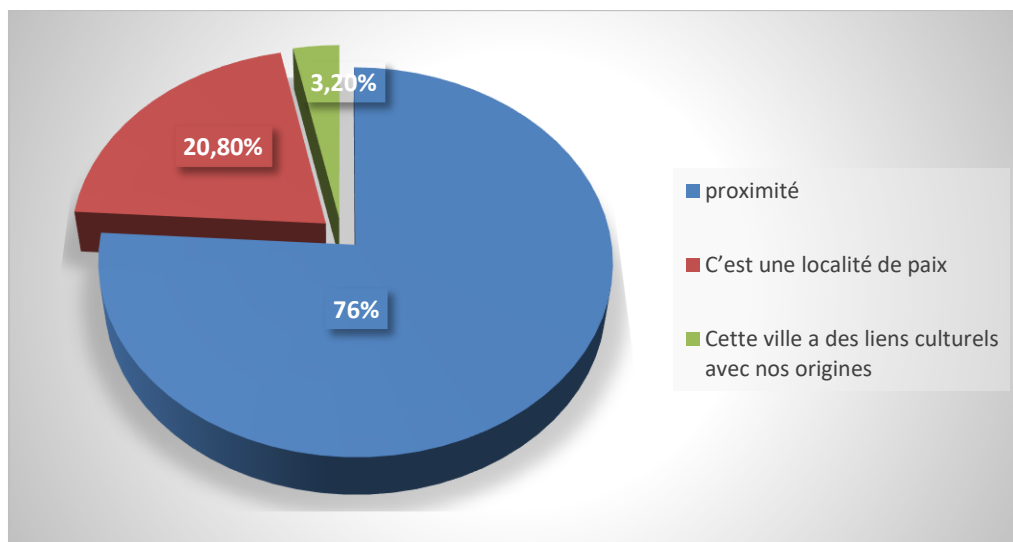
La figure 13 montre que la croissance de la population à Garoua-Boulai est très rapide. Cette population a pratiquement doublé de taille en seulement 40 ans entre 1970 et 2010, et entre 2010 et 2020 on enregistre un autre taux de croissance très visible. On quitte d'un effectif de plus de 55 000 âmes pour un peu plus de 80 000 âmes en 2023 ; soit une évolution de la population de plus d'environ 44% en seulement 10 ans. Cette croissance coïncide avec les vagues de crises sécuritaires qui ont affectées les populations centrafricaines.

1.2. Les causes des déplacements des populations centrafricaines vers Garoua-Boulai

Les conflits armés qui sont devenus récurrents en RCA depuis le début des années 2000 sont la principale cause de déplacement des centrafricains vers Garoua-Boulai. Ces populations quittent la RCA non seulement pour fuir les conflits mais également pour trouver des conditions favorables à leur épanouissement personnel et social.

Les populations centrafricaines s'implantent à Garoua-Boulai pour une multitude de raisons. Cependant, les principales sont politiques et économiques. Les raisons politiques font références aux crises sécuritaires qui sont devenues une réalité quotidienne des populations depuis des décennies. Les guerres incessantes entre pouvoirs publics et groupes de rebelles entraînent cette montée de déplacements des populations. A ces crises sécuritaires se greffent également la recherche du bien-être. Les populations estiment que contrairement à ce qu'elles vivaient dans leur pays, les conditions de vie seraient meilleures ailleurs. Le cas particulier des réfugiés rencontrés à Garoua-Boulai montrent que 98,40% des centrafricains présents dans la ville le sont suite à la crise sécuritaire et seulement 1,60% estiment être là pour la recherche des conditions de vie meilleure.

Le choix de Garoua-Boulai s'explique non seulement du fait de sa proximité avec la RCA, mais aussi par une multitude d'autres raisons (figure 14). Hormis le facteur de la proximité avec la RCA, les populations réfugiées expliquent souvent leur présence du fait de la situation de paix que leur offre Garoua-Boulai et aussi les similitudes culturelles entre Garoua-Boulai et leurs zones respectives de départ.

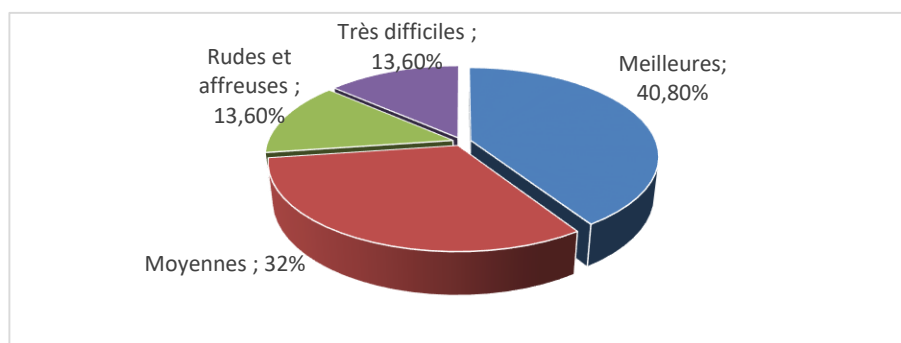


Source : Enquête de terrain 2023

Figure 14 : Facteurs explicatifs le choix de Garoua-Boulai comme localité d'accueil

Fuyant l'insécurité qui sévit dans leur pays, de nombreux réfugiés (76%) se sont installés dans la ville de Garoua-Boulai car cette localité est la plus rapprochée géographiquement de leur pays. Un autre facteur explicatif du choix de cette ville est qu'elle est une localité de paix selon 20,80% des enquêtés ou encore les similarités ethniques et culturelles selon 3,2% des enquêtés.

Il est cependant important de souligner que ces déplacements sont souvent pour la plupart spontanés et non-volontaires, ce qui explique le fait que la majeure partie des populations réfugiées rencontrées et interrogées trouve que leurs conditions de vie étaient meilleures avant leurs départs respectifs. Une autre part toute fois non négligeable trouvent que leurs conditions de vie se sont nettement améliorées depuis leur arrivée à Garoua-Boulai. Cette réalité montre à quel point même dans leurs zones de départ, la situation des personnes affectées par la crise diffère d'une personne à l'autre. La guerre les affecte différemment, mais face à l'urgence de trouver une situation plus stable, chacun est obligé de prendre des dispositions nécessaires, fussent-elles de se déplacer sans espoir de retour. La figure 10 résume les avis des réfugiés sur leurs conditions de vie avant leur départ forcé. Le constat global est que les populations sont mitigées sur leurs conditions de vie avant leur arrivée dans les localités de Garoua-Boulai (figure 15).

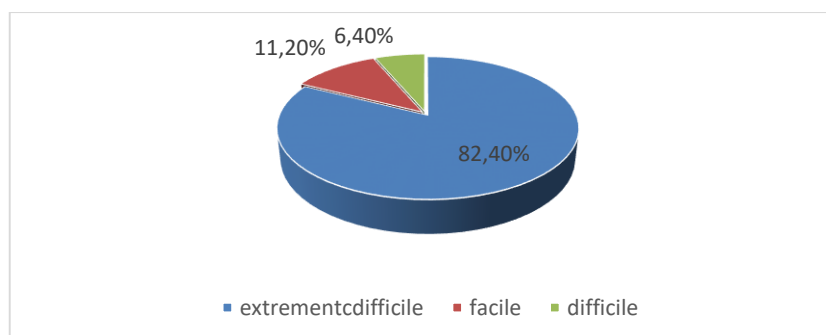


Source : Enquête de terrain, 2023

Figure 15 : **Appréciation des conditions de vie des réfugiés avant leur départ force vers Garoua-Boulai**

D'après la figure 15 ci-dessus, 40,8% des enquêtés estiment leurs conditions de vie étaient meilleures chez eux avant la guerre. Selon 27,2% des populations réfugiées, ces conditions étaient plutôt rudes et affreuses (13,6%) ou encore très difficiles (13,6%) ; tandis que 32% pensent avoir eu des conditions de vie moyennes ou acceptables dans leur pays avant le conflit.

Les parcours migratoires des populations sont souvent pour la plupart des cas difficiles pour les personnes forcées de se déplacer des suites de guerre (Dimitri, 2024). Cette réalité observée avec les populations la partie anglophone au Cameroun est quasi similaire avec celle des populations centrafricaines qui sont obligées de quitter leurs zones de résidence. Le parcours est suivant les expériences reçues, parsemé d'obstacles multiples. La majorité trouve le parcours périlleux et difficiles (figure 16) Cela s'explique par le fait qu'ils se déplacent majoritairement à pied, parcourant de très longues distances, ce qui les expose aux risques d'agressions de toutes sortes pour toute personne vulnérable.

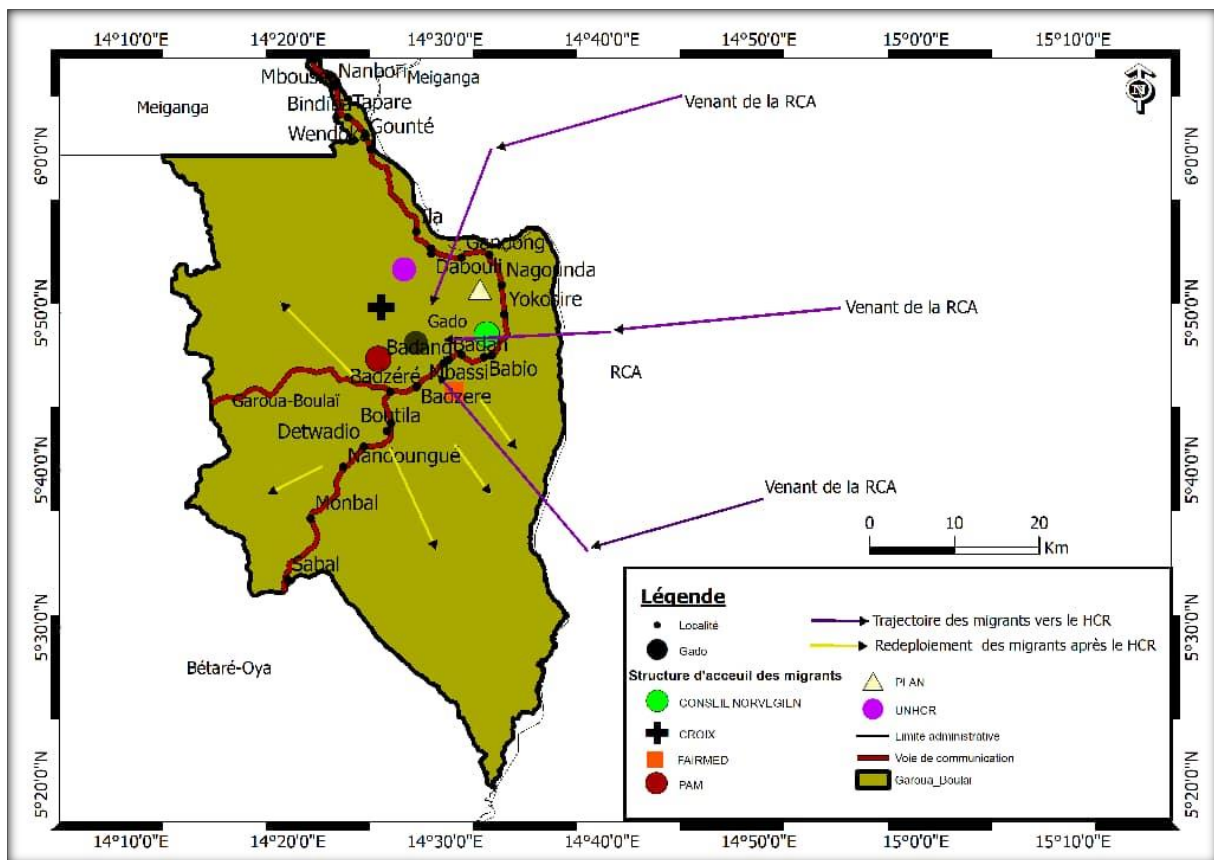


Source : Enquête de terrain 2023

Figure 16 : **Perception du parcours de déplacement des réfugiés vers Garoua-Boulai**

La figure 16, renseigne sur la perception du parcours de déplacement des refugies vers Garoua-Boulaï. Au regard de cette figure, on note que 82,40% des personnes, le voyage est difficile et compliqué, parce qu'ils n'ont pas eu de moyen fiable de transport. Les routes empruntées ne sont pas sécurisées, ils alternent entre transport à voiture (plus des 3/4) et la marche à pied.

Lorsque les réfugiés arrivent dans la ville de Garoua-Boulaï, seule une partie d'entre eux décident de rester sur place, d'autres se dirigent vers l'intérieur du pays dans les villes telles que Bertoua, Abong-Bang, Douala, et Yaoundé.



Source : enquête de terrain2023, levée GPS(2023), Google earth

Figure 17 : Itinéraire des réfugiés centrafricain de leur pays jusqu'à la terre d'accueil

Pour certains réfugiés, la ville de Garoua-Boulaï ne constitue qu'une zone de transition. Ils s'y arrêtent pour se reposer et se ressourcer.

Une fois arrivés à Garoua-Boulaï, plusieurs acteurs vont participer à la prise en charge des réfugiés.

1.3. Les acteurs de la gestion des réfugiés à Garoua-Boulai

La présence des réfugiés sur le territoire camerounais est une préoccupation majeure pour les pouvoirs publics camerounais. Il est question d'encadrer le volume important de personnes en leurs apportant des moyens de subsistance. Le cas particulier de Garoua-Boulai laisse apparaître l'action des organismes internationaux qui assistent l'Etat dans cette action. Le principal organisme international sur la question des réfugiés centrafricains à Garoua-Boulai est le HCR (photo 2). Il intervient à tous les niveaux de gestion de la question des réfugiés, même au niveau de leur localisation territorial.

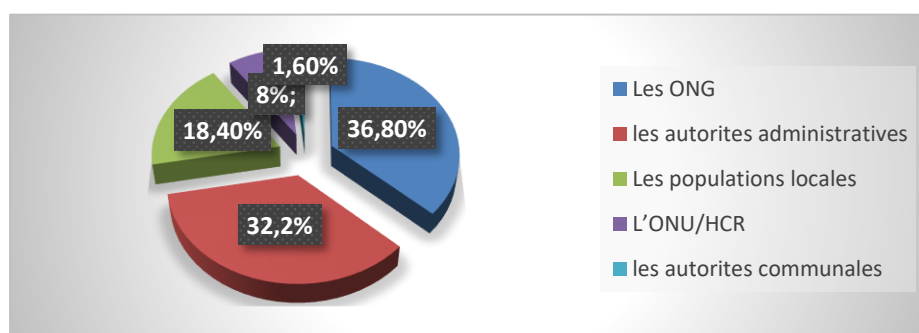


Source : Enquête de terrain 2023

Photo 2 : Base du HCR à Garoua-Boulai

La photo 2 présente la base du HCR à Garoua-Boulai. C'est le principal acteur de la prise en charge des réfugiés installés dans la ville.

Plusieurs autres acteurs en dehors du HCR sont à pied d'œuvre pour offrir aux personnes réfugiées des conditions de vie acceptables pour qu'ils puissent s'installer. Chaque réfugiée suivant son expérience a contribué à l'évaluation des acteurs impliqués dans le processus de gestion des réfugiés. Les données recueillies font état de ce que la question du réfugiée à Garoua-Boulai implique l'action de tous et à tous les niveaux (figure 18).



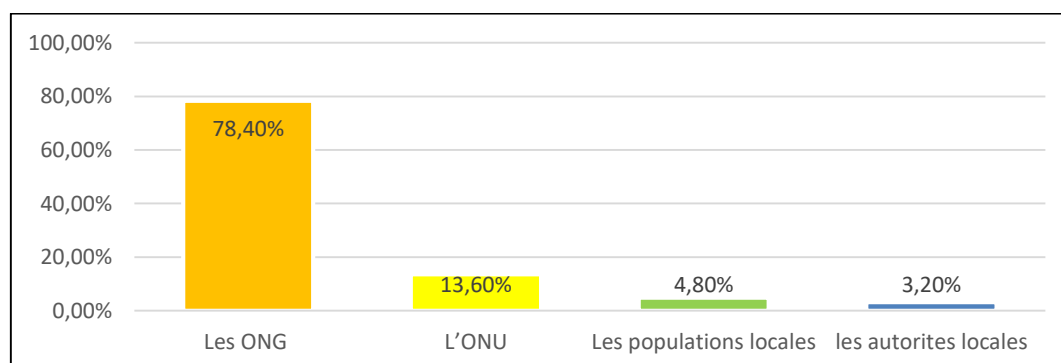
Source : Enquête de terrain 2023

Figure 18 : Acteurs et leur degré d'implication dans les gestions des réfugiés à Garoua-Boulai

Plusieurs acteurs sont impliqués dans la gestion des réfugiés à Garoua-Boulaï. D'après les réfugiés rencontrés, les principaux recensés sont par degré d'implication, selon les avis des réfugiés l'organisation de la société civile représentée par les ONG qui sont implantées dans la ville (selon environ 36,8% des enquêtés). Ils sont suivis des actions des autorités administratives (35,2%). Les populations locales sont également d'un grand soutien pour les réfugiés (18,4%). L'apport des populations locales et du HCR, représentation de l'ONU est lui aussi très significatif (8%). En fin viennent les autorités communales, qui, malgré leur modeste moyen, n'abandonnent pas les réfugiés à leur propre sort. La question de réfugiés intéresse donc une multitude d'acteurs même si leurs apports sont disproportionnés et que ceux-ci ont des logiques différentes.

Le point central de l'intervention des acteurs cités est la mise à disposition pour les réfugiés des zones de logement. Si certains de ces acteurs disposent des moyens techniques et financiers conséquents pour la création des sites ou camps de réfugiés, d'autres comme les populations locales accueillent ces réfugiés dans leurs propriétés, leurs assurant ainsi une sécurité.

Les actions des acteurs évoquées sont multiples et diversifiées. Cependant suivant leur régularité au contact avec les réfugiés, leur importance varie d'un réfugié à un autre. Les ONG à la fois locales et internationales sont les acteurs mènent le plus d'actions sur le terrain selon les réfugiés. Certains apportent des produits de première nécessité pour les réfugiés, (eau, nourriture, médicaments etc...). Cette action est très souvent insuffisante poussant les réfugiés à développer des logiques diversifiées pour avoir accès et subvenir à leurs besoins de façon plus autonome. La quantification de l'apport des acteurs est projetée, sur la base des données recensées sur le terrain via les enquêtes et entretiens (figure 19).



Source : Enquête de terrain 2023

Figure 19 : Classement des acteurs impliqués dans la gestion des réfugiés en fonction de leur degré d'importance

La figure 19 ci-dessus montre que les acteurs les plus actifs et les plus impliqués par rapport à la question des réfugiés sur le terrain sont les ONG (78,4%) suivis de l'ONU (13,6%). La population (4,8%) et les autorités locales (3,2%) viennent également en aide aux réfugiés malgré la petitesse de leurs moyens.

Ce classement résulte du fait que certains réfugiés sont implantés dans des camps de réfugiés et sont sous la responsabilité directe de l'HCR alors que d'autres se confondent aux populations locales et vivent hors des camps de réfugiés. Ce qui explique certains des réfugiés sont mieux pris en charge par les acteurs et d'autres non. Il a été capital pour nous de recenser dans ce travail les lieux de résidence des réfugiés rencontrés et enquêtés. Il est établi qu'une part importante de ceux-ci préfèrent ne pas intégrer les camps de réfugiés mis en place.

1.4. Des réfugiés concentrés dans des camps de réfugiés et se confondant aux populations locales

Les quartiles de Garoua-Boulai où l'on retrouve le plus de réfugiés sont par ordre d'importance, compte tenu ici de l'effectif de réfugiés répondants : Gado-Badzere ; Betani ; Nagonda ; Sabal samari ; Tihomo ; Sabongari (planche 1) Ces derniers sont ceux qui enregistrent les plus grands effectifs de réfugiés et Gado vient en tête du fait que ce dernier regorge un camp de réfugiés mis en place en 2014 par le HCR et géré par la même institution.

Planche 1 : Camps des réfugiés de Gado-Badzere à Garoua-Boulai



Photo A : Entrée du camp des réfugiés de Gado-badzere



Photo B : Intérieur du camp des réfugiés de Gado-badzere

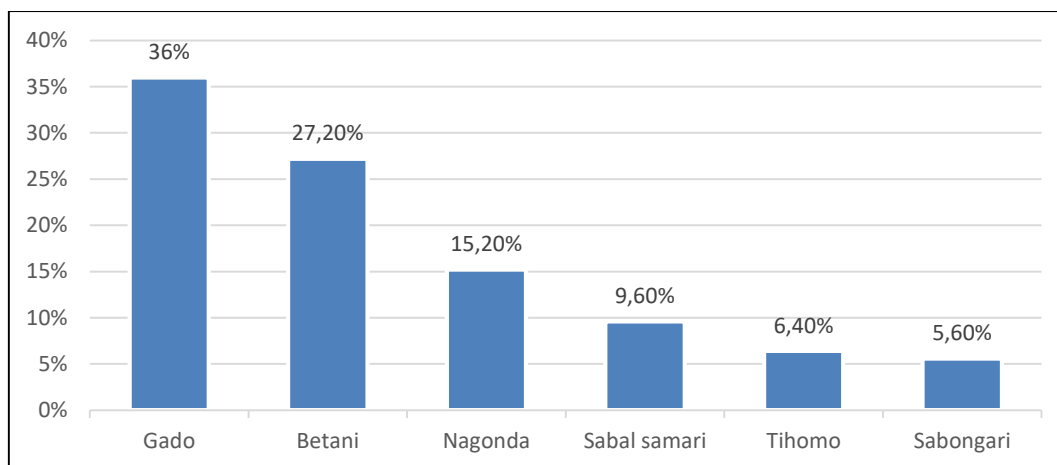


Photo C : Logos du HCR sur les murs des maisons des réfugiés à Gado-Badzere

Source : Enquête de terrain 2023

C'est dans ce camp que vivent les réfugiés à la charge du HCR. Ils sont logés dans de petites maisons en brique de terre. Dans ce camp on retrouve également quelques services sociaux de base (écoles, formations sanitaires).

Il faut préciser qu'à Garoua-Boulai, les réfugiés ne vivent pas uniquement dans le camp de Gado. D'autres sont sortis des camps pour s'installer dans des quartiers de la ville tels que Betani, Nagonda, Sabal samari (figure 20).

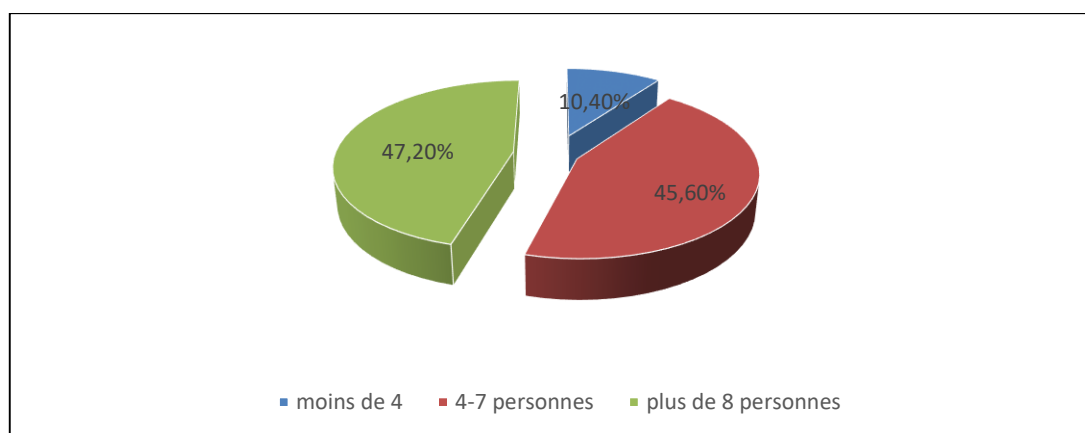


Source : Enquête de terrain 2023

Figure 20 : Effectif des réfugiés dans les quartiers à Garoua-Boulai

Quatre principaux quartiers émergent dans la localité détenant un effectif important de réfugiés. Il s'agit principalement de Gado avec 36% de l'effectif, suivi de Betani avec 27,20%, Nagonda avec 15,20% et Sabal samari avec 9,60% des effectifs des réfugiés.

Une fois dans la localité, les réfugiés adoptent des modes d'organisations sociales qui leur permettent de vivre de façon hiérarchisée et organisée. La plupart vivent en famille malgré que très souvent le noyau familial soit détruit. Les familles sont très souvent composées de plusieurs personnes qui ne partagent que la proximité culturelle ou religieuse (figure 21)

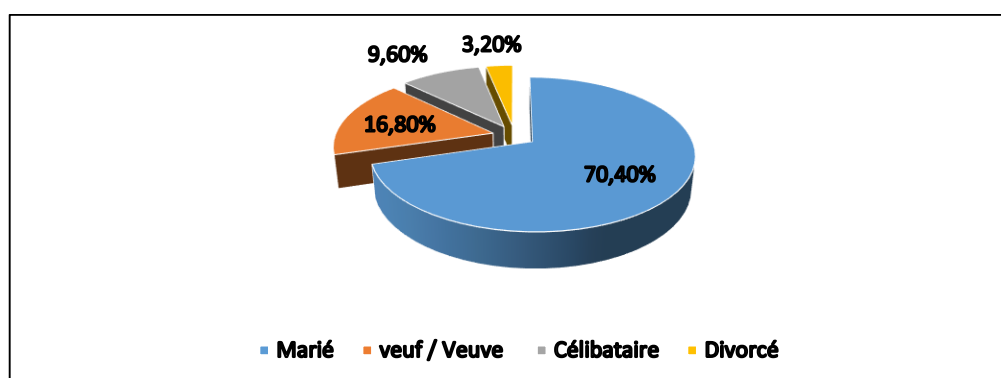


Source : Enquête de terrain 2023

Figure 21 : Effectifs des personnes dans les familles de réfugiés à Garoua-Boulaï

De manière générale, les ménages des réfugiés installés à Garoua-Boulaï constituent des familles nombreuses. Environ 47,2% des ménages sont constitués de plus de 8 personnes, 45,6% des ménages sont constitués de 4 à 7 membres et seulement 10,4% des ménages sont constitués de moins de 4 personnes.

La majeure partie de ces réfugiés sont mariées avec des personnes à charges et les statistiques font état de ce qu'en dehors de se grouper en familles, ils s'organisent aussi en groupes suivant leurs appartenances religieuses. Ainsi les musulmans constituent plus de 78% de la masse totale des réfugiés à Garoua-Boulaï contre seulement 21% de chrétiens. Cette autre forme d'organisation permet une auto-gestion au sein des effectifs de façon à faciliter les actions des autres acteurs surtout les ONG. Elle permet aussi aux personnes déplacées de conserver une partie de leur vie sociale. Le statut matrimonial est diversifié chez les populations réfugiées (figure 22).

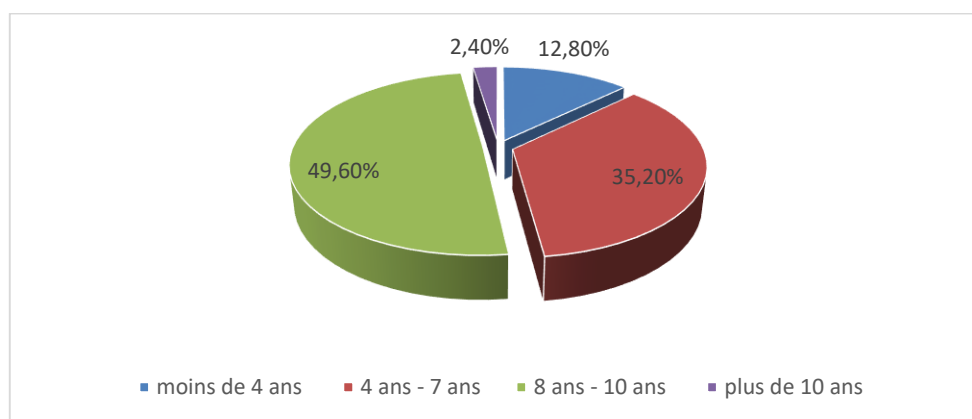


Source : Enquêtes de terrain 2023

Figure 22 : Statut social des réfugiés

Il est donc clairement établi que les personnes qui sont mariées sont les plus nombreuses au sein de l'effectif car elles représentent sensiblement 71% de l'effectif total. Les autres 29% englobent les personnes veuves et celles qui sont divorcées ou célibataires suite à la guerre.

En outre, les réfugiés installés à Garoua-Boulai y sont depuis plusieurs années (figure 23). Cette situation peut s'expliquer par le fait que certains se sentent à l'aise et en sécurité là-bas, ou encore par la persistance des conflits et donc de l'insécurité chez eux.



Source : Enquête de terrain, 2023

Figure 23 : **Durée de l'implantation des réfugiés à Garoua-Boulai**

La majeure partie des réfugiés sont présents sur les lieux depuis près de 10 ans (49,6%). En considérant cette période de temps relativement longue il est évident que les actions humanitaires ne sont pas capables d'assurer les besoins des réfugiés raisons pour lesquelles ceux-ci sont contraints à développer des moyens d'accès à des activités économiques qui les rendraient autonomes et suffisants. Le plus important ici est d'être indépendant des aides venant des organismes internationaux.

Conclusion

Au total, ce chapitre portait sur le contexte socio politique et économique ayant présidé a l'installation des refugies centrafricains dans la ville de Garoua-Boulaï. Dont le but était de présenter le contexte socio politique et économique ayant présidé a l'installation des refugies centrafricains dans la ville de Garoua-Boulaï il ressort que, deux principaux facteurs ont contribué à leur installation dans la ville de Garoua-Boulaï à savoir, le milieu physique qui se matérialise par un relief de faible altitude, et un climat doux et favorable aux activités agricoles, la fertilité des sols et une végétation dense. S'agissant du milieu humain, il est caractérisé de plus groupes ethniques dont la particularité est l'accueil. La population locale met à la disposition des réfugiés des éléments nécessaires pour leur intégration. De plus, il a été identifié que la localité offre aux réfugiés cette paix qu'ils ont perdue dans leur patrie. Aujourd'hui on totalise plus de 30 000 mille réfugiés à Garoua-Boulaï. Ce contexte entraine directement la mise sur pied des mécanismes d'encadrement des réfugiés et aussi des mécanismes d'insertion socio-professionnelle de ces réfugiés.

CHAPITRE 2 :

LES MÉCANISMES DÉVELOPPÉES PAR LES ACTEURS POUR L'ACCES DES RÉFUGIÉS AUX ACTIVITÉS SOCIO-ÉCONOMIQUES A GAROUA-BOULAÏ

Introduction

Les réfugiés centrafricains une fois installés à Garoua-Boulai, cherchent à mener une petite activité afin de subvenir à leurs besoins et ceux de leurs familles installées sur place ou non. A ce niveau, il se pose très souvent des soucis d'encadrement et d'accompagnement de ces derniers. Ce chapitre se propose d'identifier les mécanismes d'accès aux différentes activités socioéconomiques par les réfugiés à Garoua-Boulai, partant du postulat selon lequel les réfugiés s'intègrent dans les secteurs d'activité économiques où ils contribuent au développement socioéconomique de cette ville. Ils sont soutenus dans ces actions par ces acteurs la dont l'essentiel de l'action humanitaire va dans cette logique. Dans ce chapitre, il est question tout d'abord de présenter les acteurs qui œuvre pour l'insertion socioéconomique des réfugiés, ainsi que les mécanismes développés par les réfugiés pour pouvoir mener une petite activité dans à Garoua-Boulai.

2.1. Les mécanismes développés par les acteurs institutionnels, dans l'encadrement socioéconomique des refugies à Garoua-Boulai

Plusieurs acteurs interviennent dans l'encadrement socioéconomique des réfugiés centrafricains à Garoua-Boulai. Il s'agit notamment du gouvernement Camerounais à travers les services déconcentrés de certains ministères (MINHDU, MINEDUB, MINDCAF, MINSANTE, MINAT, etc.), des collectivités territoriales décentralisées de Garoua-Boulai, les organismes internationaux tels que le HCR, les ONG et les populations locales.

2.1.1. L'Etat : un acteur majeur dans la gestion des réfugiés à Garoua-Boulai

L'état dans sa politique de gestion des refugies centrafricains dans l'arrondissement de Garoua-Boulai, utilise un certain nombre de ses instruments dont ses services déconcentrés, pour améliorer les conditions de vie des refugies en creant une médiation entre les populations locales et les refugies afin de leurs faciliter l'accès aux ressources pour une cohésion sociale.

2.1.1.1. L'action de l'Etat dans la gestion des réfugiés à Garoua-Boulai.

Riche de son passé de terre d'accueil, le Cameroun ne ménage aucun effort pour assurer la sécurité des personnes réfugiées. Il implique de ce fait plusieurs départements ministériels

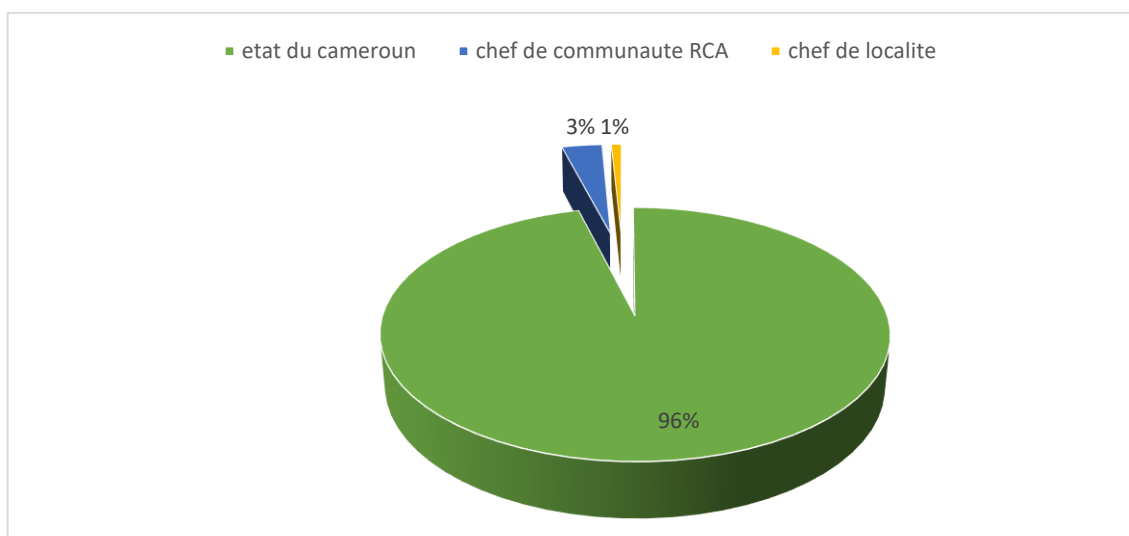
dans la gestion des masses de réfugiés. Son action se résume à la coordination et au contrôle des actions humanitaires. Cette action se manifeste par l'implication à la fois des collectivités territoriales décentralisées et les services déconcentrés de l'Etat.

2.1.1.1.1. Les Services déconcentrés de l'Etat.

La question de la mise à disposition des sites d'accueil implique le MINHDU et du MINDCAF. Qui agissent sur le territoire par les délégations départementales présentes à Garoua-Boulaï. Le domaine de la santé est coordonné par les services de santé de la région qui relèvent du MINSANTE. Ces quelques exemples sont pris pour montrer que l'Etat est impliqué dans la gestion des réfugiés,

Cependant, cette action relève des indications reçues sous la supervision directe des autorités administratives. Ainsi les services du Sous-Préfet de Garoua-Boulaï sont fortement impliqués dans la gestion des réfugiés. Ils interviennent comme dans leurs prérogatives à la résolution des conflits et litiges entre riverains et réfugiés.

Dans le souci d'apprécier le point de vu des réfugiés sur la question, nous avons recherché à savoir vers qui ils se dirigent pour la résolution de leurs conflits. Comme l'indique la figure 24 ci-dessous, la majeure partie se tourne vers l'Etat camerounais.

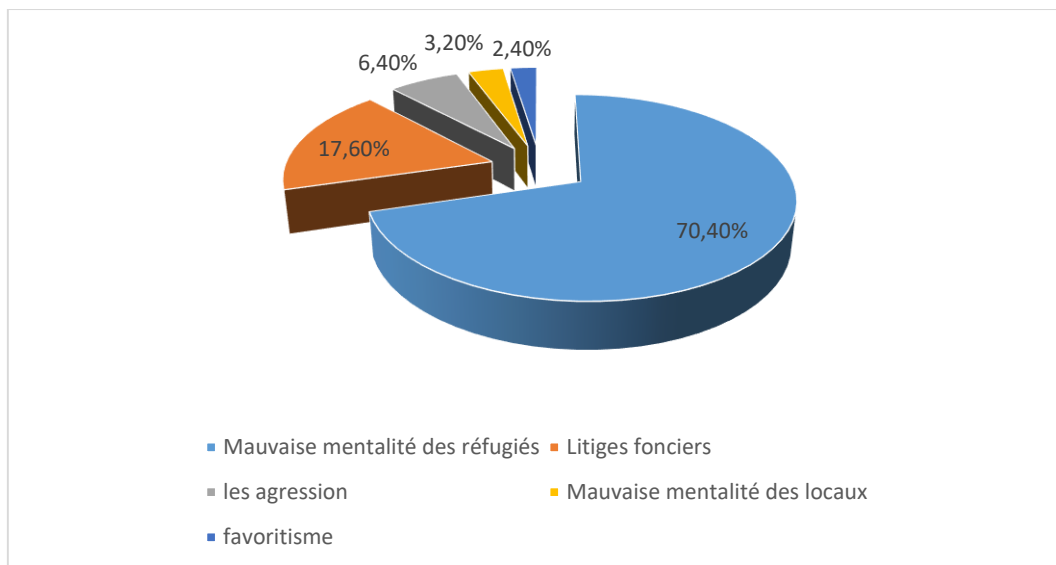


Source : Enquête de terrain 2023

Figure 24: **Moyen de résolution des conflits entre réfugiés et riverains.**

La figure 24, montre clairement que la gestion de réfugiés implique forcément la résolution de conflits qui pourraient se produire au sein de la population. En fonction de ces conflits, le moyen préférentiel de résolution desdits conflits est l'Etat du Cameroun suivi des chefs communautaires centrafricains présents au Cameroun.

Le constat fait sur le terrain, montre qu'il existe plusieurs problèmes inter-refugiés, et réfugiés locaux. Même-ci les réfugiés dans la majeure partie se considèrent comme étant la cause principale des conflits, il se trouve que les sources en sont diversifiées comme présenté par la figure 25.



Source : Enquête de terrain 2023

Figure 25: sources des conflits entre réfugiés et riverains à Garoua-Boulai

Il est clairement établi que l'Etat est présent dans la gestion des personnes réfugiés et du territoire qu'ils occupent en mettant sur pied des politiques de gestion et d'encadrement de ces personnes. Mais avec l'avancée de la décentralisation en œuvre au Cameroun, l'Etat transfère une partie de ses pouvoirs aux collectivités territoriales décentralisées représentées par les mairies.

2.1.1.1.2. L'action des collectivités territoriales décentralisées dans la gestion des réfugiés à Garoua-Boulai

Dans sa proximité avec les populations locales, La mairie est la seule collectivité territoriale décentralisée au service des réfugiés à Garoua-Boulai. Elle doit s'assurer de la bonne gestion de ces masses de personnes. Elle s'assure avec la coordination des services déconcentrés de l'Etat (sous-préfecture, préfecture et services du gouverneur). Cette action coordonnée permet une gestion effective des réfugiés. De cette manière, si pour les réfugiés, principaux concernés, seulement 6,40% estiment que la gouvernance dans leur zone de départ était bonne et viable, pour les 93,60% des autres personnes réfugiés que nous avons interrogé, la gouvernance telle que menée par les autorités de leurs zones de départ est très mauvaise.

Pour cette raison, ils apprécient les actions que les pouvoirs camerounais (mairie de Garoua-Boulai) mènent à leur égard. De cette façon, à 99,20%, ils estiment être en sécurité au Cameroun grâce à l'apport des autorités camerounaises.

2.1.2. Les acteurs internationaux impliqués dans la gestion des réfugiés de Garoua-Boulai

L'action humanitaire à Garoua-Boulai sus évoquée est le fruit de la collaboration de plusieurs acteurs internationaux. Au rang desquels l'ONU, HCR, PAM, OMS, UNICEF, l'Organisation des Nations Unies en est le principal.

Créée en 1919 sous l'appellation de Société Des Nations avec pour missions de promouvoir la paix et la sécurité dans le monde, elle sera remplacée en 1945 par l'ONU après ses manquements et surtout avec la deuxième guerre mondiale. Tout comme son prédécesseur, sa mission première est de promouvoir la paix dans le monde, mais aujourd'hui ses missions sont généralisées et touchent tous les aspects de la vie.

La situation de guerre conduit inévitablement les déplacements massifs des personnes affectées par le conflit, d'où la naissance des réfugiés. Dans le but de venir en aide et d'encadrer ces derniers, l'Assemblée Générale des nations unies en 1950, créait le Haut-commissariat des nations unies pour les réfugiés (HCR). Cet organe des nations unies avait pour rôle dans un premier temps de subvenir aux besoins des européens qui s'étaient déplacés pendant la guerre et d'être dissout trois ans après. Mais, compte tenu de la récurrence des conflits armés dans le monde, l'ONU a maintenu l'existence de cette structure. Le HCR est aujourd'hui actif de part et d'autre du globe et apporte son aide aux personnes victimes de guerres et déplacés forcés.

La présence au Cameroun au sein de cette organisation résulte non seulement du fait que le Cameroun soit membre des nations unies, mais aussi parce que le contexte camerounais actuel marqué par des troubles sécuritaires importantes à la fois internes et externes entraîne une montée incontrôlable des déplacements des personnes fuyant la guerre. Il est donc logique que le HCR soit implanté à Garoua-Boulai, une région au cœur des mouvements des populations centrafricaines voulant échapper à la guerre. Les domaines d'intervention du HCR sont diversifiés et variés comme le soulignent le rapport reçu des réfugiés. Pour certains même c'est le seul organisme international qui intervient en leur faveur, mais la réalité en est autre.

Pour permettre la libre circulation des réfugiés, l'organisme met à leur disposition des cartes de réfugiés. Mais la réalité laisse voir que tous les réfugiés ne procèdent pas ce document qui est important pour leur sécurité, leur prise en charge et même leur indépendance. Le défaut de présentation de ce document pour la plupart des réfugiés entraîne des difficultés multiples.

Consciente de cette situation le HCR assure donc la sécurité de ces derniers en mettant à leur disposition ces documents dont ils ont besoin. C'est donc l'une des solutions qui couplée aux actions des acteurs nationaux permettent dans ce travail d'affirmer avec certitudes que la majorité des réfugiés centrafricains à Garoua-Boulaï sont en sécurité. Les statistiques font état de ce que seulement 1/125 réfugiés estime que sa sécurité à Garoua-Boulaï n'est pas assurée ce qui représente seulement 0,8%. Pour bénéficier du statut de réfugié, une typologie de documents est exigée (planche 2).

Planche 2 : Document d'identification de réfugiés

Document A: Carte d'identification de réfugié

REPUBLICQUE DU CAMEROUN
REPUBLIC OF CAMEROON
UNHCR
CARTE D'IDENTIFICATION DE REFUGIE
REFUGEE IDENTIFICATION CARD

Numéro individuel/Individual Number
799-00064762

Noms/Names
BACHIROU Patou

Sexe/Sex
Féminin

Date de naissance/DOB
01/01/1992

Nationalité/Nationality

Délivrée le/Issued on
26/08/2019

Lieu/Location

B

Document B: 1951 UNITED NATIONS CONVENTION 1969 OAU CONVENTION

Cette carte certifie que le titulaire est reconnu réfugié en République du Cameroun. Il/Elle bénéficie de la protection du Gouvernement de la République du Cameroun en application de la Convention de 1951 et/ou la Convention de l'OUA de 1969.

This is to certify that the bearer of this card is recognized as a refugee by the Republic of Cameroon. He/she accordingly enjoys the protection of the Government of Cameroon in the 1951 United Nations Convention and/or the 1969 OAU Convention.

Le titulaire de cette carte jouit des droits fondamentaux qui s'appliquent aux réfugiés dans la limite des droits accordés aux nationaux. Art 9 loi N° 2005/006 portant statut des réfugiés au Cameroun.

The bearer of this card enjoys the fundamental rights that apply to refugees within limits of the rights granted to nationals. Article 9 Law N° 2005/006 on the status of refugees in Cameroon.

Expire le: **25/08/2024**

Kouassi Lazare ETIEN
Représentant UNHCR au Cameroun

Document C: ATTESTATION DE COMPOSITION FAMILIALE

Représentant République du Cameroun
B.P 7077
Yaoundé - Cam
E-mail: CMRYA
Tel.: 237 222 29 29 54
hcr.org

Meiganga, le 08/01/2021

Informations sur la tête de famille

Nom et prénom: **FEIBONAZOUE, Romé**

Date de naissance: **01/03/1997**

Sexe: **Masculin**

Date d'arrivée: **19/12/2020**

N° de ménage: **417-21-03381**

Lieu de naissance: **Bossougoua**

Nationalité: **Central African Republic**

Zone d'implantation: **Garoua Boulaï**

N° individuel: **417-00138803**

Membres dépendants

N° individuel	Nom et prénom	Relation	Date de naissance	Date d'âge
417-00138806	NAMEFE, Plineia	Epouse	15/03/2000	08/01/2021
417-00138807	FEIBONAZOUE, Saline	Fille	01/01/2015	06/01/2021
417-00138808	FEIBONAZOUE, Cassin	Fils	01/01/2016	06/01/2021
417-00138809	FEIBONAZOUE, Grace de Dieu	Fille	01/01/2018	06/01/2021
417-00138810	FEIBONAZOUE, Samuel	Fils	01/01/2018	06/01/2021
417-00138813	FEIBONAZOUE, Prossere	Fille	01/11/2020	08/01/2021

M. Olivier Guillaume BEER
Représentant
UNHCR au Cameroun

Cette attestation certifie que les individus ci-dessus mentionnés sont reconnus réfugiés en République du Cameroun. Ils bénéficient de la protection du Gouvernement de la République du Cameroun en application de la Convention de 1951 et/ou la Convention de l'OUA de 1969. A ce titre, ils jouissent des droits fondamentaux qui s'appliquent aux réfugiés dans la limite des droits accordés aux nationaux. Art 9 loi N° 2005/006 portant statut des réfugiés au Cameroun.

La présente attestation, valable jusqu'au 08/01/2023, lui est délivrée pour servir et valoir ce que de droit.

Secur. Paper Serial No. **BA 3541937**

Source : Enquête de terrain 2023

La photo A présentent le recto de la carte des refugies, et la photo B le verso de ladite carte les deux faces d'une carte de réfugié. Sur la photo A on identifie clairement le détenteur de la carte via ses noms et prénoms, le numéro individuel, le sexe, la date de naissance et la date de délivrance de la carte. On peut lire sur le revers de la carte (photo B) en français et en anglais que le détenteur de cette carte bénéficie de la protection de l'Etat du Cameroun conformément à la convention de 1951 et/ou la convention de l'OUA DE 1969. Et les libertés que lui donne droit cette carte sont contrôlées par la loi N 2005/006 portant statut des réfugiés au Cameroun. La photo C quand a elle est une attestation de composition familiale qui identifie les membres d'une famille. Ce qui permet une très bonne prise en charge par les autorités.

Il est donc clair que le domaine de la sécurité est au cœur des préoccupations du HCR, il met donc en œuvre des politiques qui sont conformes aux lois en vigueur dans le pays afin de permettre une action partagée et d'offrir aux bénéficiaires une sécurité fiable. L'Etat accompagne donc l'organisme en garantissant l'effectivité des mesures prises.

En dehors de la sécurité, les conditions de vie des personnes réfugiées est l'une des préoccupations majeures de l'Etat et du HCR à Garoua-Boulaï. Bien que l'action humanitaire mette souvent à disposition des ménages des denrées de première nécessité, l'apport est très insuffisant et ne permet pas une vie descente. Alors en parelle, il est ouvert des mécanismes d'autonomisation des réfugiés. Les réfugiés déplorent généralement suivant les échanges que nous avons eus sur le terrain, la mauvaise gestion des appuis qui sont mis à leur disposition, la dépendance des aides, l'absence de travail, la rareté des produits et bien d'autres problèmes.

Il a été établi que l'accès aux moyens de subsistance est un réel problème comme le déclare un enquêté les réfugiés. *On lutte sans cesse pour survivre et les charges familiales ne font que s'agrandir avec le temps.* Ce domaine de la vie est un réel problème aussi bien pour l'Etat, le HCR et les autres acteurs impliqués. Malgré les politiques et programmes mis en place par toutes les parties. La sécurité alimentaire reste et demeure le cœur du problème des réfugiés et des organismes de gestion dont le HCR.

De son côté, le HCR met sur pied des initiatives pour assurer cette suffisance alimentaire. Par exemple on assiste à la création des GIC mixtes réfugiés-locaux pour la production de certaines denrées (photo 4).



Source : Enquête de terrain, 2023

Photo 4 : Appui du HCR aux initiatives des réfugiés

Sur cette plaque on voit que le HCR encourage l'autonomisation des réfugiés en mettant sur pieds des projets inclusifs qui bénéficient à la fois aux réfugiés et aux populations locales. De cette manière, certains réfugiés peuvent subvenir à leurs besoins sans toutefois attendre les aides arrivant de l'extérieur.

Le HCR est selon les déclarations des réfugiés, serait le seul organisme qui soit véritablement actif sur le terrain. Mais la réalité est que certaines autres organisations travaillent en partenariat avec le HCR pour apporter de l'aide aux réfugiés. Le nombre de ces organisations varie en fonction du domaine. En ce qui concerne la santé ou l'éducation, les réfugiés sont également confrontés à de grandes difficultés d'accès aux soins de santé et à une éducation de qualité compte tenu du contexte instable de la zone. Les écoles sont pour la plupart très couteuses et les soins de santé inaccessibles. Des activités sont donc menées pour encourager non seulement le réfugié à envoyer leurs enfants à l'école, mais aussi pour leur offrir donc un cadre idéal pour leur éducation. Le tableau suivant montre les effectifs des personnes réfugiées en fonction du niveau d'instruction. Il est important de noter que ces statistiques ne prennent en compte que les personnes adultes car étant la base de sondage de cette étude (tableau 3).

Tableau 3 : Taux d'instruction des réfugiés adultes à Garoua-Boulai.

Niveau d'instruction	Effectif des réfugiés	Proportion en pourcentage
Aucun	66	52,80%
Primaires	43	34,40%
Secondaires	16	12,80%
total	125	100,00%

Source : enquête de terrain, 2023

On voit clairement ici que plus de la moitié des réfugiés n'ont du tout accès à l'éducation (52,80%) quand seulement 47,20% ont un niveau quelconque d'éducation. 34,40% sont arrêtés au primaire et seulement 12,80% ont été au secondaire. La réalité est donc que la scolarisation de la personne réfugiée est très difficile et problématique.

Pour l'éducation, la crainte des parents réside au niveau des frais à payer pour accéder à l'école mais aussi au niveau de la sécurité des enfants une fois hors des camps. Certains n'acceptent pas que leurs enfants quittent les camps. Le HCR veut donc apporter une solution à ce problème car conscient que l'éloignement des camps expose les enfants à des risques sécuritaires notables (photo 5).



Source : Enquête de terrain, 2023

Photo 5 : Plaque du projet d'amélioration de la protection et de l'éducation des enfants réfugiés

La photo 5, présente l'un des projets mis en place par le HCR et ses partenaires dans le souci d'améliorer l'accès à l'éducation des réfugiés.

Globalement, les réfugiés soulignent que l'action humanitaire est soutenue à Garoua-Boulaï. Elle est diversifiée et ordonnée. L'Etat, les collectivités territoriales décentralisées, les populations locales et les organismes internationaux travaillent en collaboration, dans l'optique d'offrir aux réfugiés des conditions de vie acceptables sur le plan social (santé, éducation, alimentation, assainissement, logement et bien d'autres). Bien que tous ces acteurs aient des logiques différentes, leurs actions visent à rendre le séjour des réfugiés en terre camerounaise paisible. La visée première de toutes ces initiatives est d'apporter au réfugié les

voies d'auto gestion. Déjà que la majorité des réfugiés affirment que leurs conditions de vie sont meilleures au Cameroun qu'en RCA.

Il faut également ajouter que, de leur arrivée jusqu'à même parfois après être sortis des camps, les réfugiés sont pris en charge sur le plan alimentaire par le Programme alimentaire Mondial (PAM). Ces derniers assurent du mieux qu'ils peuvent l'approvisionnement des réfugiés en denrées alimentaires et limitent au maximum les cas de malnutrition chez les enfants. Le financement de cette aide alimentaire est assuré par les apports des nombreux partenaires tels que la GIZ, l'Union Européenne, le Canada, la Grande Bretagne, etc. (phot6).



Source : Enquête de terrain, 2023

Photo 6 : Assistance alimentaire internationale aux réfugiés

Le PAM permet chaque jour aux familles réfugiées de subvenir à leurs besoins alimentaires en leur distribuant régulièrement des denrées de première nécessité.

2.2. Les autres mécanismes d'accès aux activités économiques développés par les réfugiés à Garoua-Boulai

Bien qu'existante, l'action humanitaire à Garoua-Boulai seule, ne saurait apporter une réponse efficace aux problèmes du réfugié. L'apport alimentaire est insuffisant, la couverture sanitaire faible, une urgence et un déficit en logement et même une scolarisation près qu'inexistante. Face à tous ces problèmes, le réfugié est appelé à trouver d'autres alternatives qui lui permettent d'auto gérer, capable de répondre à ses besoins essentiels.

Cependant, le statut de “réfugié” est pour la plupart, un frein majeur à l’épanouissement de ces populations vulnérables. Ce qui les motive à développer des mécanismes divers pour répondre à cette urgence. Selon les statistiques issues de nos enquêtes de terrain, 73 personnes réfugiées sur 125 ont des responsabilités sociales c’est-à-dire qu’elles ont au moins une personne sous leur charge. Ce qui représente à peu près de 58,40% des personnes interrogées. Le reste des 41,60% sont des personnes qui vivent seules mais séparées de leurs familles. Il est donc clair que les mécanismes d’accès aux activités sont multiples et varient selon la personne. Avec le temps, ils sont obligés devenir productifs et auto-suffisants.

Rappelons que cette autosuffisance est l’objectif premier de toutes les politiques qui sont élaborées aussi bien par le HCR que les autres organismes internationaux et l’Etat camerounais.

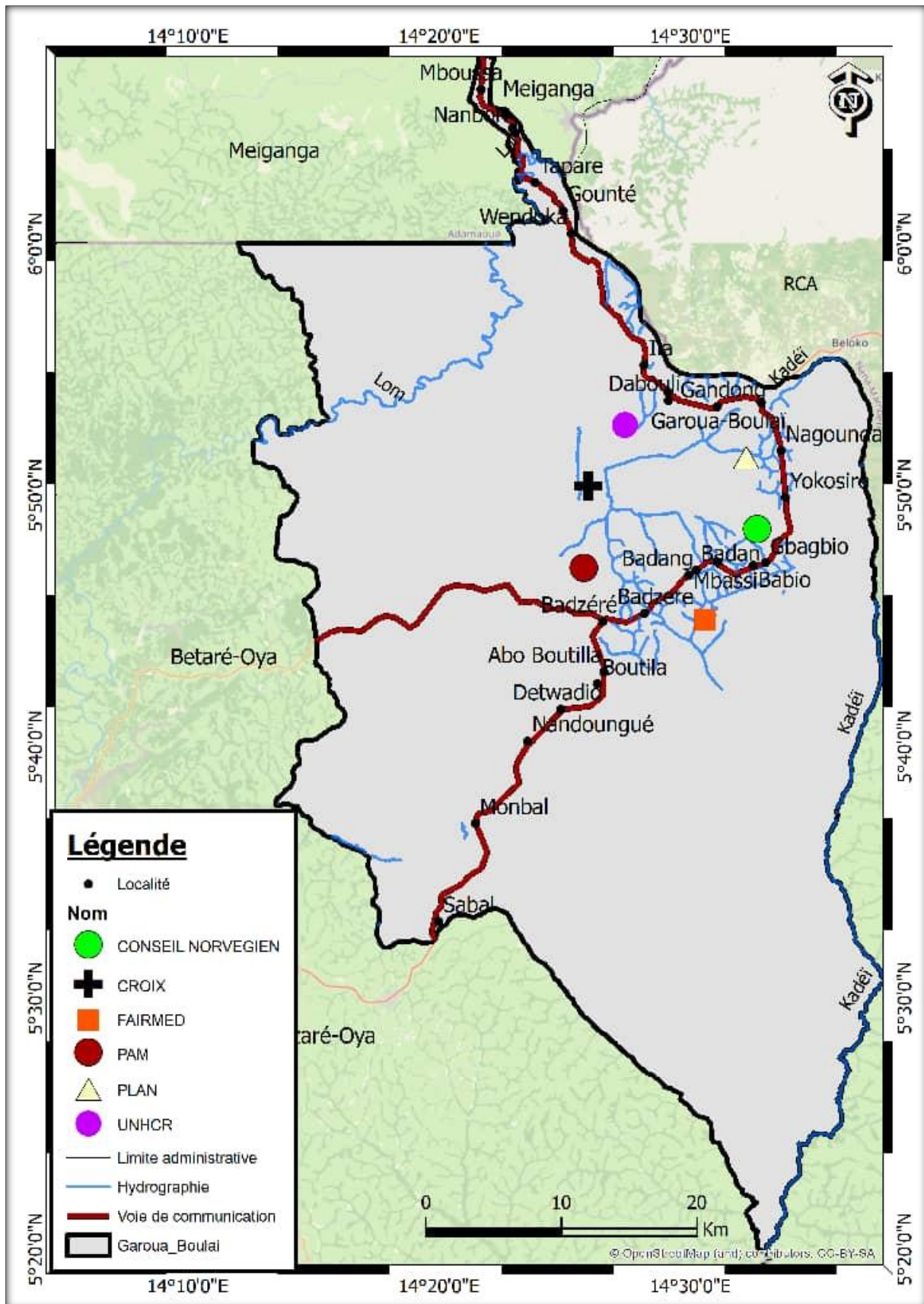
L’ensemble des actions menées par les différents acteurs sur le terrain en faveur des réfugiés centrafricains installés à Garoua-Boulaï peut être résumé ainsi qu’il suit (tableau 4)

Tableau 4 : Récapitulatif des actions menées par les différents acteurs à Garoua-Boulaï

Acteur	Actions menées
HCR	-accueil et enregistrement des réfugiés dans le site, installation et suivi
PAM	Distribution des denrées alimentaires
CIRD	Comité International de la Croix Rouge
PLAN Cameroun	Education et protection de l’enfance
ADES	Spécialisé pour la réhabilitation des infrastructures et gestion des sites
ADRA	S’occupe de l’aspect nutritionnel via les transferts monétaires
LIVLIHOOL	Sécurité alimentaire
NRC conseil norvégien pour les réfugiés	Protection des droits des personnes déplacées et vulnérables en temps de crise

Source : Enquête de terrain, 2023

L’ensemble des acteurs internationaux qui interviennent à Garoua-Boulaï le font aussi bien dans la ville que dans le reste de la Commune (figure 26).



Source : levée GPS 2023

Figure 26 : Répartition des organismes internationaux qui interviennent à Garoua-Boulai

Cette figure permet de constater que les organismes internationaux qui interviennent à Garoua-Boulaï sont concentrés dans la ville, mais aussi dans le camp de Gado.

2.2.1. Mécanismes développés dans le cadre interne : entre réfugiés.

Il est important ici d'aborder, dans un premier temps, le mode de fonctionnement des réfugiés. Comme évoqué dans la précédente sous-section, les réfugiés sont regroupés majoritairement en familles (tableau 5) avec des groupes qui obéissent plus aux affinités religieuses que sociales voire tribales. Mais dans tous les cas, il y'a toujours une personne que tout le monde considère comme responsable dans la communauté.

Tableau 5 : Mode de regroupement des réfugiés

	Effectifs	Pourcentage
famille	88	70,40%
camps des refugies	27	21,60%
parents	8	6,40%
relation amicale	2	1,60%

Source : Enquête de terrain, 2023

Le tableau 5 montre que les réfugiés préfèrent se grouper que de vivre dispersés. Sur les 125 personnes réfugiées rencontrés, 100% vivent regroupées soit en familles, soit chez un parent ou chez un ami. Ce qui montre que même ceux qui sont séparés de leurs familles nucléaires se trouvent un nid social dans lequel ils s'intègrent pour pouvoir vivre. Ce qui démontre à suffisance que l'organisation sociale est un élément clé dans le processus d'intégration des réfugiés dans la localité.

Ce mode d'organisation groupé est un moyen pour le réfugié de faire face aux problèmes. En effet étant seul, l'on n'est pas facilement pris en charge par l'action humanitaire bien que les organismes d'aide aient à charge d'apporter un soutien à tous les réfugiés, ceux regroupés bénéficient plus rapidement de cette aide que les personnes qui vivent en autarcie. L'organisation sociale permet donc de faire face à ces problèmes multiples.

Cependant, malgré ces freins, les réfugiés sont contraints à subvenir à leurs besoins par ces activités informelles qu'ils pratiquent. On se retrouve ainsi avec des commerçants, des éleveurs, des agriculteurs et bien d'autres. Nous avons essayé de cataloguer ces activités et les résultats sont repris par le (tableau 6).

Tableau 6 : Effectifs des réfugiés en fonction des activités

activités	Effectifs	proportion des réfugiés en %
commerce	56	44,80%
bénévolat	29	23,20%
mototaxi	14	11,20%
agriculture	14	11,20%
mécanique	5	4%
élevage	4	3,20%
casse des pierres	2	1,60%
autres activités non évoqués	1	0,80%

Source : Enquête de terrain 2023

Les réfugiés installés à Garoua-Boulai ont accès à de nombreuses activités, ils parviennent tant bien que mal, comme les locaux, à s'insérer dans un domaine qui leur est accessibles pour pouvoir y exercer. Le clair des réfugiés pratiquent le commerce (44,8), d'autres s'intéressent aux activités telles que le transport par mototaxi (11,2%), l'agriculture (11,2%), etc.

Il est important de noter qu'aucune distinction de genre n'été faite mais lors des enquêtes sur le terrain, il a été remarqué que les femmes préfèrent les activités comme le commerce, l'agriculture, le bénévolat etc. alors que les hommes, majoritairement les jeunes officient dans le transport, la mécanique et bien d'autres. Le plus important est de noter que les hommes et femmes se battent en vue d'améliorer leur quotidien

De façon pratique sur le terrain, nous avons fait des captures d'image de certains réfugiés en activités pour voir comment cela se manifeste au quotidien (planche 3).

Planche 3 : Quelques activités génératrices de revenus pour les réfugiés



Élevage



Potager (agriculture)



Concassage de pierres



Cafétéraie

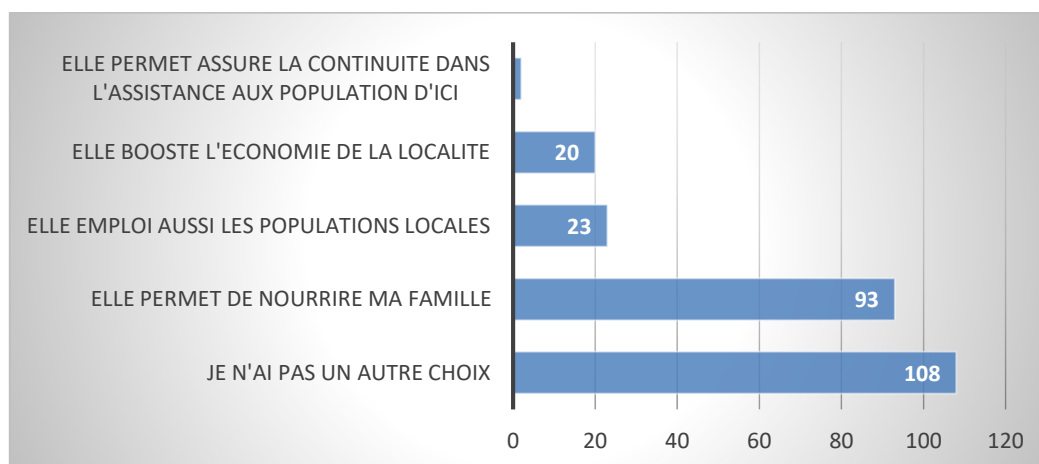


Moulin à écraser tenu par un réfugié

Source : Enquête de terrain 2023

La planche photographique ci-dessus montre que les réfugiés sont actifs pour trouver des sources de revenus qui ne demandent pas toujours des aides extérieures ou de l'action humanitaire. De manière générale, il s'agit d'activités qui ne nécessitent pas un capital conséquent pour le démarrage, soit quelques dizaines de milliers de francs CFA (Photo A, B, D), ou alors des activités qui ne nécessitent pas de capital (C). En outre, certains pratiquent des activités dont le capital de démarrage dépasse des centaines de mille (E).

Si les masses de réfugiés sont engagées dans la recherche des sources de subsistance, il faut tout de même souligner que 86,60% de personnes interrogées ne sont pas satisfaites du rendement de leurs activités et sont par conséquent contraint de continuer pour pouvoir apporter de l'aide dans la famille. Ces activités qui permettent juste de maintenir la famille. Plusieurs raisons sont évoquées par les réfugiés pour justifier le choix de ces activités de survie (figure 27).



Source : Enquête de terrain 2023

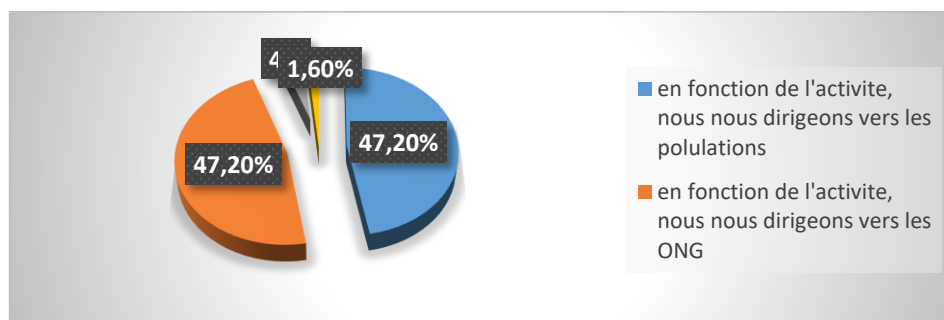
Figure 27 : **Motifs du choix des activités par les réfugiés**

De manière générale, les réfugiés exercent dans l'informel à Garoua-Boulai. C'est ce qui ressort des échanges ces derniers dont 75% affirment que les autorités ne sont pas informées de l'existence de leurs activités (78,40% qui exercent dans l'informel contre seulement 21,60% qui sont plus ou moins formel). Certains réfugiés préfèrent mener des activités plus ou moins formelles pour pouvoir avoir plus de bénéfices de leurs activités. Les mécanismes développés par les réfugiés pour avoir accès à ces activités sont différents de ceux développés pour les activités qui relèvent du secteur informels ou développés en interne chez les réfugiés.

2.2.2. Mécanisme développés dans le cadre externe : réfugiés et populations locales

Il faut tout d'abord rappeler que seulement 21,6% des réfugiés exerçaient une activité sur le territoire qui soit légale. Dès lors, il a été important de savoir quels mécanismes ils mettaient en place pour avoir accès à ces activités. D'après les investigations de terrain, il est à noter que ces derniers procèdent à un rapprochement soit avec les ONG présentes sur place, soit avec les populations locales, et quelques fois des autorités. L'ensemble des mécanismes

développés par les réfugiés pour avoir accès aux emplois formels est résumé dans la figure (28)

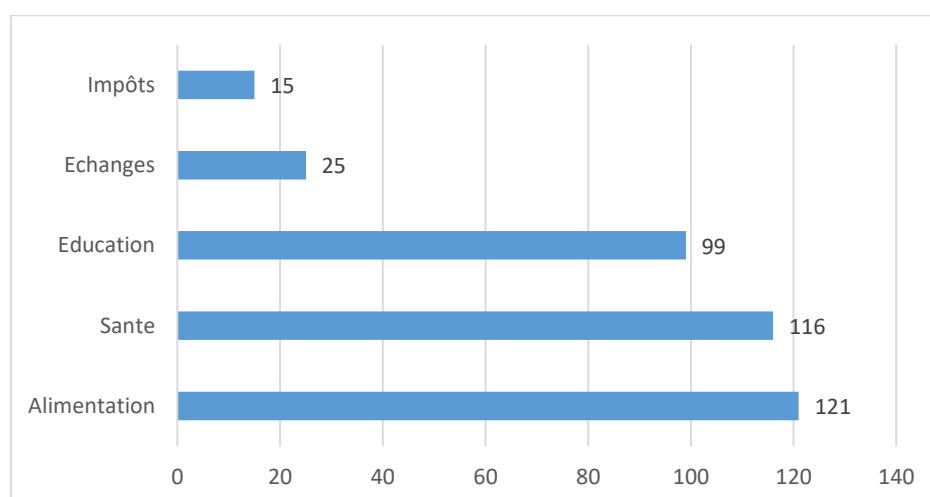


Source : Enquête de terrain 2023

Figure 28 : Mécanismes d'accès aux activités formelles par les réfugiés

Les réfugiés préfèrent se rapprocher des ONG et des populations locales pour pouvoir avoir accès à des activités que nous qualifions dans ce travail d'activités formelles. Nous voyons que ces deux mécanismes ont un pourcentage cumulé de 94,40% des réfugiés contre seulement 5,60% des autres qui préfèrent se rapprocher des autorités administratives et communales.

Malgré son statut de réfugié, la vie en territoire étranger entraîne une prise en charge. Les facteurs de dépenses sont multiples et variés mais les plus importants sont l'alimentation, la sante, l'éducation et autres achats (figure 29) On peut ajouter à cela les impôts pour les personnes en activités légales. Et comme il a été démontré, se sont aussi ces domaines qui intéressent les ONG. Mais étant dans l'incapacité de supporter les charges de cette demande en produits de première nécessité, des projets sont mis sur pied pour faciliter l'autonomisation des réfugiés.



Source : Enquête de terrain 2023

Figure 29 : Sources de charges pour les réfugiés

De l'argent gagné, l'alimentation est la principale source de dépense selon 121 réfugiés rencontrés. Notons également que les 15 réfugiés estiment que les impôts occupent une place non négligeable dans leurs dépenses quotidiennes.

Il est créé au sein de la communauté des réfugiés des associations mixtes ou GIC entre réfugiés et population locale. Cette initiative les aide à pouvoir mener des activités qui sont susceptibles de leur apporter une aide suffisante pour pouvoir palier à ces problèmes recenser dans le tableau. Nous avons donc à cette effet des groupes qui produisent et commercialisent des denrées alimentaires, d'autres spécialisées dans les élevages de volaille et de bétails. Il en existe des dizaines de sociétés qui répondent à cette caractéristique, c'est-à-dire que des sociétés mixtes entre autochtone. Chacun ici à un rôle clé dans la coopérative. Les réfugiés bénéficient de la création de celles-ci pour s'autonomiser, les locaux apportent les équipements (terres) qui abritent ces entreprises. Des parcelles appartenant aux réfugiés sont identifiées dans la localité (planche 4).

Planche 4: Quelques cultures vivrières



Culture de maïs



Culture de macabo

Source : Enquête de terrain 2023

A travers les photos A et B ci-dessus, la photo A présente un champ de maïs proche de la fleuraison et la photo B présente un champ de macabo que l'agriculture pratiquée par les

réfugiés est diversifiée. De plus cette agriculture est issue de la collaboration entre réfugié et population locale à travers des coopératives agricoles.

En outre, il faut également préciser que les coopératives créées se diversifient. Certains s'occupent de la production agricole de manière générale, tandis que d'autres exercent dans le domaine de la transformation des produits cultivés. Les investigations menées sur le terrain ont permis de recenser les coopératives présentes à Garoua-Boulai ainsi que les activités qu'elles effectuent (tableau 7).

Tableau 7 : quelques exemples de coopératives mixtes réfugiés/locaux à Garoua-Boulai

Structures	Activité principale	Statut	Membres	Président	Contact	Siège social
Société coopérative simplifiée des producteurs avicoles « scoops/ petit a petit»	Production de pain et gâteaux artisanale/élevages et pisciculture/commerce/éducation	Mixte	25	Libeni kadidja	683420473	Gado-badzere
Société coopérative simplifiée des producteurs et transformateur de manioc scoops/naral	Production et transformation du manioc	Mixte	25	Adamou hamadou bah	672627966	Gado-badzere
Société coopérative simplifiée des producteurs et transformateurs de manioc mais arachide scoops / nafawal	Production et transformation de manioc mais arachide	Mixte	25	Haman oumarou sanda	654579068	Gado-badzere
Société coopérative simplifiée des éleveurs des petits ruminants « scoops/djonde djam »	Elevage et commercialisation	Mixte	25	Monsieur hamadou ahmadou	679974402	Gado-badzere

Source : Enquête de terrain, 2023

Une fois créées, ces coopératives cherchent d'issues pour s'implanter sur le territoire. Ce qui explique que, la majorité d'entre elles sont classées dans un registre de commerce et peuvent donc exercer librement. En gros, le mécanisme véritable est le regroupement en groupes mixtes réfugiés locaux. Cette pratique permet de créer des groupes assez forts avec toutes les dispositions nécessaires pour la croissance et la réussite. Une fois mis en place, ces groupes bénéficient facilement des subventions et peuvent donc mieux faciliter l'accès à des activités formelles aux réfugiés et en même temps impulser l'économie locale.

Conclusion

En somme toute, ce chapitre traitait des mécanismes développés par les acteurs pour l'accès des réfugiés aux activités socioéconomiques à Garoua-boulai, dont le but était d'identifier les acteurs qui interviennent dans l'autonomisation des réfugiés et leurs logiques d'action, aussi les mécanismes qu'ils développent pour avoir accès à ces activités. Il ressort que, l'action humanitaire à Garoua-Boulai est combinée des organismes internationaux (HCR, PLAN et bien d'autres) et nationaux. Tous œuvrent pour apporter une solution durable capable de renforcer l'autonomisation des réfugiés. Du côté du réfugié, deux principaux mécanismes sont mis sur pied. Soit en interne on développe des activités qui relèvent du secteur informelles juste pour apporter une seconde source de subsistance pour la famille, soit en externe on sollicite l'aide des organismes existant pour mettre sur pied des activités qui relèvent du secteur formel en se regroupent en GIC ou coopératives. Bien que plus de 75% des réfugiés mènent des activités dites informelles comme le petit commerce ou l'agriculture et bien d'autres, il existe tout de même une faible portion qui a choisi de mener des activités avec un fort rayonnement économiques jusqu'à la création des entreprises mixtes réfugiés locaux. Il est donc important pour la suite de ce travail d'examiner les secteurs d'activités qui plaisent le plus aux réfugiés.

CHAPITRE 3 :

CONTRIBUTION DES RÉFUGIÉS CENTRAFRICAINS AU DÉVELOPPEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE DE LA VILLE DE GAROUA-BOULAÏ

Introduction

Depuis plus de deux décennies², la ville de Garoua-Boulaï (Est-Cameroun), connaît une sorte de transmutation socio-économique progressive, mue par des stratégies mises en place par plusieurs acteurs compte tenu de l'arrivée des réfugiés centrafricains dans cette ville. Les réfugiés installés dans la ville depuis des décennies pour certains font partie des acteurs majeur de ces changements. L'objectif de ce chapitre est de présenter les différentes contributions des réfugiés au plan socio-économique ; partant de l'hypothèse selon laquelle les réfugiés s'intègrent dans les secteurs d'activité économiques où ils contribuent au développement socioéconomique de cette ville. Dans ce chapitre, il est question dans un premier temps de présenter les apports de réfugiés de point de vue économique ; puis, dans un second temps de présenter les apports des réfugiés du point de vue social.

3.1. LES RÉFUGIÉS CENTRAFRICAINS ET LES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES À GAROUA-BOULAÏ

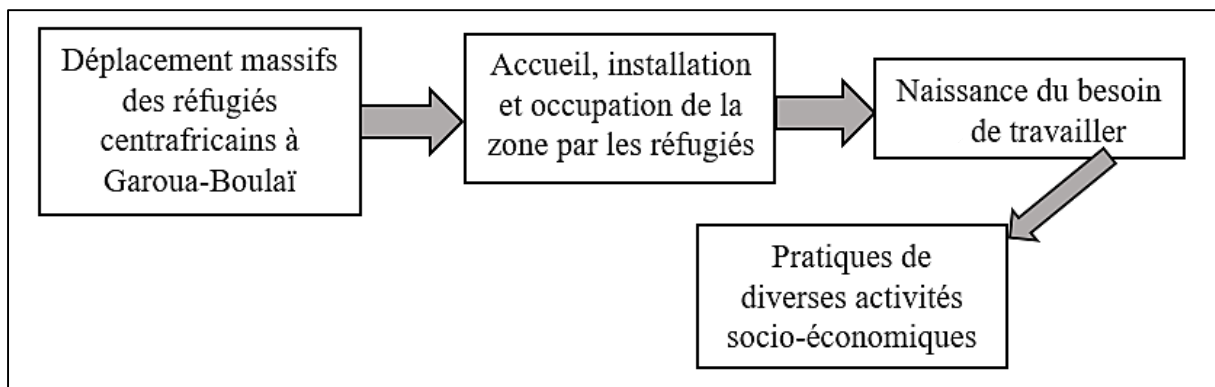
Une fois installés dans la ville de Garoua-Boulaï, les réfugiés vont chercher à se prendre en charge eux-mêmes. Ces derniers vont pratiquer une activité génératrice de revenus, participant ainsi à l'évolution économique de la ville.

3.1.1. Contexte de mise en place des activités socio-économiques par les réfugiés

D'après les travaux de (Zouya-Mimbang, 2013) et (Champaud, 1977), la Région de l'Est-Cameroun en général, et principalement dans les villes comme Garoua-Boulaï, a longtemps été « marginalisée » par les stratégies de mise en valeur, et d'initiatives de développement implémentées par les puissances coloniales. Cette zone a d'ailleurs, d'après ces auteurs, longtemps figuré parmi les zones délaissées par les politiques d'aménagement et

² Les réfugiés centrafricains commencent à occuper la zone Sud de la ville de Garoua-Boulaï en 2000, puis la zone Nord en 2003 (PCD, 2019). Les déplacements massifs des réfugiés centrafricains vers Garoua-Boulaï se sont accentués avec la crise qu'a connu la RCA dans les années 2013-2014. Ce qui a ainsi favorisé leur sédentarisation dans la ville de Garoua-Boulaï.

de développement camerounaises. Seulement, la dégradation des événements en République centrafricaine (RCA) provoque d'importants déplacements de population au sein du pays et dans les États voisins (Lefort-Rieu, 2020). Ainsi par exemple, la région frontalière de l'Est-Cameroun, dans son ensemble, voit ainsi sa population augmenter de près de 20% (UNHCR, 2014). Ces populations vont, par conséquent s'investir à occuper les villes de l'Est-Cameroun en général et dans la ville de Garoua-Boulaï en particulier. L'occupation de cette ville par les réfugiés a entraîné le développement d'activités socio-économiques qui ont participé, de manière significative au développement du tissu de socio-économique de la ville de Garoua-Boulaï. Ainsi, pour se faire, les réfugiés centrafricains, mènent des activités aussi bien dans le secteur informel que le secteur formel. Ainsi se crée donc un modèle d'adaptation que suivent les réfugiés centrafricains à Garoua-Boulaï afin de pouvoir subvenir à leurs besoins en menant une diversité d'activités socio-économiques (figure 30)

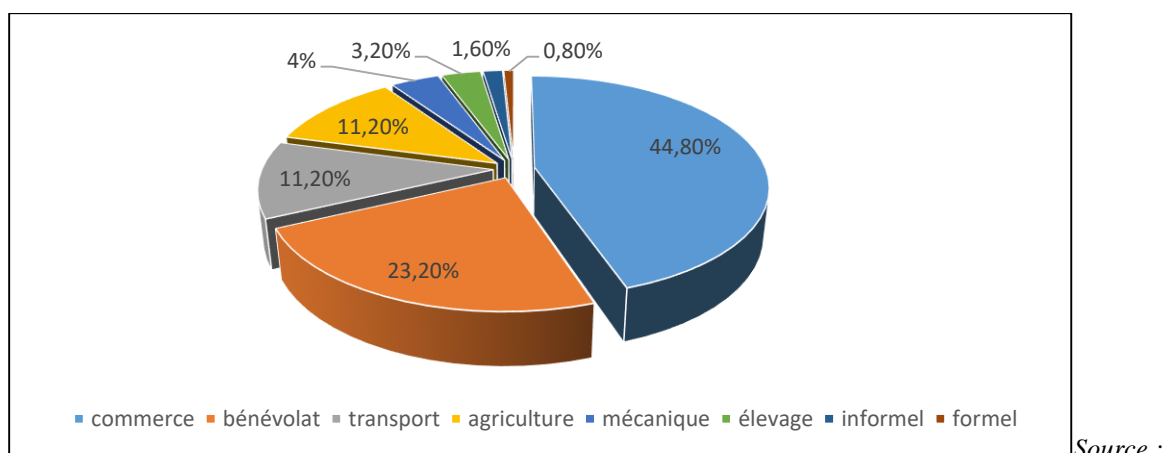


Source : Enquêtes de terrain, octobre 2023

Figure 30 : Modèle

La figure 30 ci-dessus présente les différentes étapes qui ont conduit les réfugiés à pratiquer une activité allant du départ forcé du réfugié de sa terre natale (première étape) à la pratique de diverses activités socioéconomiques.

Par ailleurs, les activités pratiquées par les réfugiés centrafricains installés à Garoua-Boulaï sont diversifiées. Il peut s'agir du commerce, de l'agriculture, de la mécanique, etc. (figure 31)



Enquête de terrain 2023

Figure 31 : **Principales activités des réfugiés centrafricains**

En observant les données de figure 31 ci-dessous, on constate que le commerce est plus pratiqué par les réfugiés centrafricains, il s'agit en effet, des 44,80% de nos enquêtés. Vient ensuite 23,20% des enquêtés qui exercent dans le bénévolat. L'agriculture et le transport occupent chacun 11,20% des enquêtés. 4% des enquêtés sont principalement des mécaniciens tandis que 3,20% font dans l'élevage.

3.1.2. La prédominance des activités du secteur informel

Avec la multiplication des arrivées des réfugiés centrafricains dans la ville de Garoua-Boulaï, la zone qui a longtemps été considérée comme une figure de périphérie enclavée fait davantage face au développement d'une économie souterraine de la « débrouillardise », donnant la primauté au développement des activités de subsistance et au secteur informel (Mangue, 2004). Le secteur informel désigne l'ensemble des activités qui se développent à la marge de la législation pénale, sociale, fiscale et échappe ainsi à la comptabilité nationale (Igué, 2019). Étant donné que les réfugiés centrafricains à Garoua-Boulaï, ne sont pas dans leur territoire d'origine, ils développent beaucoup les activités génératrices de revenus dans le secteur informel. Le choix du secteur informel se justifie par les difficultés que ces réfugiés rencontrent une fois installés dans la commune de Garoua-Boulaï. D'après Pello (2015) ces réfugiés n'ont pas de choix que de s'investir vers le secteur privé avec pour option l'empowerment ou l'informel. Le développement de ces activités, en grande partie dans le secteur informel, traduit la manifestation de l'insertion de ces réfugiés centrafricains dans la ville, participant par là même à la croissance d'activités économiques (Nguemo, 2019). L'on note une pléthore d'activité du secteur informel.

3.2.1.1. Le commerce

Les observations faites sur le terrain nous ont permis de constater que dans la ville de Garoua-Boulaï, le commerce est l'activité la plus pratiquée par les réfugiés centrafricains. Il s'agit pour la plupart des produits vivriers ou de consommation, des produits ménagers, des produits agricoles, des produits thérapeutiques, des produits textiles, des matériaux pour la construction, des produits pour l'élimination des ravageurs ainsi que les produits forestiers. La commercialisation de ces produits matérialise le développement de l'esprit entrepreneurial développé par les réfugiés centrafricains. Cette activité concerne 44,8% des réfugiés rencontrés dans la zone d'étude.

3.2.1.1.1. La commercialisation des produits vivriers/consommation

Dans la ville de Garoua-Boulaï, de nombreux produits vivriers et/ou de consommation sont commercialisés par les réfugiés centrafricains. Ces produits sont nombreux ; il s'agit entre autres des fruits, oignons, farine, les tubercules (macabo, patates, oignon etc...), des légumes, etc. Les réfugiés exercent le commerce de deux façons :

- Soit par le commerce ambulant : dans ce cas, ils vendent les produits soit en les arrêtant en mains, ou encore en les mettant dans les brouettes, de manière générale, il s'agit des fruits et/ou des légumes (photo 7).



Source : Enquêtes de terrain, 2023

Photo 7 : Vente des fruits

Sur cette photo 7, on peut observer en avant plan à gauche, un client (jeune âgé d'environ 10 ans) qui a passé une commande de fruit (Pastèque). Au milieu, on observe une brouette contenant, d'une part, des fruits (pastèques uniquement, une dizaine), on observe

également la présence des bouteilles contenant de l'eau, utilisées pour nettoyer les pastèques afin de les garder propres et fraîches ; on peut également observer des petites passoires, qui permettent au vendeur de recueillir les déchets issus de l'épluchage des pastèques. À droite, on observe le vendeur de fruits (pastèques), qui prépare la commande passée par le jeune client (à gauche). En arrière-plan, une route non bitumée et deux potentielles clientes des pastèques

- Il peut également s'agir du commerce dans les marchés aménagés à cet effet : dans ces cas, les commerçants aménagent de petits espaces dans les marchés où ils installeront une petite bâche avant de présenter les produits commercialisés dessus. Ils peuvent également, lorsqu'ils sont plus nantis, ouvrir une boutique dans le marché (planche 5).

Planche 5 : Quelques produits vendus sur le marché.



Vente des beignets



Vente huile de palme



Vente des colas



Commercialisation des oignons

La planche 5 ci-dessus, présente la pléthore de petits commerces effectués par les réfugiés. La photo A, présente la vente des beignets (de farine de blé, de maïs ou de pâte de manioc) qui peut se faire soit dans les seaux, ou encore dans des plateaux à 25f l'unité. Sur la photo B, on peut remarquer la commercialisation de l'huile de palme dans des contenants de différents volumes (bouteilles en plastique de 0,5 litre ; 1 litre et 1,5 litre coûtant respectivement 500fcfa ; 1000fcfa et 1500 FCFA). La photo C, quant à elle, présente la vente des colas, elles sont exposées en tas colas (rouge et jaune, à 25f l'unité). L'oignon se commercialise entre 50f et 100f l'unité (photo D).

En outre, les réfugiés s'intéressent également aux activités de restauration. A Garoua-Boulai, il s'agit plus souvent des restaurants de rue encore appelés des tournes-dos ou encore des mini cafeterias (photo 8)



Source : Enquêtes de terrain, 2023

Photo 8 : Vente du petit déjeuner local

Sur cette photo 8, on observe sur une table, des alvéoles d'œufs (à 100f l'unité), un seau contenant du pain et des gâteaux (à 100f l'unité). À gauche, on observe une marmite placée au feu. En arrière-plan, on observe des jeunes garçons (entre 5 et 13 ans), qui sont les vendeurs, et qui sont assis soit sur des chaises en plastiques, soit sur un banc en bois et sous une maison à moitié finit ;

3.2.1.2. La participation dans l'industrie des matériaux de construction

Au-delà de la commercialisation des produits vivriers et/ou de consommation, les réfugiés centrafricains se sont également investis dans la fabrication, voire à la

commercialisation des matériaux de construction tels que les parpaings, du gravier, et des poteaux en béton (planche 6)

Planche 6 : Vente des matériaux de construction



Source : Enquêtes de terrain, 2023

Photo A : Concassage des pierres

Photo B : Matériaux de construction en vente

Tout d'abord, des camions viennent livrer des pierres en gros blocs extraits d'une carrière située non loin de la ville. Ces blocs de roche sont par la suite concassés et commercialisés sous forme de gravier (photo A). Les matériaux de construction sont fabriqués sur place avant d'être commercialisés (B).

3.2.1.3. La commercialisation des produits forestiers

Dans cette catégorie, les réfugiés centrafricains présents dans la ville de Garoua-Boulai s'investissent dans la vente du bois de chauffage pour les ménages. En effet, ils achètent ce bois aux bucherons venus de la brousse et viennent le revendre sur le marché (photo 9). Parfois, le vendeur lui-même est également le bucheron.



Source : Enquêtes de terrain, 2023

Photo 9 : la vente du bois de chauffage, photo de terrain

Du bois est mis en tas (attaché ou pas) et commercialisé à 200f le tas. Malheureusement, ce commerce est effectué par une petite fille d'à peine 7 ans. Le travail des enfants est très récurrent dans cette localité.

3.2.1.4. La commercialisation des produits thérapeutiques

Cette catégorie de commerce est beaucoup plus pratiquée des réfugiés âgés qui maîtrisent le secret des plantes et de la médecine traditionnelle en général (planche 7)

Planche 7 : Vente des produits thérapeutiques



Source : Enquêtes de terrain, 2023

Sur cette planche de photos, on peut observer une multitude de produits thérapeutiques (racines, écorces, fruits, feuilles, parfums) chacun d'eux traitant des maladies spécifiques (paludisme, typhoïde, aphrodisiaques, etc...).

3.2.1.5. La commercialisation des outils agricoles

Avec les grandes tailles des ménages des réfugiés centrafricains, les stratégies de se satisfaire par eux-mêmes sur le plan alimentaire se manifestent notamment à travers les activités agricoles. Seulement, compte tenu de la nécessité d'avoir les outils pouvant faciliter cette pratique, tels des artisans véritables, certains réfugiés se sont ainsi lancés dans la fabrication et la commercialisation de certains outils agricoles (planche 8)

Planche 8 : Commercialisation des outils agricoles et semences



Source : Enquêtes de terrain, 2023

La planche photos ci-dessus nous permet d'observer sur la photo A en avant plan, la commercialisation des houes (1000fcfa l'unité) avec des manches en bois, destinées à la culture de nombreuses spéculations telles que le manioc, le macabo etc... sur la photo B on observe en avant plan, la commercialisation des machettes (4 machettes, à 2500 fcfa l'unité) destinées à défricher les champs ou d'autres activités nécessitant l'usage de la machette. On peut également observer l'exposition d'une pelle.

3.2.1.6. La commercialisation des vêtements et des babouches

Dans la ville de Garoua-Boulaï, le commerce des vêtements est l'activité la plus pratiquée par les réfugiés centrafricains dans les marchés ou de façon ambulante. Il s'agit, d'après les enquêtés, d'une activité qui génèrent des revenus importants et de manière constante compte tenu de la forte demande des vêtements pour adultes et des babouches toutes catégories (planche 12) Ce marché géré par les réfugiés obéi également au principe de l'offre et de la demande. En effet, compte tenu de la forte demande et de l'importance des objets vendus, les prix varient en fonction du nombre d'articles choisis et de la qualité des produits. D'après nos observations de terrain, le marchandage se termine généralement par des négociations où l'acheteur décide, en fonction de son capital, soit de finalement acheter le produits, soit d'abandonner et d'aller vers un autre vendeur. La forte demande qui implique la forte concurrence dans la commercialisation des habits et des babouches par les réfugiés centrafricains dans la ville de Garoua-Boulaï poussent certains à changer de méthodes, non plus pour rester dans des marchés, mais pour se promener dans la ville afin de rencontrer des clients en cours de route.

Planche 9 : Commercialisation des vêtements et des babouches



Source : Enquêtes de terrain, 2023

Sur la planche 12 ci-dessus, on peut observer sur la photo A, la commercialisation des habits dans un marché par une jeune vendeuse (environ 10 ans d'âge). Sur la photo B, on observe la commercialisation des babouches par des personnes âgées. Sur la photo C, on observe un vendeur ambulant d'habits, qui tient une chemise en mains et d'autres vêtements dans un plastique accroché sur son épaule. Les prix des chemises varient en fonction de la qualité et de la quantité de chemises choisies. Le prix minimal d'une chemise coûtant 1000 FCFA. En arrière-plan, on observe à gauche, une mini boutique de biscuits, bonbons et autres.

De plus, à travers les différentes observations dans les marchés de Garoua-Boulai, nous avons pu observer qu'au-delà de la vente des habits pour adultes, les vêtements des nouveaux nés, notamment pour la préparation des layettes, sont également assez vendus (planche 10)

Planche 10 : la vente de la layette



Source : Enquêtes de terrain, 2023

Sur cette planche, on observe sur la photo A, des valises destinées à conserver les habits. Tandis que sur la photo B, on observe une multitude d'articles telles que les couches jetables, des draps, etc... les prix varient également en fonction de l'article choisit le réfugié agit comme aide vendeur.

3.2.1.7. Le transport

Le transport fait partir des principales activités pratiquées par les réfugiés centrafricains installés à Garoua-Boulaï. D'après les résultats des enquêtes de terrain, 11,20 % des réfugiés centrafricains, ont pour principale activité le transport dans la ville de Garoua-Boulaï. Il faut également ajouter qu'il s'agit de manière générale de mototaxi ou de tricycle (planche 14). En outre, ce mode de transport n'est pas qu'utiliser en milieux urbain, il dessert également les zones rurales de la Commune. De plus, il faut préciser que, compte tenu du fait que le transport par mototaxi et par tricycle étant les seuls modes de transport public dans la ville, et que les réfugiés centrafricains sont majoritaires dans cette activité, ils sont de ce fait d'un apport significatif dans ce secteur d'activité.

Planche 11 : Activité du transport à Garoua-Boulaï



Source : Enquêtes de terrain, 2023

Sur cette planche photos, on peut observer sur la photo A, une zone de stationnement des tricycles en attente de passagers. Sur la photo de B, on observe deux motos dont l'une transporte une cliente et l'autre en quête de clients. Le tarif des motos varie en fonction de la destination et commence à 100f.

3.2.1.8. Le développement d'une agriculture dans le secteur informel

Au-delà des activités du secteur tertiaire (commerce et transport), le secteur primaire n'est pas en reste. En effet, les réfugiés centrafricains s'investissent également dans la pratique de l'agriculture (parfois informelle) sur de très petites superficies dans la ville de Garoua-Boulai. De manière générale, il s'agit des cultures vivrières telles que le maïs, le manioc, le macabo, etc. (planche 12) ; des produits qu'ils consommaient déjà dans leur milieu de vie de départ. Il ne s'agit pas que de l'agriculture de subsistance, les récoltes approvisionnent le marché de la ville. Les champs de maïs cultivés sur de vastes étendus sont généralement faits par des coopératives tels que la société coopérative simplifiée des producteurs et transformateurs de manioc mais arachide scoops / nafowal.

Planche 12 : Agriculture pratiquée par les réfugiés centrafricains à Garoua-Boulai



Source : Enquêtes de terrain, 2023

Etant donné la disponibilité des terres à certains endroits, il arrive que certaines parcelles soient laissées au repos (photo A). La photo B présente un champ de maïs sur le point de sécher. Une fois récolté, ce maïs sera bien sécher, puis écraser pour en faire de la poudre et commercialisé.

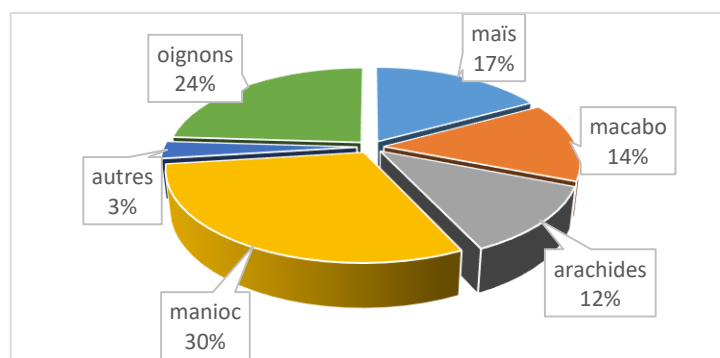
3.2.2. Un secteur formel peu pratiqué

Dans l'esprit d'animer le cadre économique de la ville de Garoua-Boulai, les réfugiés centrafricains n'ont pas qu'investit le secteur informel. Bien qu'il demeure celui dans lequel les réfugiés exercent le plus. Cependant, d'après nos enquêtes de terrain, seulement 0,80% des

enquêtés (réfugiés centrafricains) ont révélé exercer dans le secteur formel. Ceux des réfugiés qui exercent dans le secteur formel à Garoua-Boulai, pratiquent soit l'agriculture ou alors l'élevage. Tout simplement d'autres Activités Génératrices de Revenus (AGR). Cependant, ne disposant pas de moyens considérables afin d'investir dans des projets agricoles importants, ces réfugiés, lorsqu'ils se constituent en Groupe d'Initiative Commune (GIC), bénéficient des petits accompagnements ou financements de la part des partenaires de l'agence des nations unies pour les réfugiés (HCR). D'après l'étude menée par Djimadoumngué (2019), le HCR intervient de manière significative dans l'insertion socio-économique des réfugiés centrafricains lorsqu'ils se retrouvent dans un territoire donné. Ces aides concourent ou participent à permettre aux réfugiés centrafricains de s'auto-suffire ; ceci passe donc par des programmes d'insertion socio-économique bien définis. La pratique des Activités Génératrices de Revenus (AGR) par les réfugiés centrafricains à Garoua-Boulai concernent beaucoup plus ceux des chefs de familles qui, voyant leur taille de ménage s'accroître et ne pouvant plus être gérée par les « messages » qu'ils reçoivent de la part de l'agence des nations unies pour les réfugiés, développent ces activités génératrices de revenus afin de pouvoir nourrir et s'occuper de leurs familles. Ainsi par exemple, dans le domaine de l'agriculture, plusieurs spéculations sont mises en évidence par les réfugiés centrafricains.

3.2.2.1. L'agriculture

Afin de mettre au profit de leurs compatriotes et des populations locales leur savoir-faire, les réfugiés centrafricains, organisés au préalable en GIC, et qui pratiquent l'agriculture. Ils ont opté pour des spéculations particulières. Elles concernent beaucoup la culture vivrière, principalement les tubercules. Il peut s'agir du macabo, du manioc, du maïs, mais également des oignons, etc. (figure 32).



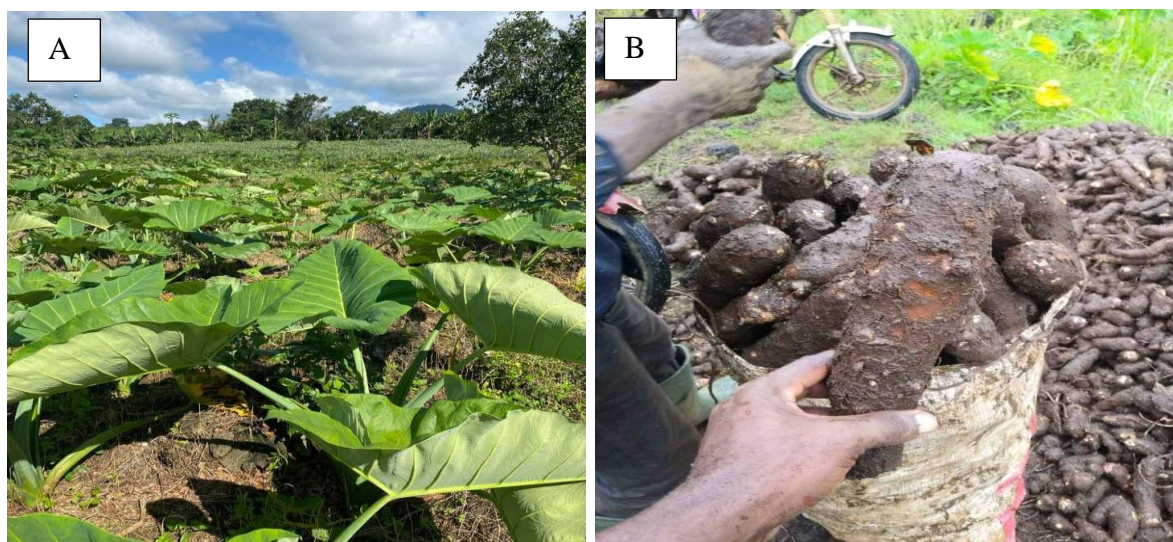
Source : Enquêtes de terrain, 2023

Figure 32 : Principales captures pratiquées par les réfugiés à Garoua-Boulai

Cette figure permet de constater que la principale culture est le manioc (30%) suivi des oignons (24%). Il faut également signaler la présence d'autres cultures comme les légumes mais aussi la banane-plantain.

La culture du macabo est très répandue à Garoua-Boulaï (planche 13). Cette culture est pratiquée dans de nombreux quartiers parmi lesquels Gado. Une fois récolté, le macabo est conditionnée et vendu en filet dont le prix varie entre 19000 fcfa et 21000 fcfa.

Planche 13 : la culture du macabo



Source : Enquêtes de terrain, 2023

Sur cette planche 13 photo, on observe un grand champ de macabo assez bien entretenu (photo A). La photo B présente l'étape de récolte du macabo. Il s'agit d'une récolte très fructueuse. Une fois conditionné dans des sacs, le macabo est transporté des champs vers les marchés à l'aide des motos.

Une autre culture très pratiquée par les réfugiés centrafricains à Garoua-Boulaï est le manioc (photo 11). Cette culture est pratiquée sur de très grandes superficies. De manière générale, ce ne sont pas les réfugiés qui le font de manière individuelle, mais des GIC tels que société coopérative simplifiée des producteurs et transformateur de manioc scoops/naral, car cette culture tout comme le macabo nécessite de grands espaces, un capital considérable et une main d'œuvre abondante.



Source : Enquêtes de terrain, 2023

Photo 10 : Les boutures de manioc

Sur la photo, on dénombre 18 filets de boutures de manioc prêt à être semencé dans un champ au quartier Nagounda.

En outre, la culture des oignons est l'une des plus pratiquée à Garoua-Boulaï. Il s'agit principalement des oignons rouges. Elle est pratiquée sur de vastes espaces. Les champs s'étendent à perte de vue (planche 14) Cette culture est notamment pratiquée dans les bas-fonds marécageux car nécessite beaucoup d'eau. Les récoltes alimentent non seulement la ville, mais également les villes proches et leurs compatriotes restés au pays.

Planche 14 : Culture des oignons à Garoua-Boulaï



Source : Enquêtes de terrain, 2023

Sur cette planche photos, on observe un vaste champ d'oignons. La photo indique la saison de récolte, qui est assez abondante (photo A). Les oignons ainsi récoltés sont conditionnés dans des sacs de 100Kg.

Il est certes vrai que la culture de Banane-plantain n'occupe pas une place de premier rang dans l'agriculture des réfugiés centrafricains, mais, elle est tout de même pratiquée par quelques de ces derniers. Ici, la récolte est essentiellement tournée vers la commercialisation. Les rejets une fois sortis des pépinières sont repiqué dans les champs entre d'autres cultures (photo 12).



Source : Enquêtes de terrain, 2023

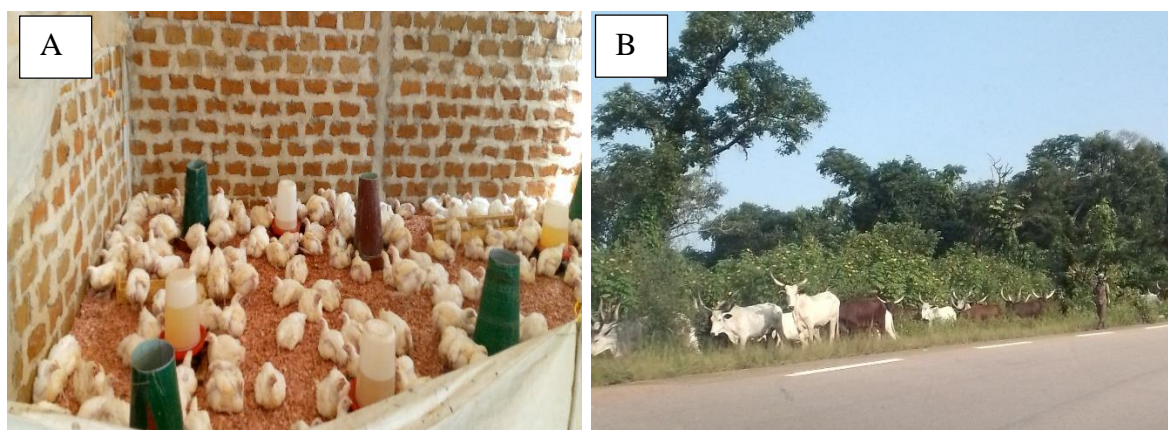
Photo 11 : pépinière de plantains

Sur photo 12 ci-dessus, on observe plusieurs rangées de rejets de plantions dans une pépinière prêts à être cultivés.

3.2.2.2. L'élevage

Pour ce qui est de la pratique de l'élevage, il s'agit principalement de la volaille et du bétail (planche 15) De nombreux réfugiés se sont investis dans ce secteur du fait de la forte demande et surtout des forts rendements économiques qui peuvent en découler. Ceux des réfugiés centrafricains, organisés en GIC, et qui font dans l'élevage dans la ville de Garoua-Boulai ont perçus des aides financières des partenaires du HCR d'une part. Cependant, il existe également des réfugiés qui se sont déplacés avec leurs bétails en traversant la frontière. C'est d'ailleurs ce qu'a affirmé un des éleveurs de bœufs en soulignant que « *malgré la guerre qu'il y a eu dans notre pays, j'ai décidé de me déplacer avec mon troupeau de bœufs, je suis venu avec plus de 20 bœufs jusqu'ici à Garoua-Boulai* ».

Planche 15 : Élevage dans la zone d'étude



Source : Enquêtes de terrain, 2023

Photo A élevage des poules

Photo B élevage des boeufs

Sur cette planche, on peut observer un poulailler avec des poules de plus de 14 jours au quartier Chaball (photo A). Il est également possible d'observer du bétail en train de paître aux abords d'une route bitumée encadré par un berger positionné non loin d'eaux (photo B).

Par ailleurs, les bénéfices issus de la pratique des Activités Génératrices de Revenus par les réfugiés centrafricains à Garoua-Boulaï, sont utilisés à des fins variées, tels que payer la scolarité des enfants, payer les factures, la nourriture, etc...

3.2. CONTRIBUTION DES RÉFUGIÉS CENTRAFRICAIS AU DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET COMMUNAUTAIRE A GAROUA-BOULAÏ

Avec l'arrivée des réfugiés centrafricains dans la ville de Garoua-Boulaï, on a assisté à une véritable recomposition socioculturelle ainsi que le fonctionnement de la structure sociale et démographique de la ville. L'intégration des réfugiés centrafricains dans la ville frontalière Garoua-Boulaï ne s'est donc pas uniquement faite que sur le plan économique. D'après les descentes sur le terrain et à travers les différentes observations, on constate que les réfugiés centrafricains s'y sont intégrés de différentes façons contribuant, par là même, à un modelage des liens intersubjectifs et interpersonnels. Le développement et la construction d'une cohésion communautaire ainsi que la contribution au vivre ensemble dans la ville de Garoua-Boulaï.

3.2.1. Le renforcement de la cohésion sociale

L'insécurité centrafricaine a poussé les réfugiés centrafricains à occuper intensément la ville de Garoua-Boulaï, les a amenés à développer des liens interpersonnels entre eux. Ceci passe par exemple par de petits rassemblements entre réfugiés afin de discuter dans la

quiétude des sujets qui les intéresse et particulièrement, la situation socio-politique de leur pays d'origine. (Photo 13)



Source : Enquêtes de terrain, 2023

Photo 12 : Rassemblement de réfugiés centrafricains, photo de terrain, novembre 2023

La photo 13 ci-dessus, on voit des réfugiés centrafricains discutant d'un sujet avec un locuteur qui semble expliquer un certain nombre de choses à ses confrères.



Source : Enquêtes de terrain, 2023

Photo 13 : Lessive

Sur la photo, on observe des réfugiés centrafricains (des jeunes) pratiquant la lessive. On peut voir deux filles qui font la lessive et d'autres qui les accompagnent. Il s'agit d'une occasion pour eux de pouvoir également discuter et de se partager des points de vue ou des opinions sur des sujets précis. Il en est de même pour de petites retrouvailles de quelques réfugiés dans des points d'eau potable publics (photo 15).



Source : *Enquêtes de terrain, 2023*

Photo 14 : la quête collective de l'eau potable

Sur la photo, on observe plusieurs réfugiés centrafricains qui se trouvent autour d'un point d'eau potable et échangeant entre eux en attendant de remplir leur différents récipients.

Au-delà des petits rassemblements entre réfugiés centrafricains à Garoua-boulaï, on a assisté depuis leurs arrivées à la naissance de nombreux mouvements associatifs. En effet, entre 2003 et 2010, la présence croissante des réfugiés dans la localité de Garoua-Boulaï s'est accompagnée de la mise en place de regroupements associatifs de certains d'entre eux. Ces regroupements se donnaient pour objectifs de mutualiser leurs moyens et ressources dans ces contextes nouveaux qu'étaient leurs pays et localité d'accueil. Garoua-Boulaï s'est, de fait, constitué comme un espace social local marqué par l'action humanitaire. Cette configuration spécifique a créé les conditions favorables à la constitution de mouvements associatifs des réfugiés sous la houlette des organisations humanitaires Minfegue, (2019).

Le développement des regroupements associatifs des réfugiés centrafricains dans la ville de Garoua-Boulaï a permis un remodelage du milieu social de la zone. La vie communautaire ou sociale menée par les réfugiés centrafricains à Garoua-Boulaï tient ses origines du début de l'intensification de la détérioration du contexte socio-politique de la République Centrafricaine. Ainsi, dès leurs arrivées, il s'en est suivi la naissance du premier mouvement associatif d'envergure créé entre 2012 et 2013 et renforcé entre 2014 et 2015 à l'initiative des organisations humanitaires comme le HCR, CRS ou Première Urgence, constitué pour mieux gérer les problèmes des réfugiés centrafricains. Par ailleurs, on a aussi assisté à la naissance d'un second mouvement, plus disparate, réfère aux nombreux regroupements non formels (c'est-à-dire non déclarés à une autorité étatique) repérables dans

la commune. Produits d'initiatives individuelles ou collectives pas toujours associées aux entités humanitaires, ces structures relèvent d'une mobilisation initiée depuis la communauté des personnes réfugiées (organic mobilization). Elles s'organisent principalement autour de critères de genre (associations de femmes réfugiées notamment), de communautés d'activités professionnelles de type populaire (petits commerçants par exemple) et d'affinités « communautaires » (à l'instar de groupes de réfugiés appartenant aux communautés Gbaya ou Peul). On les trouve principalement dans l'espace urbain de Garoua-Boulaï.

Les mouvements associatifs des réfugiés centrafricains de Garoua-Boulaï ont toujours fonctionné suivant une certaine hiérarchisation. Leur mode de fonctionnement a été étudié par Minfegue (2019, *Op.cit.*), faisant état de l'existence du comité central des réfugiés est l'archétype de ce standard. Il est constitué de personnes justifiant du statut de réfugiés. Il a à sa tête un président élu par ses compatriotes réfugiés au terme d'une élection au suffrage direct. Il est à la tête d'un bureau constitué d'un nombre variable de membres, à savoir un vice-président, un à trois conseillers, un secrétaire général, un trésorier et accessoirement un ou deux commissaires aux comptes. Ce bureau est renouvelable annuellement. Le déploiement du comité central des réfugiés recoupe trois aspects importants qui reflètent les assignations fonctionnelles qui lui sont associées et la manière dont il s'insère dans la dynamique humanitaire au niveau local. D'abord, ce comité est envisagé comme le réceptacle des aspirations, des demandes des réfugiés qui seront, par la suite, portées auprès des structures humanitaires pour « traitement ». L'orientation du comité vers la résolution des problèmes s'exprime dans ce rôle. Ensuite, il est un outil à finalité informative voire communicative. Il sert de relais d'informations entre les acteurs humanitaires et les réfugiés. Ce rôle acte la logique d'intermédiation sous-jacente à ce comité. Enfin, le comité central se donne également à voir comme un élément-clé de l'architecture opérationnelle des organisations humanitaires. Il se présente ainsi comme un cadre de travail permettant d'assurer la mise en œuvre d'activités institutionnellement marquées à l'instar de la communication dite « communautaire » déjà évoquée ou encore des activités d'animation.

3.2.2. L'éducation à Garoua-Boulaï

L'éducation des réfugiés à Garoua-Boulaï concerne majoritairement les enfants âgés de 4 à 6 ans qui sont, bien évidemment enseignés par des personnes âgées centrafricaines. Le type d'enseignement varie en fonction de l'orientation des parents. Ainsi, dans la ville de Garoua-Boulaï, on rencontre des enfants qui vont soit à l'école coranique, soit alors dans des

écoles publiques d'État. Pour (Simeu Kamdem, 2023), le domaine éducatif est l'un des domaines clés de la prise en charge des réfugiés. Une recrudescence du taux traduit une avancée des actions menées par les organismes humanitaires, mais aussi et surtout, d'une volonté des réfugiés à s'auto prendre en charge. Des effectifs relativement stables sont observés, notamment 1 243 élèves représentent l'effectif total de tous les cycles de l'école publique de Gado-Badzéré³ ; soit 260 élèves camerounais sur 983 élèves réfugiés, ce qui traduit une implication des réfugiés à s'auto construire. Force est de constater que l'éducation n'a pas toujours fait partie intégrante de la vie de ces réfugiés. De ce fait, les réfugiés ont bénéficié après leur installation dans le camp en 2014 d'un aménagement d'infrastructures en matériaux provisoires (constructions en planches) destiné à assurer le suivi scolaire des enfants plus précisément des enfants en classe primaire. Par la suite, des reformes ont été faites dans ce domaine permettant d'apprécier de nos jours l'aménagement des écoles primaires en matériaux durs respectant les normes pouvant accueillir un bon nombre d'enfants. (Planche 16).

Planche 16 : Accès à l'éducation



Source : Enquêtes de terrain, 2023

Sur la photo, on observe plusieurs enfants réfugiés centrafricains qui pratiquent l'école coranique, avec des ardoises en bois contenant des écrits en arabe. Cette école est pratiquée aussi bien par des petits garçons que par de petites filles. Les âges varient entre 4 et 6 ans. Par contre sur la photo, on aperçoit, à droite, deux jeunes garçons centrafricains, qui arborent une tenue (bleue ciel en haut et une culotte kaki en bas) et qui vont plutôt dans une école publique d'État.

³ L'une des zones avec un taux élevé de réfugiés centrafricains qui n'a cessé de croître depuis 2013

L'arrivée des réfugiés centrafricains au niveau de Garoua-Boulaïa donc conduit les pouvoirs publics camerounais à réorganiser le secteur de l'enseignement notamment pour ce qui est des enfants. D'après Kamdem (2016), Face aux afflux massifs de réfugiés en provenance de la République Centrafricaine dans la seconde moitié des années 2000, les services publics camerounais ont dû se réorganiser. Le secteur de l'éducation a connu la création de nouvelles structures à l'instar des inspections d'arrondissement de l'éducation de base, en guise de réponse à la présence de ces populations vulnérables. Cependant, l'éducation des réfugiés centrafricains présents dans certains villages de la Commune de Garoua-Boulaï, n'est pas uniquement destinée aux enfants des réfugiés. Garoua-Boulaï offre en matière d'éducation de base un total de trois écoles maternelles et vingt-huit (28) écoles primaires. Au niveau du secondaire, ce sont au total 4 établissements qui existent à Garoua-Boulaï (tableau 8).

Tableau 8 : Répartition des établissements scolaires par niveau à Garoua Boulaï

Niveau	Nombre d'établissements
Maternelle	3
Primaire	28
Secondaire	4

Source : enquête de terrain 2023

Garoua-Boulaï compte en son sein 35 établissements scolaires, dont trois (3) écoles maternelles, deux (2) sont publiques et une (1) privée. Au niveau primaire, on compte vingt-deux (22) écoles publiques pour six (6) écoles privées. S'agissant du secondaire, on dénombre un (1) lycée, un (1) CETIC et un (1) CES. L'offre en matière éducation dans sa globalité reste très insuffisante à Garoua-Boulaï malgré les efforts des acteurs de l'éducation.

En s'intéressant à la gestion de ces réfugiés dans la zone de Gado à Garoua-Boulaï, (Simeu Kamdem 2023) a pu s'intéresser à la participation des femmes âgées et réfugiées centrafricaines à pouvoir s'intégrer dans l'apprentissage. L'alphabétisation des femmes est un exercice en cours dans le camp de réfugié de Gado. Ces femmes et filles sont plus vulnérables (aux violences basées sur le genre) et moins couvertes par les interventions à haut impact telle que l'éducation. D'où l'intérêt de porter également une attention particulière à leur éducation. Ainsi donc, leur engouement et leur participation malgré, les réticences de leur mari, est un résultat plutôt positif. De plus, l'une des caractéristiques de la population réfugiée qui est en majorité Peul et musulmane est la non-scolarisation, surtout celle de la jeune fille, encore

moins celle de la femme. Venues de la Centrafrique avec leurs coutumes et mœurs, les réfugiés sont durant leur séjour dans le camp de Gado-Badzéré appelés à participer mieux encore à intégrer un certain nombre d'activités afin de pouvoir se mettre sur la route de l'autonomisation. C'est ainsi que 7 à 13 femmes sur 36 femmes réfugiées comprises dans un intervalle d'âge pouvant recevoir des enseignements suivent des cours d'alphabétisation ; ce qui est à encourager. (Photo 16)

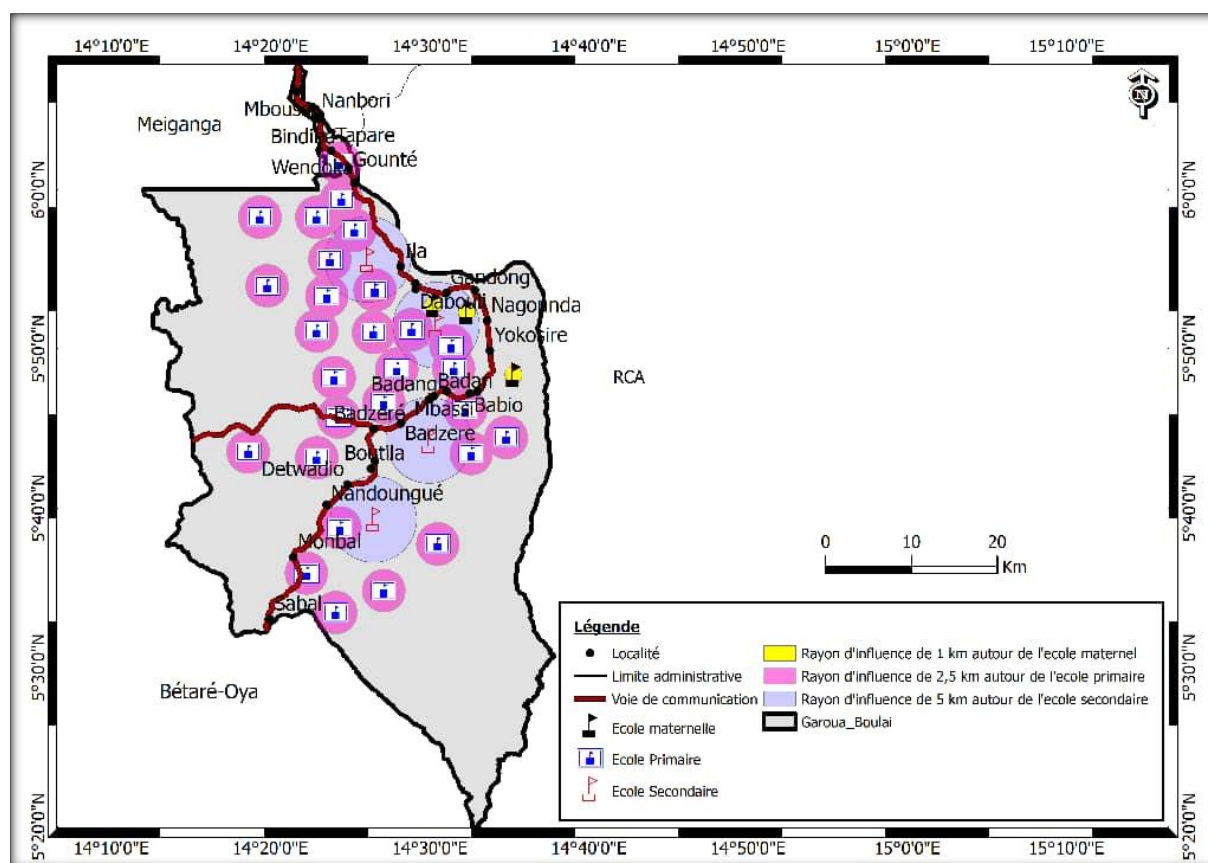


Source : Enquêtes de terrain, 2023

Photo 15 : Cours d'alphabétisation des femmes réfugiées dans le camp de Gado-Badzéré

Sur la photo, on observe des femmes réfugiées centrafricaines assises sur des nattes et participant à un cours dispensé également par une femme.

Il faut préciser que depuis l'arrivée des réfugiés, on constate une augmentation des établissements scolaires à la fois dans la ville, mais aussi dans la Commune de Garoua-Boulai de manière générale (figure 33).



Source : Levée GPS 2023

Figure 33 : Cartographie établissements scolaire de la zone d'étude

Les établissements scolaires sont le plus concentrés dans la ville et autour du camp de réfugiés de Gado.

3.2.3. Installation des réfugiés et amélioration de l'offre en services de santé

L'installation massive et progressive des réfugiés centrafricains dans la ville de Garoua-Boulai a également pour impact majeur sur le terrain l'amélioration de l'offre en service de santé. En effet, en 2011, Garoua-boula ne comptait que sept (7) formations sanitaires cinq (5) publiques, une (1) confessionnelle et une (1) privée (tableau 9).

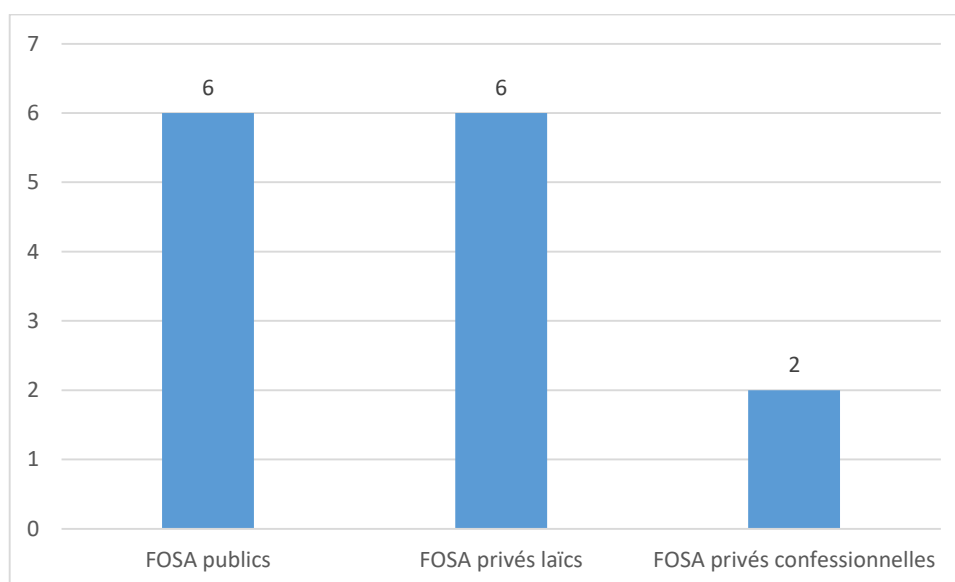
Tableau 9 : Centre de santé intégrés de Garoua-Boulai

Village/quartier	Statut du centre
Gado	CSI
Bindida	CSI
Nandoungué	CSI
Sabal	CSC
Marché central	HD

Goza	Privée
Gbaya	Armée

Source : collecte des données santé, DEUC et DPNV (Diagnostic participatif niveau village, 2011).

En 2011, les centres de santé intégrés à Garoua-Boulaï (CSI) représentaient plus de la moitié des formations sanitaires publiques (trois sur cinq). On n'y dénombrait que deux formations sanitaires avec un plateau technique raisonnable. Garoua-Boulaï comptait à cette époque au total six (6) médecins dont seulement deux (2) exerçaient leur métier dans les formations sanitaires publiques. De nos jours, la situation s'est considérablement améliorée. En treize (13) années, le nombre de formations sanitaires a doublé à Garoua-Boulaï. On est passé de sept (7) formations sanitaires à quatorze (14) comme l'illustre la figure 30 ci-dessous.

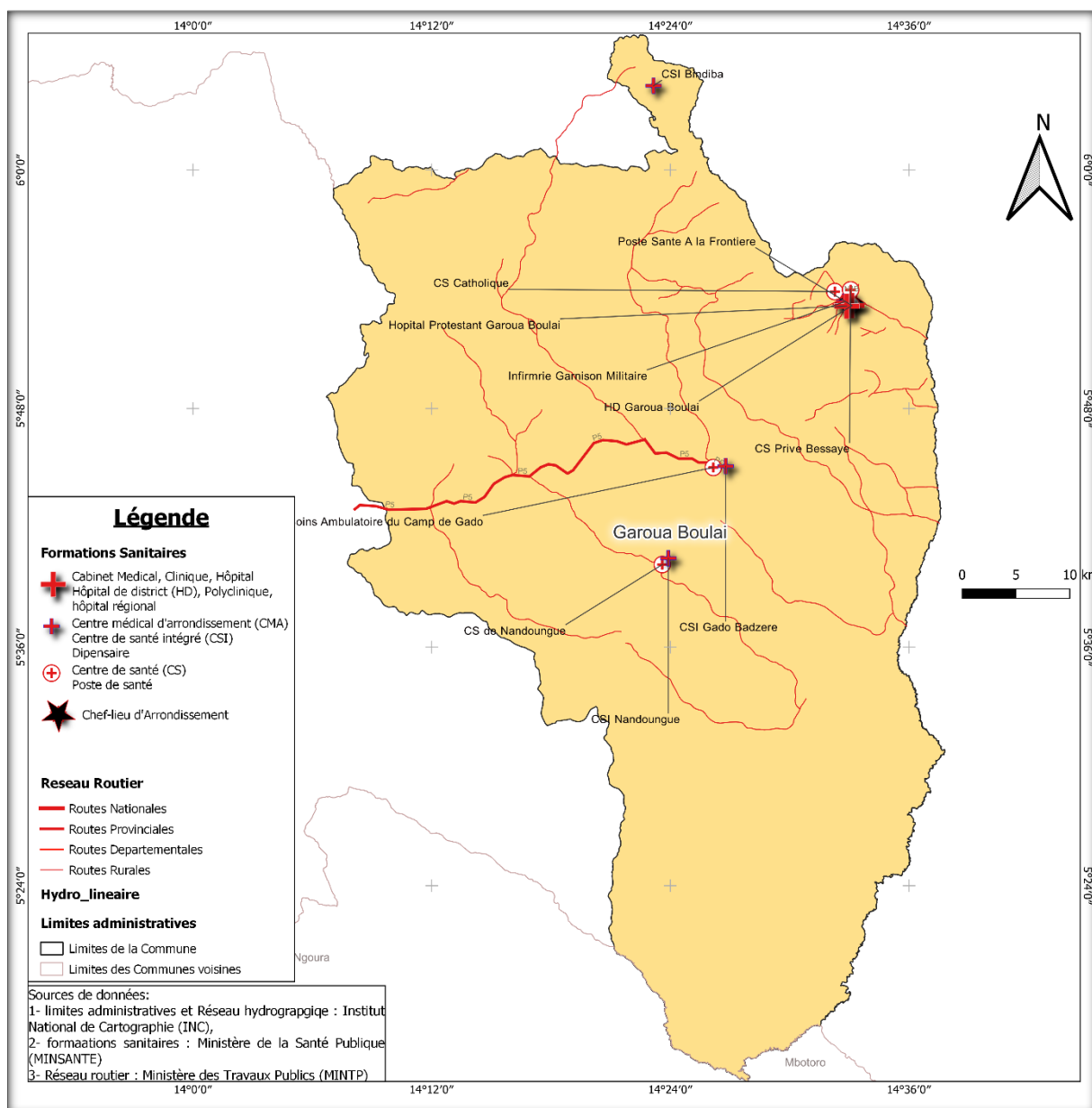


Source : Données MINSANTE, 2022

Figure 34 : Les formations sanitaires à Garoua-Boulaï

De nos jours, Garoua-Boulaï compte six (6) formations sanitaires publiques (soit le double par rapport à 2011). Six (6) autres formations sanitaires privées ont été construites, mais également deux (2) formations sanitaires confessionnelles.

De nos jours, ces formations sanitaires ne sont plus seulement concentrées dans la ville de Garoua-Boulaï, mais un peu de partout dans la Commune comme le montre la figure 35.



Source : MINSANTE, 2023

Figure 35 : Répartition des formations sanitaires dans la zone d'étude

Il est certes vrai que le clair des formations sanitaires présentes dans la ville de Garoua-Boulai mais on retrouve aussi des formations sanitaires à Gado au niveau du camp de réfugiés, à Noundoungue et à Bindiba.

CONCLUSION

Au terme de ce chapitre qui portait sur la contribution des réfugiés centrafricains sur le développement socio-économique de la ville de Garoua-Boulai, il en ressort que les réfugiés contribuent de manière significative à la croissance du tissu économique et au remodelage de la vie sociale dans la ville de Garoua-Boulai. Sur le plan économique, les réfugiés centrafricains pratiquent le petit commerce qui concerne la commercialisation des denrées alimentaires, le textile, le bois de chauffage, etc...ils pratiquent également l'agriculture et le transport dans le secteur informel. Toutefois, ceux des réfugiés centrafricains qui exercent dans le secteur formel pratiquent beaucoup plus l'agriculture (la volaille et le bétail). Par ailleurs, la présence des réfugiés centrafricains à Garoua-Boulai participe à un remodelage du cadre de vie sociale. Ils participent aux activités éducatives, à la création de mouvement associatifs, aux formations professionnelles, à l'usage des services publics tels que les hôpitaux, les services de l'UNHCR, etc...seulement, l'intégration socio-économique des réfugiés centrafricains dans la ville de Garoua-Boulai n'est pas sans conséquences tant sur le plan des relations réfugiés-réfugiés ou réfugiés et populations locales.

CHAPITRE 4 :

DIFFICULTÉS A L'EFFECTIVITÉ DE L'INSERTION DES RÉFUGIÉS ET LES STRATÉGIES DEVELOPPÉES PAR LES ACTEURS POUR RENFORCER LEUR INTÉGRATION DANS LA VILLE DE GROUA-BOULAI

Introduction

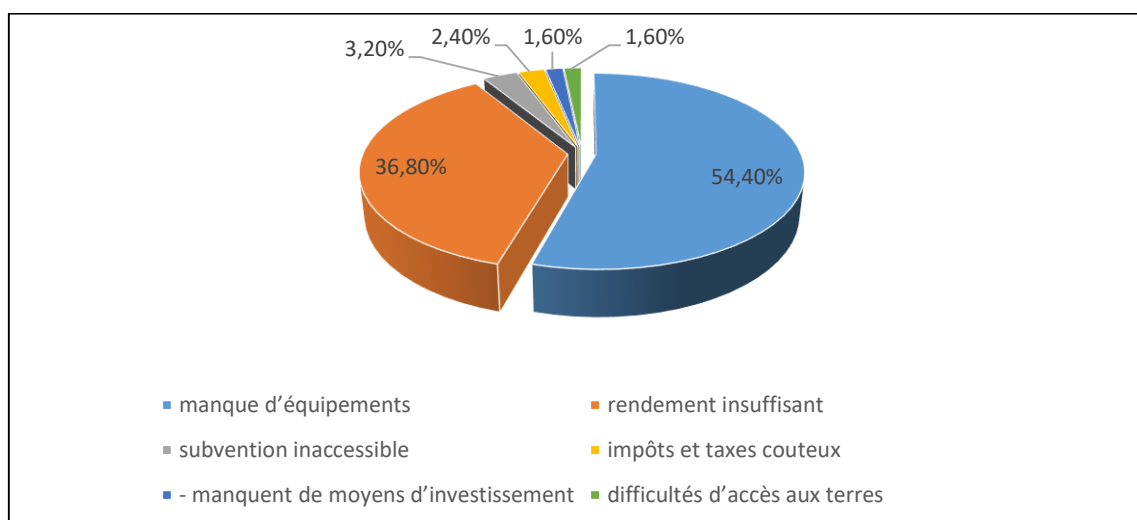
Au fil du temps, l'on remarque de plus en plus le développement des activités des réfugiés centrafricains dans la ville de Garoua-Boulai. Mais, il faut préciser que l'intégration sociale, le développement pour la prospérité des activités économiques des réfugiés centrafricains dans la ville Garoua-Boulai n'est pas sans encombre. L'objectif de ce chapitre est d'analyser les obstacles à l'effectivité de l'insertion des réfugiés et les stratégies développées par les acteurs pour renforcer leur intégration à Garoua-Boulai. Nous partons de l'hypothèse selon laquelle l'intégration socioéconomique des réfugiés rencontre de nombreux obstacles, ce qui freine l'épanouissement de ces derniers à Garoua-Boulai. Dans ce chapitre, il est question dans la première partie de présenter les différents obstacles auxquels font face les réfugiés pour leur intégration sociale et économique à Garoua-Boulai. Dans la deuxième partie, nous allons présenter les stratégies développées par les acteurs institutionnels et locaux pour faciliter leur intégration.

4.1. Les obstacles à l'insertion des réfugiés centrafricains à Garoua-boulai

Les obstacles à l'insertion des réfugiés centrafricains dans la ville de Garoua-Boulai se situent à plusieurs niveaux, tant au niveau socio-économique que sur le plan institutionnel. D'après (De-Banguirys, 2016), dans les zones d'accueil, les réfugiés centrafricains font face à des enjeux complexes notamment en matière de gestion territoriale, des ressources naturelles, de l'accès à l'eau, à l'éducation et à l'alimentation. Pour ce qui est de l'accès à l'alimentation, le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire est en augmentation dans ces régions. Il faut préciser que dans la ville de manière générale, 15,5% de la population hôte est en situation d'insécurité alimentaire Rapid (EFSA, 2014). La proportion des réfugiés en insécurité alimentaire est d'environ 75%, dont 20% en situation d'insécurité alimentaire sévère car tous les nouveaux réfugiés dépendent encore de l'assistance alimentaire.

4.1.1. Obstacles liés à la pratique des activités économiques

La plupart des réfugiés centrafricains qui se trouvent actuellement dans la ville de Garoua-Boulaï, qui mène des activités génératrices de revenus pour subvenir à leur besoins, éprouve un certain nombre de difficultés qui ne facilitent, ou qui freinent la pratique de leurs activités à Garoua-Boulaï (figure 36).



Source : Enquêtes de terrain, 2023

Figure 36 : Principaux obstacles rencontrés par les réfugiés centrafricains à Garoua-Boulaï

A la lecture des données de la figure 36, on constate que les réfugiés centrafricains font face à certaines difficultés ou obstacles à l'évolution sereine de leurs activités à Garoua-Boulaï. 54,40%, ont révélé le manque des équipements pour mener leurs activités. Il est important de signaler qu'il s'agit pour la plupart des équipements marchands aménagés pour permettre aux réfugiés d'installer leurs marchandises. D'après ce qu'ont souligné certains commerçants centrafricains, le fait d'installer les marchandises, à même le sol n'encourage pas la clientèle à les acheter, car d'après eux, les produits commercialisés par les réfugiés centrafricains sont impropres à la consommation. D'un autre côté, la population locale est réticente envers les réfugiés à cause des cas de duperie. C'est l'exemple de la vente des plantes dites médicinales. Pour exprimer son désarroi, un des réfugiés centrafricains commerçant à Garoua-Boulaï a été assez expressif à cet effet lorsqu'il déclare :

ici à Garoua-Boulaï, nous rencontrons beaucoup de problèmes, les populations locales ne nous considèrent pas encore vraiment comme leurs frères, pourtant nous sommes tous africains, par exemple, on fait de notre mieux pour vendre la nourriture, mais comme il n'y a pas les comptoirs pour nous, on est obligé

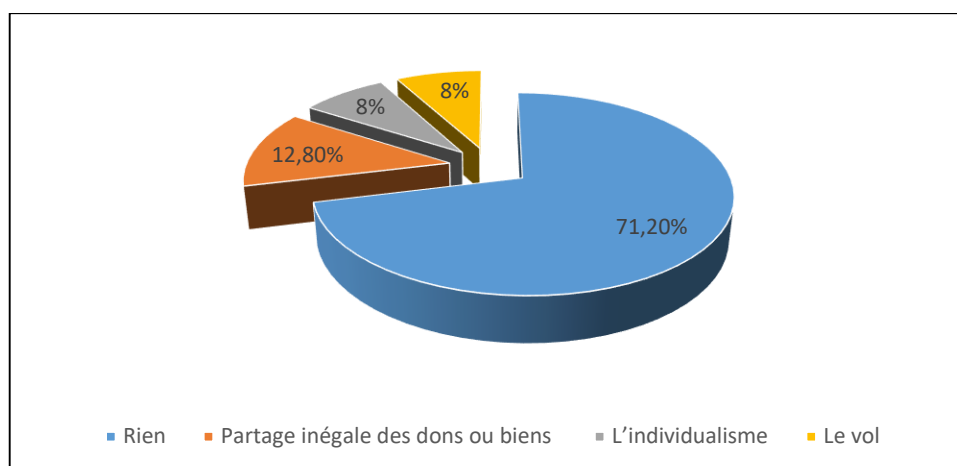
d'installer nos produits au sol, et ça fait fuir certains clients, ils disent que nous ne sommes pas propres (...)

Ce témoignage justifie à suffisance la manière dont les réfugiés sont traités à Garoua-Boulai. Cette situation appelle les pouvoirs publics à redynamiser leur politique en vue d'établir un climat de confiance entre les locaux et les réfugiés. Dans l'ensemble, les réfugiés centrafricains qui ne mènent pas des AGR dans la ville de Garoua-Boulai, souffrent de l'insécurité alimentaire ; dans la mesure où ils ne possèdent pas les moyens pour pouvoir se nourrir éventuellement.

Les AGR, considérées par les réfugiés centrafricains comme un moyen leur permettant de se prendre en charge, se heurtent également au problème de financement de leurs activités. En effet, 3,20% ont révélé le problème de l'inaccessibilité des financements pour pouvoir pratiquer leurs activités. D'ailleurs, l'un des obstacles que rencontrent les réfugiés désireux de pratiquer une activité génératrice de revenus (AGR) est celui du manque et/ou de la baisse de finances pour soutenir les projets et activités des réfugiés de la part des acteurs humanitaires (Tiomo et Simeu Kamdem, 2023).

La mise sur pied des AGR par les réfugiés, encouragés par les représentants du HCR à Garoua-Boulai, révèle une réalité tristement mal perçue par les réfugiés. En effet, compte tenu du nombre élevé des membres des familles des réfugiés, la pratique des AGR est considérée comme une voie de maintenance en survie de leur famille, cependant, ils font face à la difficulté liée au financement de leurs projets économiques, ce qui met en berne leur savoir-faire. Les chefs de famille ne peuvent pas à cet effet, produire des revenus pouvant contribuer au développement socioéconomique de la ville de Garoua-Boulai.

À propos des rapports inter-réfugiés centrafricains de la ville de Garoua-Boulai, certaines raisons et faits entravent les relations sociales entre eux, créant ainsi des mésententes et des conflits (figure 37). Ces conflits ont un impact considérable sur la cohésion sociale et le bon déroulement des activités économiques. Ce qui se manifeste concrètement par le fait qu'une personne lambda préfère par exemple ne pas acheter les choses aux personnes n'appartenant qu'à sa communauté lorsqu'il est au marché.

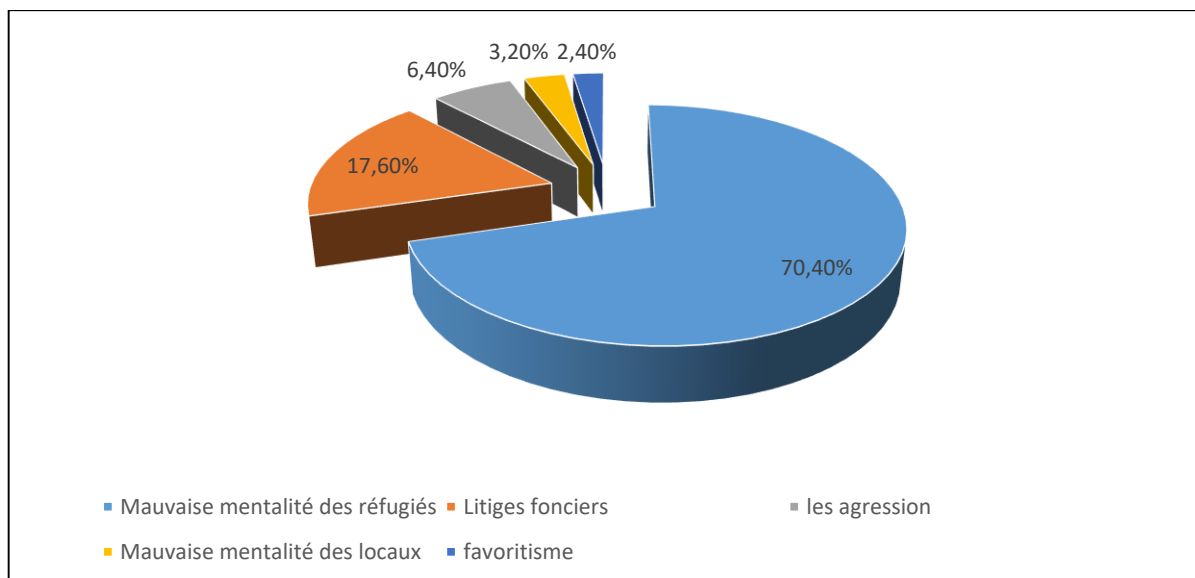


Source : Enquêtes de terrain, 2023

Figure 37: **Raisons des conflits inter-réfugiés**

En observant les données de la figure 37 ci-dessus, l'on remarque, que 71,20%, ne trouvent aucune raison qui oppose les réfugiés entre eux à Garoua-Boulaï. Seulement, 8% ont révélé qu'il y a l'individualisme qui oppose les réfugiés, dégradant ainsi leurs relations. L'individualisme se fait particulièrement ressentir au niveau des associations qui regroupent les réfugiés centrafricains dans la ville de Garoua-Boulaï. Notamment en ce qui concerne les questions du pouvoir et du *leadership*. En effet, le poste de président d'association inclus un certain nombre d'avantages dont les différents leaders n'entendent pas souvent faire profiter aux autres membres ; notamment en ce qui concerne les possibilités de réception des dons (Ce qu'ont révélé les 12,80%, qui d'après eux s'identifie au vol (8%). Certains chefs d'association procèdent ainsi à un partage inégal, ce qui a tendance à créer des relations conflictogènes entre réfugiés centrafricains.

Les problèmes entre réfugiés dans la ville de Garoua-Boulaï ont des répercussions au niveau de l'atmosphère sociale de la ville. D'ailleurs, cette situation a mis à mal l'ordre public à Garoua-Boulaï, contraignant les autorités locales à intervenir. Cette réaction s'est traduite par une descente des forces militaires sur les lieux afin de mettre fin aux affrontements (Minfegue, 2019). Les problèmes entre réfugiés engendrent inéluctablement les tensions entre réfugiés et populations pour un certain nombre de raisons identifiées durant les enquêtes de terrain (figure 38)



Source : Enquêtes de terrain, 2023

Figure 38 : **Raisons des tensions entre réfugiés centrafricains et les populations locales**

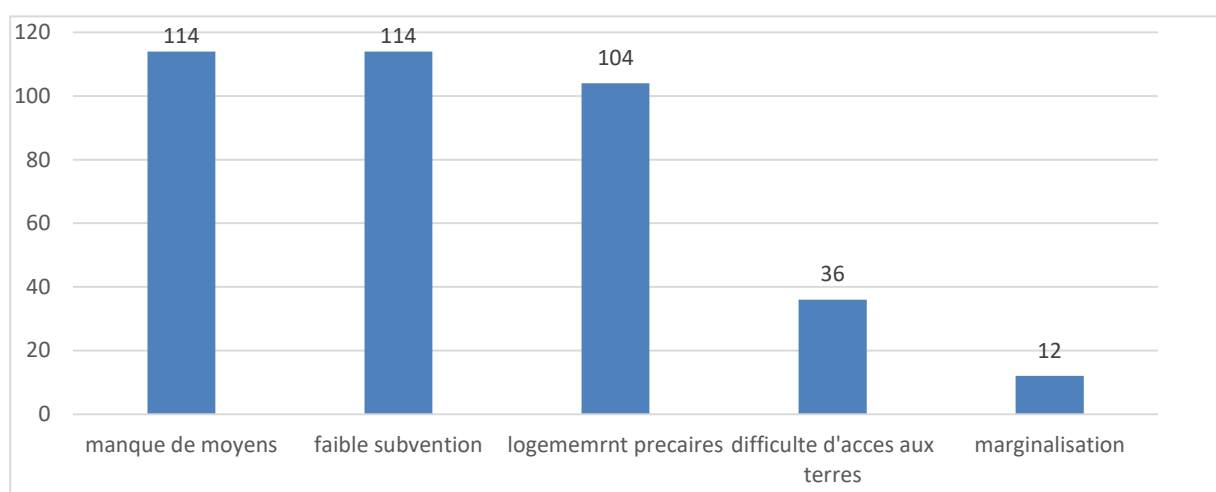
Les principales raisons qui opposent les populations locales et les réfugiés centrafricains à Garoua-Boulai est la mauvaise mentalité des réfugiés (70,40% des enquêtés). Les réfugiés sont par exemple accusés de vendre des plantes thérapeutiques d'aucune efficacité. Ce qui ne facilite pas leur acceptation ou leur intégration sociale dans la ville. À côté de la mauvaise mentalité des réfugiés centrafricains évoquée par les populations locales, ces dernières, soit les 2,40%, évoquent également le fait que les réfugiés centrafricains sont favorisés, du fait qu'ils reçoivent, quelque fois des dons et des assistances de certains organismes comme l'UNHCR. Toutefois, 3,20% des réfugiés reprochent également aux populations de ne pas bien se comporter envers eux. Les tensions entre réfugiés centrafricains et les populations ont sans cesse suscité des conflits.

Par ailleurs, une autre cause qui crée des rapports conflictogènes entre réfugiés et populations locales est le problème des litiges fonciers (17,60% des enquêtés). Ces problèmes surgissent compte tenu du nombre croissant de réfugiés centrafricains qui ne cesse de rejoindre la ville de Garoua-Boulai. Pour De-Banguirys (2016), l'afflux de population n'est pas sans conséquences sur l'accès aux terres cultivables, toute situation qui peut mettre à l'épreuve la cohabitation communautaire entre les réfugiés eux même et entre eux et les populations d'accueil. Ces conflits sont inhérents à la volonté des réfugiés centrafricains à pratiquer l'agriculture pour subvenir à leur besoin alimentaire, ils ne procèdent pas toujours

par des demandes de location des terres, aux populations locales, pour pratiquer leur activité agricole.

4.1.2. Accès aux financements pour les ARG

Plusieurs difficultés sont déplorées par les réfugiés en ce qui concerne la création d'une AGR (figure 34). Il s'agit entre autres au manque de moyen pour se lancer à son propre compte, de plus, les subventions qui les sont octroyées sont très faibles. De fait de leur situation, certains estiment ne pas pouvoir avoir accès aux terres de manière définitive ; outre cela, certains se sentent marginalisés à Garoua-Boulai.



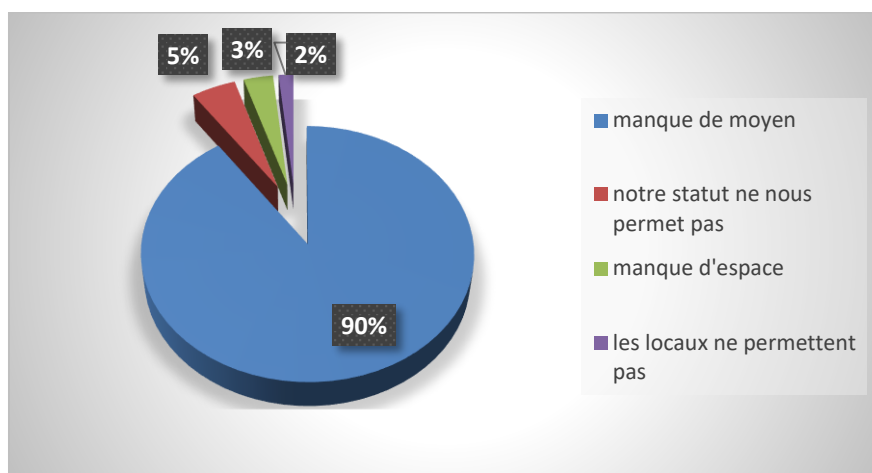
Source : Enquête de terrain 2023

Figure 39 : Principaux problèmes rencontrés par les réfugiés à Garoua-Boulai

Les problèmes les plus importants que rencontrent les réfugiés ont un lien étroit avec leur autonomisation. On note un manque de moyens à la fois financiers et techniques, des faibles subventions un déficit en logements de qualité, les difficultés d'accès aux terres et par-dessus tout une marginalisation de certains groupes. A ces principaux problèmes viennent se greffer les problèmes alimentaires, de santé, d'éducation et de sécurité. L'on pourrait penser que le réfugié rencontre plus de problèmes et n'a que très peu de solutions.

Le constat est cependant autre. Les réfugiés développent diverses formes de mécanismes pour s'auto-gérer. La première des mesures qui est généralement prise est le recours aux activités informelles. Bien sûr l'objectif ici est d'apporter une nouvelle source de revenus pour subvenir aux besoins de la famille. C'est de cette façon que l'on se retrouve pour la plupart dans les petits métiers (mototaxi, agriculture, élevage, commerce etc...). C'est-à-dire que face aux problèmes qui sont grandissants, on est obligé (le réfugié) de

trouver une autre alternative aux apports extérieurs (actions humanitaires). Soulignons que l'accès à ces activités est très compliqué pour le réfugié compte tenu de son statut. Mais au fil des années ils finissent tant bien que mal à s'intégrer dans la société et apporter une contribution considérable au développement de ladite localité. Il existe plusieurs freins à l'accès aux différentes activités. Les réfugiés font régulièrement face au manque de moyens (techniques et financiers), à des difficultés liées à leur statut de réfugiés, au manque d'espace pour la mise en œuvre de leurs activités et quelques fois aux obstacles liés aux appréhensions des locaux. La figure 40 ci-dessous met en relief les difficultés d'accès aux activités génératrices de revenus par les réfugiés.



Source : Enquête de terrain 2023

Figure 40 : **Difficultés d'accès aux activités génératrices de revenus pour les réfugiés.**

Le manque des moyens financiers sont la principale raison pour laquelle certains réfugiés ne créent pas une AGR (90% des réfugiés). Pour d'autres, le problème est ailleurs, comme le fait que selon eux les populations locales ne le permettent pas (2%), ou encore ceux qui pensent que leur situation ne le permettait pas (5%).

4.1.3. La sous-scolarisation des enfants réfugiés centrafricains à Garoua-Boulai

Les déplacements massifs des centrafricains vers les zones orientales du Cameroun, en général et particulièrement dans la ville de Garoua-boulai, incite les parents, qui pour la plupart, possède une taille de ménage avec 3 enfants en moyenne, à penser à leur éducation. Seulement, les parents d'enfants réfugiés centrafricains de Garoua-Boulai se trouvent face à certaines difficultés liées notamment aux frais de scolarisation de leurs enfants, pour ce qui est des écoles publiques. Les données recueillies sur le terrain font état de ce que la

conséquence du déficit d'infrastructures marchands alloués aux réfugiés centrafricains de Garoua-Boulai, est l'insuffisance ou les faibles rendements de la commercialisation de leurs marchandises. C'est ce qu'ont révélé les 36,80% des enquêtés. Ces faibles revenus influencent quant à eux l'insertion sociale des enfants réfugiés centrafricains, dans la mesure où les parents ne peuvent pas les inscrire dans des écoles publiques, ils se retrouvent dans une situation vulnérable en matière d'éducation.

Cette situation de vulnérabilité oblige les parents à rediriger les enfants vers la pratique du commerce ambulante ou dans les marchés, ce qui a tendance à créer en eux, un sentiment envieux auprès des enfants qui sont scolarisés. Toutefois, l'école coranique est une voie de recours pour certains parents qui souhaitent absolument que leurs enfants reçoivent des enseignements. Cependant, on constate quelque fois que cette voie de recours, bien qu'encourageante n'est pas encadrée par les autorités compétentes. Les élèves, réfugiés centrafricains pratiquant l'école coranique, se trouvent souvent en situation de sureffectif et sur des espaces restreints. Ce qui pourrait réduire leur niveau de compréhension des leçons prodiguées (photo 18).



Source : Enquêtes de terrain, 2023

Photo 16 : École coranique

Sur la photo, on observe des élèves réfugiés centrafricains, assis sur des tissus et sacs et pratiquant l'école coranique.

Le problème de scolarisation des enfants réfugiés centrafricains au Cameroun est une préoccupation majeure dans les politiques éducatives de pays. En effet, malgré ses diverses manifestations d'intention⁴ à reconnaître le droit absolu à l'éducation pour tous, le Cameroun⁵

⁴ Déclaration Universelle des Droits de l'Homme en son article 26, (alinéa 1) ; Convention relative aux Droits des Enfants en son article 28 ; Convention de Genève du 28 juillet 1951 portant statut des Réfugiés, stipule en

peine toujours à tenir ses engagements, particulièrement en ce qui concerne l'effectivité de l'éducation des enfants réfugiés (Kamdem, 2016). Le problème de la sous-scolarisation des réfugiés centrafricains à Garoua-Boulai n'est pas le seul, dans les difficultés que rencontrent les réfugiés centrafricains.

D'après (Kapande, 2015), en milieu rural comme en milieu urbain, les réfugiés sont confrontés aux mêmes problèmes sociaux ; même si les degrés de perception sont différents d'un milieu à un autre. Parmi ces problèmes, l'accès aux services sociaux de base comme l'éducation et la santé d'une part, la cohabitation avec les populations locales d'autre part semblent être les plus récurrents. En effet, pour les réfugiés vivant au Cameroun, l'accès aux services sociaux essentiels demeure limité. Si le droit à l'éducation est un droit universel, il convient de noter que tous les réfugiés n'y ont pas droit. Seuls les réfugiés ayant une protection internationale, c'est-à-dire reconnus par l'U.N.H.C.R⁶ bénéficient d'une couverture scolaire⁷. Cependant, leur nombre demeure marginal par rapport aux réfugiés "*prima facie*"⁸. (Kapande, 2015, *Op.cit.*).

4.1.3. Les réfugiés centrafricains et le problème de leur identification

L'une des actions que mène le HCR lorsque les vagues de réfugiés arrivent dans les sites qui leurs ont été aménagés par ce dernier, est de procéder à leur identification. Ceci passe par l'établissement des cartes d'identités des réfugiés. Cette procédure consiste à se faire enrôler par les organismes responsables de la fourniture des cartes et documents légaux pour réfugiés Tiomo et S .Kamdem, (2023). Une carte d'identité est bénéfique pour un réfugié car il permet non seulement de l'identifier, mais également, avec cette carte il jouit d'un certain nombre d'avantage comme par exemple les apports alimentaires. C'est donc une pièce d'une grande valeur pour celui qui la possède. Cependant, d'après nos investigations de terrain, 62,3% des enquêtés ont révélé posséder une carte d'identité.

son article 22 ; Déclaration d'engagement de la Conférence Mondiale pour l'Éducation pour Tous, réunie à Jomtien en Thaïlande ; Forum Mondial de l'Éducation tenu à Dakar (2000)

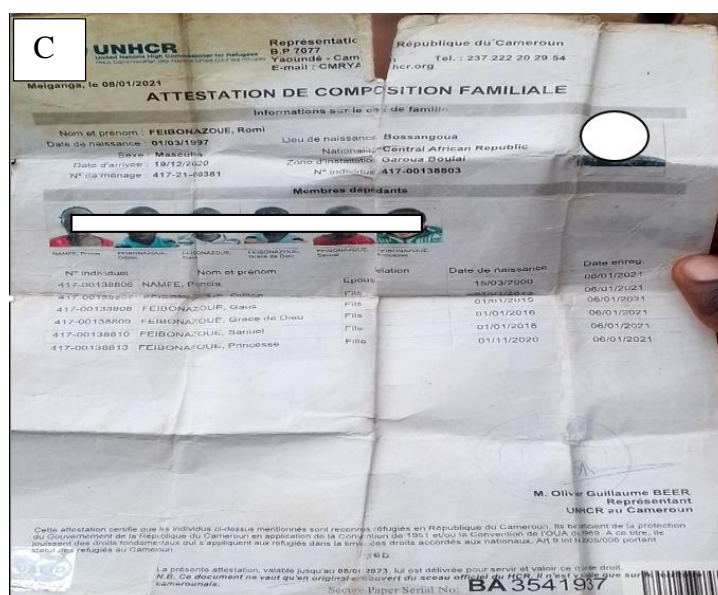
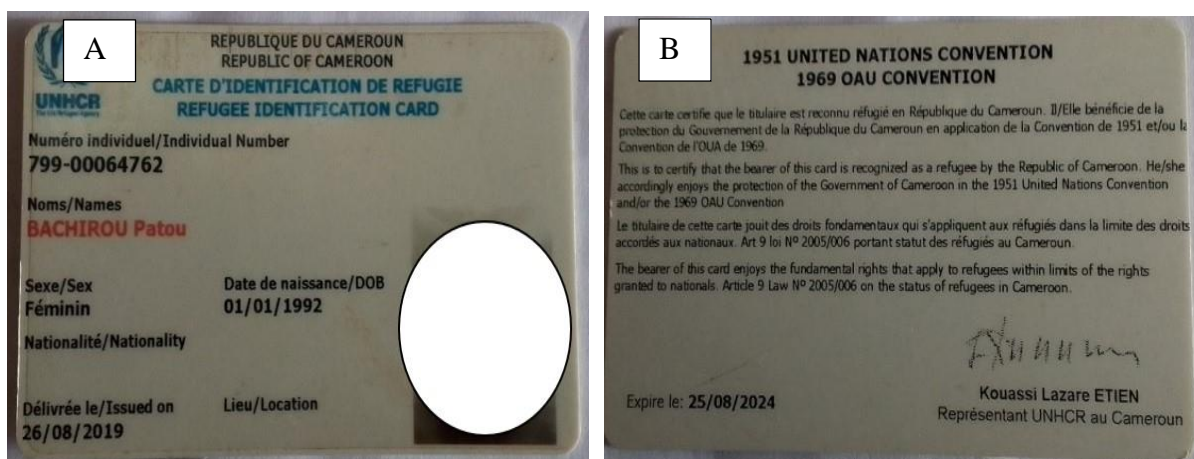
⁵ Loi n°2005/006 du 27 juillet 2005 portant statut des réfugiés au Cameroun en son article 9 ; Document de Stratégie Sectorielle de l'Éducation - Horizon 2015 (DSSE – 2015) ciblant les populations vulnérables à l'instar des réfugiés.

⁶ Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés

⁷ J.-P. Uwimana, "Témoignages sur la situation des réfugiés...", p.122.

⁸ L'expression "réfugiés *prima facie*" (à première vue) désigne les réfugiés qui, arrivant par groupes d'un pays dont la situation politique est internationalement caractérisée par l'instabilité, se voient attribuer collectivement la qualité de réfugié. Ils sont différents des réfugiés conventionnés, c'est-à-dire dont le statut est établi sur une base individuelle conformément à la procédure prescrite par la convention de Genève de 1951.

Planche 17 : Carte d'identité d'une réfugiée centrafricaine



Source : Enquêtes de terrain, 2023

La planche ci-dessus nous permet d'avoir une connaissance précise sur les informations que comportent les cartes des réfugiés centrafricains de Garoua-Boulai. On peut y apercevoir (photo A), le nom du pays qui leur fournit l'abri, à savoir la République du Cameroun, le numéro individuel du réfugié, qui est unique à chaque réfugié permettant par là même, de les identifier facilement. En effet, chaque réfugié est tenu de maîtriser son numéro individuel. Sur la carte, on peut également voir le nom, le sexe, la date de naissance, la date de délivrance, un portrait du propriétaire de la carte. Sur la photo B, une note issue de la convention des nations unies de 1951, à l'attention des réfugiés. On voit également la date de péremption de la carte et le nom du représentant de l'UNHCR au Cameroun.

L'enjeu autour de l'identification des enquêtés est lié aussi à la distribution des dons. En effet, avec une base de données contenant des informations précises sur chaque famille recensée, le HCR peut facilement distribuer les dons, en tenant compte de la taille des ménages⁹. Pour cela, chaque ménage se doit de fournir une attestation des compositions familiales.

Sur la photo C qui présente la composition familiale d'une famille de réfugiés centrafricains, on observe plusieurs informations permettant d'identifier chaque membre de la famille. On peut y voir les données de l'UNHCR et ses coordonnées de représentation au niveau du Cameroun (siège social, numéro de téléphone, email), la date, les informations spécifiques de la famille (nom du chef de famille, date de naissance, sexe, lieu de nationalité, nationalité, date d'arrivée, zone d'installation, numéro de ménage, numéro individuel et le portrait du chef de ménage) on peut également voir les informations sur les enfants que contient le ménage (nombre d'enfants, 5 pour le cas de ce ménage), noms, date, lieu de naissance, date d'enregistrement, numéro individuel de chaque enfant enregistré), la signature et le cachet du représentant de l'UNHCR au Cameroun.

Cependant, à côté des enquêtés ayant révélé posséder une carte d'identité des réfugiés, il y a 37,7% qui n'en possèdent pas, et se retrouvent par là même dans une situation d'insécurité. Cette situation est notamment due aux facteurs inhérents aux stratégies mises en place par l'UNHCR dans la gestion des réfugiés une fois dans la ville de Garoua-Boulai.

D'après (Tiomo et Simeu Kamdem, 2023), le HCR a pour *leitmotiv* d'améliorer la protection des réfugiés à travers l'enregistrement biométrique. Cependant, les réfugiés ne détenant pas ces documents légaux ou encore détenant des documents expirés font face à un handicap. Face à cela, les réfugiés ne peuvent ni recevoir des dons, ni même se déplacer.

Ainsi, cette situation permet de comprendre la nécessité pour ces réfugiés d'obtenir le plus rapidement possible ces documents légaux. La non-détention ou l'expiration de ces documents cause des dommages surtout aux plus nécessiteux créant ainsi un handicap dans leur prise en charge. Il est donc nécessaire de classer de cet élément comme l'un des problèmes fondamentaux que rencontre bon nombre de réfugiés centrafricains. Cette situation pousse à interroger les stratégies mises en place pour la gestion des réfugiés, qui semblent,

⁹ Ceci n'est pas toujours effectif dans toutes les familles, d'après les enquêtes de terrain, certains réfugiés centrafricains à Garoua-Boulai ont révélé souvent recevoir des dons qui ne leur permettent pas de nourrir suffisamment leur famille.

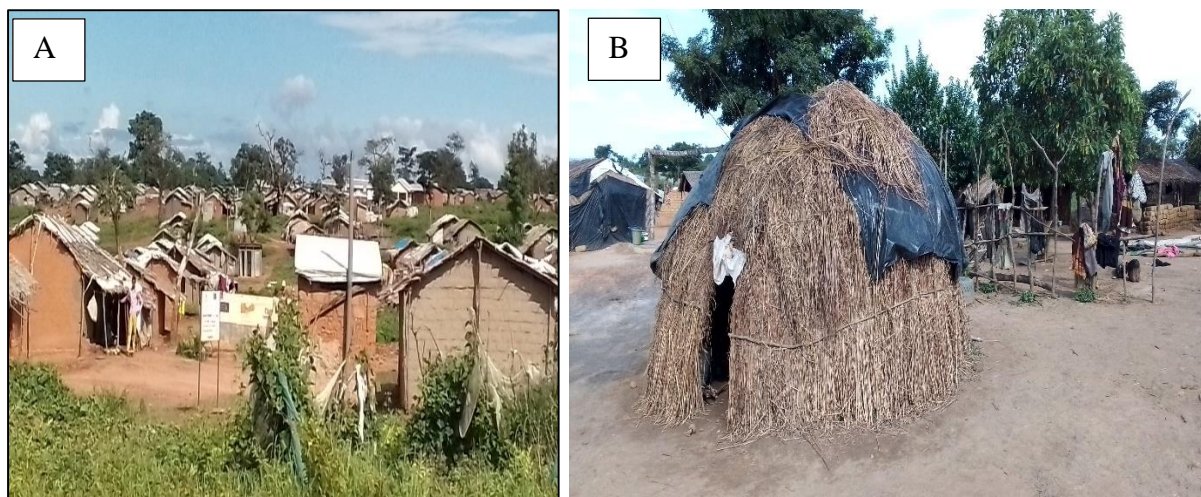
jusqu'ici, ne pas fonctionner correctement, du reste en ce qui concerne l'identification et l'enregistrement des réfugiés centrafricains à Garoua-Boulai.

Les réfugiés qui ne disposent pas de cette identification sont dans un anonymat total. Ils ont de ce fait des difficultés à s'intégrer ou même à exercer une activité génératrice de revenus et de pratiquer d'autres activités sociales (comme les inscriptions dans les réunions, etc...) en toute quiétude.

4.1.4. La précarité des logements des réfugiés

L'arrivée des réfugiés centrafricains à Garoua-Boulai crée, un besoin en logements. Ceci s'explique à travers leur arrivé subit, ces derniers bénéficient des d'urgence, et sont fondamentalement précaires. La réponse apportée au problème de logement des réfugiés dès leur arrivée suscite des inquiétudes. Ces réfugiés dès leur arrivée bien qu'accueillis et mis sous abris, vivent dans des conditions de logement peu enviables (Tiomo et Simeu Kamdem, 2023). En effet, les logements dans lesquels vivent les réfugiés centrafricains dans la ville de Garoua-Boulai jouent une autre fonction autre que celle qui consiste à les protéger, ces logements constituent un repère de reconnaissance de la présence des réfugiés centrafricains (planche 18). Du fait de leur état, ce qui a tendance à friser et à attiser leur marginalisation.

Planche 18 : Logements précaires des réfugiés



Source : Enquêtes de terrain, 2023

La planche ci-dessus nous permet d'avoir un grand aperçu des logements des réfugiés centrafricains à Garoua-Boulai. On dénombre un vingtaine de logements dits d'urgence, construits à base de la terre battue et couverts de pailles et des bâches. Ce type de logement rend les réfugiés centrafricains vulnérables aux intempéries. Il se crée par là même un

sentiment de mise en écart de ces réfugiés, dans la mesure où les logements pourraient être construits de façon plus abordable qu'ils en ont l'air.

4.2. LES STRATÉGIES D'INSERTION DES RÉFUGIÉS CENTRAFRICAINS DÉVELOPPÉES PAR LES ACTEURS À GAROUA-BOULAÏ

Les multiples obstacles dont font face les réfugiés centrafricains pour leur insertion socio-économique dans la ville de Garoua-Boulaï, a poussé les acteurs institutionnels, en charge de leur gestion ainsi que les populations locales à mettre sur pied un certain nombre de stratégies pour faciliter leur insertion socio-économique dans la ville de Garoua-Boulaï.

4.2.1. Les stratégies développées par les acteurs institutionnels, ONG et partenaires

Ces stratégies sont nombreuses et parmi ces dernières l'on peut citer entre autres :

4.2.1.1. Construction des abris (logements)

En ce qui concerne la situation de logement des réfugiés, il est important de rappeler que ces derniers sont progressivement installés dans des habitats sémi-dur. En effet, les réfugiés passent des habitats d'urgence faits essentiellement de bâches blanches floqués du logo du HCR pour des habitats sémi-dur faits en briques de terre et en planches. Ces actions de constructions sont menées par les réfugiés accompagnés des ONG en charge de la construction des abris (WASH, etc.) en fonction des matériaux qu'ils disposeront.

4.2.1.2. Appui à l'éducation des enfants et des femmes

Le domaine éducatif est l'un des domaines clés de la prise en charge des réfugiés. Une recrudescence du taux traduit une avancée des actions menées par les organismes humanitaires, mais aussi et surtout, d'une volonté des réfugiés à s'auto prendre en charge. Des effectifs relativement stables sont observés, notamment 1 243 élèves représentent l'effectif total de tous les cycles de l'école publique de Gado-Badzéré ; soit 260 élèves camerounais sur 983 élèves réfugiés, ce qui traduit une implication des réfugiés à s'auto construire. Force est de constater que l'éducation n'a pas toujours fait partie intégrante de la vie de ces réfugiés. De ce fait, les réfugiés ont bénéficié après leur installation dans le camp en 2014 d'un aménagement d'infrastructures en matériaux provisoires (constructions en planches) destiné à assurer le suivi scolaire des enfants plus précisément des enfants en classe primaire. Par la suite, des réformes ont été faites dans ce domaine permettant d'apprécier de

nos jours l'aménagement des écoles primaires en matériaux durs respectant les normes pouvant accueillir un bon nombre d'enfants.

4.2.1.3. L'appui dans l'accès aux services sociaux de base à Garoua-Boulaï

Par **définition**, les services sociaux de base désignent l'ensemble des services essentiels qui sont considérés comme nécessaire pour répondre aux besoins fondamentaux des individus au sein d'une société. Ces services incluent globalement, l'éducation, l'accès à l'eau potable, les soins de santé primaires de qualité, l'assainissement, le divertissement ou les loisirs, et la sécurité alimentaire. Dans le processus d'intégration ou d'insertion socio-économique des réfugiés centrafricains de la ville de Garoua-Boulaï, l'appui à l'accès aux services sociaux de base, est un enjeu essentiel pour les réfugiés.

✓ L'appui à l'accès à l'eau

Pour ce qui est de l'accès à l'eau potable, les réfugiés centrafricains résidant dans la ville de Garoua-Boulaï, et particulièrement ceux qui sont dans les camps des réfugiés, bénéficient des aides du HCR, notamment à travers la construction des points d'eau potable. La photo 18 ci-dessous met en relief un point d'eau aménagé par le HCR dans le camp de Gado-Badzere.



Photo 17 : Point d'eau potable à Gado-badzere

La photo ci-dessus présente un point d'eau potable construit par le HCR au profit des réfugiés centrafricains de la zone et par extension, au profit des populations locales.

✓ L'appui à la santé

La présence du centre de santé intégré de Garoua-Boulai vient en réponse aux questions de santé des réfugiés. Il est fonctionnel, aménagé et équipé pour la prise en charge en matière de santé autant bien pour les villageois que pour les réfugiés. De plus, il a été restructuré depuis l’afflux des réfugiés permettant ainsi d’optimiser ses capacités de réponses aux problèmes sanitaires de la localité et même des besoins des populations des villages voisins en matière de santé. En 2020, les chiffres donnés par le HCR, faisaient état de ce que dans le camp des réfugiés de Garoua-Boulai. Il y avait en son sein 3992 réfugiés considérés comme personnes à besoins spécifiques qui nécessitent une attention particulière. En effet, parmi ces besoins, le HCR a identifié les femmes en situation de risque, les enfants à risque, les personnes âgées à risque, les parents seuls, les enfants accompagnés ou séparés. A ces groupes s’ajoute les personnes avec handicap, les personnes à condition médicale sérieuse, les personnes à besoin particulier de protection légale et physique. En guise de réponse à ces besoins, il y a eu la rénovation du centre de santé intégré de Garoua-Boulai. La photo 19 ci-dessous présente d’un hôpital de district construit par le HCR afin de répondre aux problèmes d’accès aux soins de santé des réfugiés dans la ville de Garoua-Boulai.



Photo 18 : **Point de repère de l’hôpital de district de Garoua-Boulai**

L’UNHCR joue un rôle majeur dans l’appui à l’accès aux services sociaux de base pour les réfugiés centrafricains de Garoua-Boulai. Les réfugiés ont la possibilité de bénéficier

de multiples soins en fonction de la disponibilité du matériel. Ces soins vont des consultations médicales à la réalisation des radios, et même des échographies, pour ce qui concerne les femmes enceintes.

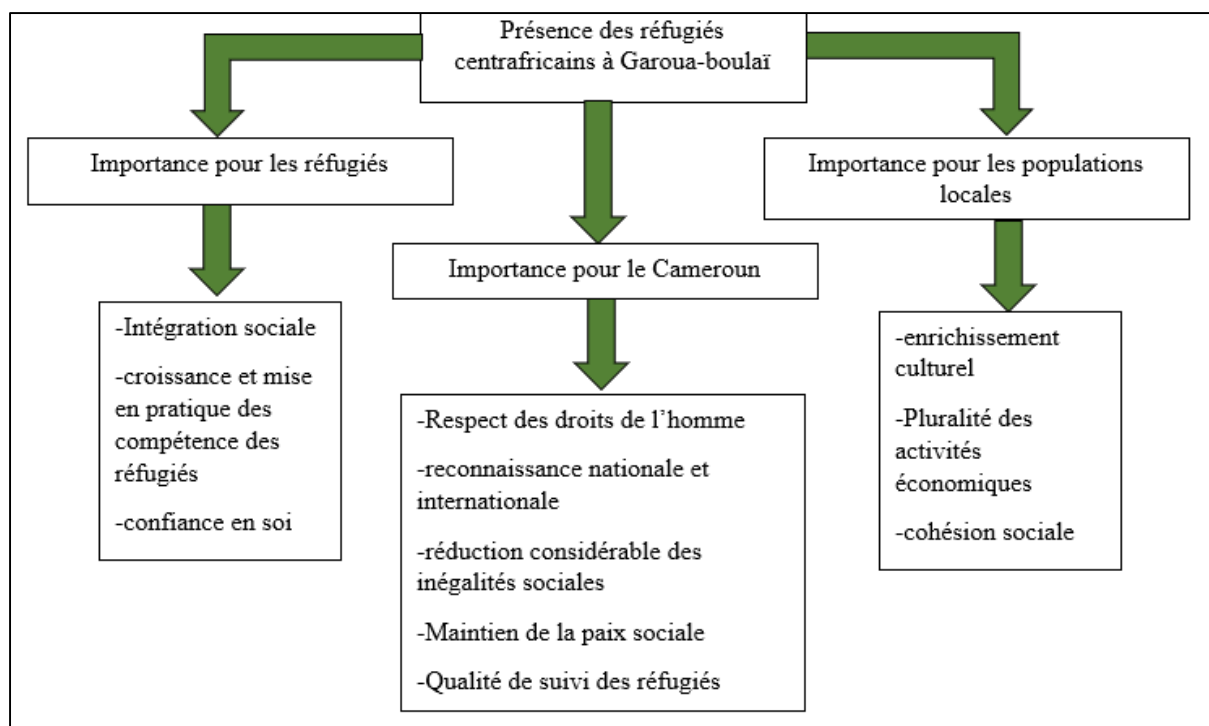
4.2.1.4. Les appuis alimentaires

De plus, les réfugiés bénéficient des appuis alimentaires. La sécurité alimentaire fait référence à la disponibilité des aliments dans une zone donnée (production locale, importations, aide alimentaire...), à l'accessibilité des denrées par les ménages (prix et pouvoir d'achat, production propre, échanges, dons...) et à leur utilisation individuelle en termes de préparation des aliments et l'absorption des nutriments

4.2.1.5. La nécessité d'insertion socio-économique

Les crises socio-politiques que connaissent de nombreux pays dans le monde en général, et particulièrement ceux des pays d'Afrique subsaharienne, mettent les populations des pays concernés par les crises, dans une situation d'insécurité et de vulnérabilité fort-préoccupante. Les populations qui se déplacent ainsi, du fait des crises socio-politiques, mettent en avant un certain nombre de facteurs. Ces facteurs motivant la migration sont multiples et complexes : beaucoup se déplacent en quête de débouchés, de mieux gagner leur vie, de vivre dans un environnement plus agréable, etc., (OIM, 2013).

Les déplacements des réfugiés centrafricains dans la ville de Garoua-Boulai, invitent à développer des stratégies pour faciliter leur insertion socio-économique. Cette insertion socio-économique des réfugiés est à la fois importante et fondamentale, non seulement pour ce qui est de la sécurité et du bien-être des réfugiés, mais aussi pour la zone, la ville ou, globalement, pour le pays qui les accueille. Les enjeux de l'intégration socio-économique des réfugiés centrafricains à Garoua-Boulai sont donc multiples, ce d'autant plus que les communautés d'accueil des réfugiés mettent en pratique les principes ou les recommandations édictées dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (D.U.D.H). Déclaration qui pose à son article 13 que : « *Toute personne a le droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un Etat. Toute personne a le droit de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays.* ». Ces préceptes invitent donc à considérer les réfugiés centrafricains comme des humains à part entière, méritant par là même un traitement sans marginalisation.



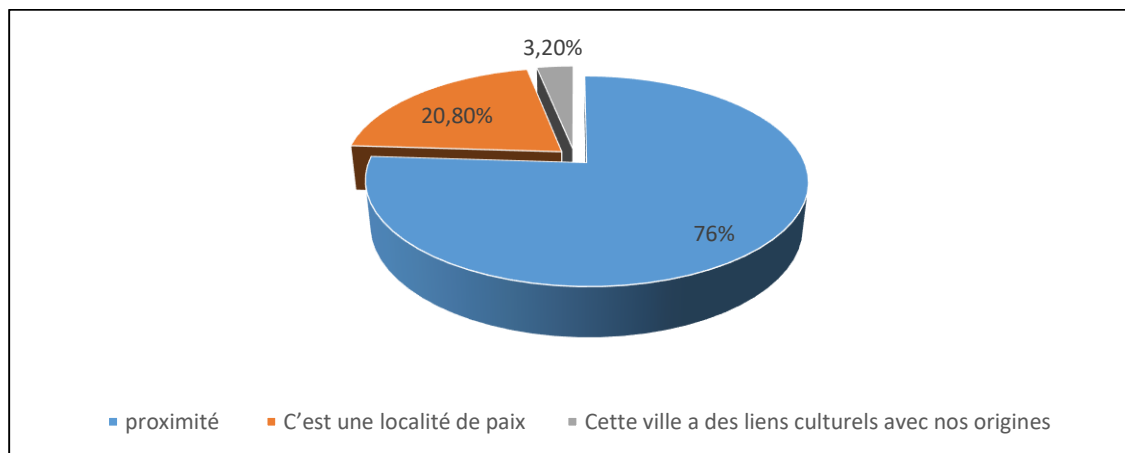
Source : Enquêtes de terrain, 2023

Figure 41 : Enjeux de l'insertion socio-économique des réfugiés centrafricains à Garoua-Boulaï

La figure ci-dessus nous permet de visualiser les enjeux de l'insertion socio-économique des réfugiés à plusieurs niveaux. Ces enjeux, lorsqu'ils sont suivis par des politiques pratiques, garantissent une insertion socio-économique réussie non seulement pour les réfugiés centrafricains, mais aussi et surtout pour les populations locales et le Cameroun en général.

En termes de statistiques, en raison de l'instabilité persistante dans la sous-région, le Cameroun accueille des réfugiés et des demandeurs d'asile provenant des pays limitrophes, principalement de la République Centrafricaine (RCA) et du Nigéria. Selon le HCR, le Cameroun est le pays qui a accueilli le plus grand nombre de réfugiés centrafricains, avec plus de 30 points d'entrée le long de la frontière entre les deux pays. En 2015, près de 258 582 réfugiés centrafricains sont arrivés au Cameroun parmi lesquels 234 000 sont installés dans 15 communes des régions du Nord, de l'Est (De-Banguirys, 2016). Ce qui témoigne de l'idée qui fait du Cameroun, un pays d'accueil et d'hospitalité. La facilitation de cette insertion favorise l'intégration sociale, le développement des compétences (pâtisserie, boulangerie, couture, etc.), et une croissance de la confiance en soi pour les réfugiés. La réussite de l'intégration sociale des réfugiés crée en eux un sentiment de paix et de quiétude, ce d'autant plus que c'est

l'une des raisons des déplacements de ces réfugiés qui résident dans la ville de Garoua-Boulai (figure 42).



Source : Enquêtes de terrain, 2023

Figure 42 : Raisons de la préférence de Garoua-Boulai

La figure 42 renseigne que 20,80% des réfugiés préfèrent vivre dans la ville car elle est une zone où règne la paix. Certains réfugiés (76%) justifient leur choix du fait de la proximité de la ville par rapport à leur pays d'origine et 3,20% la préfèrent car c'est une ville ayant des similitudes culturelles¹⁰ avec leur pays d'origine. Pour les populations locales et le Cameroun en général, une insertion socio-économique réussie des réfugiés centrafricains engendre une cohésion sociale entre populations locales et réfugiés centrafricains, un enrichissement culturel et le développement de l'inter culturalisme, au sein duquel, les personnes appartenant aux cultures des deux pays, vont apprendre la culture de l'un et de l'autre.

✓ La trajectoire stratégique des réfugiés centrafricains pour pratiquer les AGR

Dans le cadre des stratégies d'insertion socio-économiques, les réfugiés centrafricains mettent sur pied, des mécanismes qui leur permettent de pratiquer certaines A.G.R, en toute quiétude. Afin d'y parvenir, certains ont révélé recourir à certains stratagèmes, avec à la clef, des petits accords avec les différents acteurs qu'ils abordent, en fonction du type d'activité qu'ils veulent pratiquer. Dans l'ensemble, le choix de pratiquer une activité qu'une autre oriente les réfugiés centrafricains à s'adresser un type d'acteur particulier.

¹⁰ UNHCR, *Silent Success: Mbororo Refugees in Cameroon*, octobre 2009, <<https://www.flickr.com/photos/unhcr/4723262369>>.

Pour le cas des pratiques agricoles, les populations locales peuvent fournir, des petits espaces aux réfugiés centrafricains afin de leur permettre de cultiver des légumes ou des tubercules destinés à la consommation et quelques fois à la commercialisation. (Planche 19)

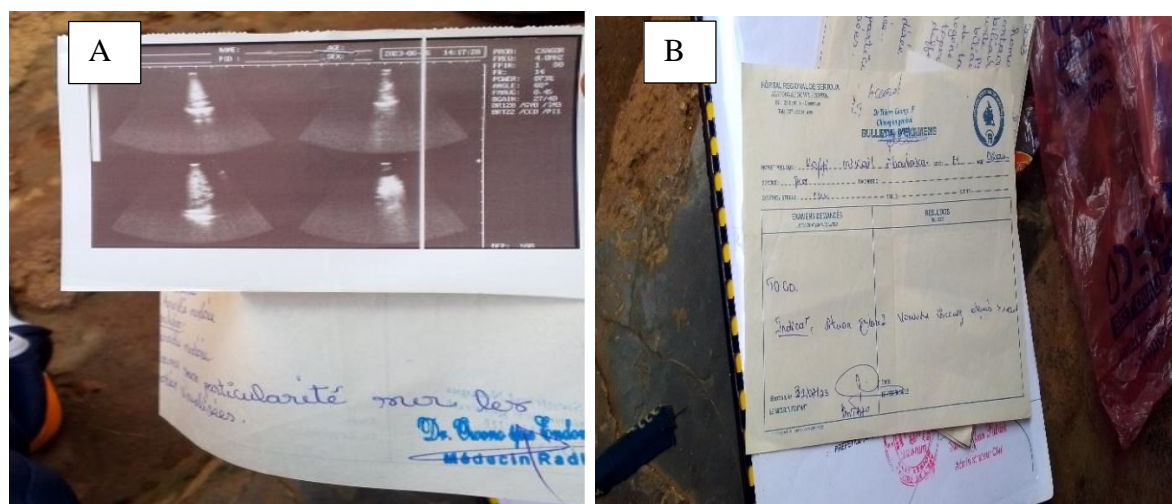
Planche 19 : Activités économiques mises sur pieds par les réfugiés:



La Planche ci-dessus met en évidence les activités économiques pratiquées par les réfugiés. La photo (A) présente un champ de légumes appartenant à un réfugié centrafricain ayant bénéficié d'un petit espace vacant auprès des populations locales. La photo(B), présente un comptoir de call-box et quelques jus naturels par un réfugié centrafricain, ayant bénéficié d'un accompagnement pour pouvoir mener une activité économique à Garoua-Boulaï. Les prix des produits à écraser dépendent de leur texture (cru ou cuit) et de leur quantité.

Il est judicieux de signaler que les populations locales jouent un rôle prépondérant dans l'intégration socio-économique des réfugiés centrafricains dans la ville de Garoua-Boulaï. Dans la mesure où il se crée aisément des liens entre eux, ce qui facilite leur intégration. En ce qui concerne les financements, notamment dans une perspective de mener des activités économiques, certains réfugiés centrafricains de la ville de Garoua-Boulaï, ont bénéficié des accompagnements notamment avec l'acquisition des machines telles que les moulins, leur permettant d'écraser les condiments, du maïs, etc. Plus loin il est important de faire remarquer que les réfugiés bénéficient aussi des accompagnements sur le plan sanitaire (planche 20).

Planche 20 : Motifs d'accompagnement des réfugiés sur le plan sanitaire



La planche 20 met en relief le motif d'accompagnement des réfugiés sur plan sanitaire. La photo(A) présente, une échographie du réfugié la photo (B), un reçu de la consultation d'un enfant réfugié centrafricain.

4.2.2. Les Réponses à long terme mises sur pieds par les acteurs institutionnels, ONG et partenaires et acteurs locaux

Ces réponses sont nombreuses et relèvent des efforts consentis par divers acteurs institutionnels et non institutionnels.

4.2.2.1. L'intégration locale des réfugiés centrafricains dans le village Gado-Badzéré

L'intégration locale apparaît ici comme la principale alternative offerte à ces réfugiés qui n'éprouvent plus le besoin de retourner dans leurs pays d'origine. Les raisons de ce choix sont diverses et les formes d'intégration sont plurielles.

✓ Intégration à travers les activités économiques

Dans le domaine de l'emploi, l'État, le HCR et ses organismes partenaires ont mis sur pied un ensemble de dispositifs pour répondre au problème de dépendance des réfugiés. À la question de savoir quelles étaient les activités pratiquées par ces réfugiés, les informations présentées par la figure ci-après ont été retenues :

✓ Appartenance à des associations

Une autre forme d'intégration observée chez ces réfugiés, c'est leur appartenance à des associations locales. En effet, comme on peut le voir à partir de la figure ci-après, 30% des réfugiés rencontrés ont avoué appartenir à des associations locales.

4.2.2.2. Une nouvelle vision d'intégration

Toujours dans la même lancée du processus d'intégration locale des réfugiés centrafricains dans le village Gado-Badzéré, ces derniers ont développé d'autres formes d'intégration locale se traduisant par des déplacements vers le village proprement dit. Ainsi que le développement des mariages mixtes mettant ainsi en exergue le désir de s'intégrer localement.

✓ Délocalisation en compte-goutte de certains réfugiés centrafricains du camp vers la communauté

Le phénomène de déplacement des réfugiés du camp vers le village Gado-Badzéré proprement dit serait un exemple concret d'une véritable intégration locale pour certains. En effet, il est à noter que pour parvenir à cette étape de transition, l'ancienneté et l'adaptation seraient les deux conditions sine-qua-none pouvant motiver les réfugiés à quitter le camp pour s'installer dans le village proprement dit. C'est ainsi que, par exemple, les réfugiés avec près de 5 à 7 ans d'ancienneté s'adaptent et migrent vers le village. Cela dit, même s'il n'en est pas le cas pour toute la population réfugiée comprise dans cet intervalle d'ancienneté. Selon les données de terrain, près de 85% de la population a une ancienneté comprise entre 5 et 7 ans. De ces 85%, moins de la moitié de la population réussie à se passer de l'aide humanitaire. Ce manquement est l'une des raisons qui encourage souvent la majorité des réfugiés à chercher mieux ailleurs en s'installant hors des camps. Une fois hors des camps, ceux-ci se lancent dans le développement de certaines activités à caractère économique ou associatif. Ceci permet de montrer la rupture totale de la dépendance aux aides humanitaires et une véritable prise en charge par les réfugiés exaltant ainsi l'intégration locale. Plus de la moitié de la population réfugiée; (soit 85%) est comprise dans un intervalle d'ancienneté situé entre 5 et 7 ans, sauf que cet ensemble ne constitue pas dans son intégralité le taux des personnes qui se déplacent pour s'installer dans le village proprement dit du fait de la défaillance du second paramètre clé qu'est l'adaptation.

✓ Développement des mariages mixtes

Une nouvelle forme d'intégration est peu à peu observée chez les réfugiés. Il s'agit du développement des mariages mixtes. Bien qu'évalué à un faible pourcentage; soit 10% des cas observés sur l'ensemble de la population enquêtée, il n'en demeure pas moins que cela reste bel et bien une stratégie développée par les réfugiés afin de trouver des moyens

d'intégration locale et de quitter définitivement sous l'égide des responsables humanitaires. En effet, les mariages mixtes sont développés à la fois entre centrafricains et camerounaises, entre centrafricaines et camerounais. Notons que cette population du village Gado-Badzéré essentiellement attachée aux mœurs et aux coutumes ne trouve pas très souvent nécessaire de faire le recours aux services de la commune pour rendre officiel leur mariage. Avec une fréquence très basse des mariages civils, soit 1% des cas par mois, voire la quasi- inexistence des mariages entre réfugiés ou même entre réfugiés et camerounais/camerounaise célébrés à l'état-civil dans l'arrondissement de Garoua-Boulai. C'est ainsi que la totalité des mariages qui se déroulent entre les populations restent centrés dans le village limitant ainsi l'action de la mairie dans la célébration des mariages civils.

✓ **Le retour libre consenti : une alternative sûre pour les réfugiés**

Le caractère amorphe de certains réfugiés face aux différentes activités qui leur sont proposées, en plus de cela, les intérêts cachés de ces derniers liés au retour volontaire sont quelques points d'appui pouvant justifier le choix du retour volontaire. La non-adhésion aux divers programmes proposés faisant suite aux projets stériles fait office d'illustration du caractère amorphe des réfugiés face aux initiatives de prise en charge de ces derniers. Malgré les multiples actions menées auprès des réfugiés, plusieurs autres

Réagissant défavorablement aux programmes qui leur sont proposés. En effet, multiples raisons sont énoncées par ces derniers pour justifier leur non adhésion et non-participation aux différents programmes et activités mis sur pied par les organismes à leur endroit. Pour certains, la non- acceptation de leur situation actuelle (de réfugié) serait la principale cause. Parmi ces derniers, certains vivaient dans l'autosuffisance avec un certain nombre de richesse accumulé au long de leur vie. D'autres possédaient des biens qui leur permettaient de se prendre en charge et d'en faire autant pour leur conjoint et progéniture. Réaliser avoir perdu tout cela est un choc déstabilisant et démoralisant dont beaucoup ne réussissent pas facilement à surmonter et donc la seule alternative pour eux serait le retour. Pour d'autres par contre, la non-participation aux activités mises sur pied est surtout liée à une incapacité et une absence de volonté de ces réfugiés à s'investir dans des activités autres que celles qu'ils ont eu l'habitude de mener. C'est ainsi qu'un réfugié déclare : « Nous sommes habitués depuis tout petit à faire paître les troupeaux, à part ça, nous ne savons plus rien faire ». Au vu de cela, la non-adhésion des réfugiés aux séminaires de formations pour la création des AGR ou encore leur non-participation aux activités de champ communautaire tire leurs origines. De ce fait, suite à la non-adhésion et non- participation aux différentes activités et

programmes, ne recevant plus contrairement des aides venant des différentes structures du HCR, ces derniers préfèrent opter pour un retour volontaire.

Conclusion

Au terme de ce chapitre qui portait sur les difficultés à l'effectivité de l'insertion des réfugiés et les stratégies développés par les acteurs pour renforcer leur intégration dans la ville de Garoua-Boulai. Il était question, d'une part, de déterminer les obstacles que rencontrent les réfugiés centrafricains dans la ville de Garoua-Boulai, d'autre part, d'identifier les stratégies mises en œuvre dans le cadre de l'insertion ou de l'intégration socioéconomique des réfugiés centrafricains dans la ville de Garoua-Boulai. Il ressort que plusieurs obstacles freinent l'insertion ou l'intégration des réfugiés centrafricains dans la ville de Garoua-Boulai. Entre autres, les problèmes liés à leur identification, le faible financement pour leur permettre de pratiquer les AGR et d'être autonomes. On a également relevé les mésententes entre les réfugiés, liés notamment à la question du *leadership* dans les associations qui regroupent les réfugiés de Garoua-Boulai. Cependant, les mesures sont mises en œuvre tant par les populations locales, notamment dans l'accompagnement des réfugiés avec la location de petits espaces pouvant leur permettre de pratiquer l'agriculture, aussi, les acteurs institutionnels tel que le HCR intervient à travers les différents appuis à l'accès aux services sociaux de base, ou encore dans la pratique des AGR à travers de petits financements, ou du matériel tel que les moulins à écraser.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Cette étude intitulée « implication des réfugiés centrafricains au développement socio-économique de la ville de Garoua Boulai » qui posait le problème du niveau d'implication des réfugiés centrafricain dans le développement socio-économique de Garoua-Boulai, avait pour principal objectif d'évaluer l'influence de la présence des réfugiés Centrafricains sur le développement socio-économique de la ville de Garoua-Boulai. Une démarche méthodologique notamment la démarche hypothéticodéductive couplée aux analyses statistiques et de contenus a permis de formuler des hypothèses et de les vérifier par la suite. L'hypothèse générale sur laquelle cette étude repose stipule que l'implication des réfugiés centrafricains dans divers secteurs d'activités contribue de manière significative au développement socioéconomique de Garoua-Boulai. Cette hypothèse a été décomposée en quatre hypothèses spécifiques.

La première hypothèse stipule que la présence d'un cadre spatial non hostile et la quête de meilleures conditions de vie sont les facteurs ayant présidé l'installation des réfugiés Centrafricains dans la ville de Garoua-Boulai. Après investigation, il ressort que du fait de sa proximité avec la Centrafrique, Garoua-Boulai est devenue le foyer d'accueil qui concentre à elle seule 60% des réfugiés centrafricains. Il faut également noter qu'une multitude de facteurs à la fois géographiques et socio-politiques facilitent et accentuent le peuplement de la localité par les réfugiés ce qui conforte d'ailleurs l'étude menée sur le terrain qui nous révèle qu'aujourd'hui on totalise plus de 30 000 mille réfugiés à Garoua-Boulai. De plus, 76% des réfugiés se sont installés dans la ville de Garoua-Boulai de par la proximité de la ville avec leur pays d'origine ; parmi ces réfugiés, 20,80% considèrent cette ville comme localité de paix.

La deuxième hypothèse stipule que diverses catégories d'acteurs institutionnels et non institutionnels développent des mécanismes divers pour faciliter l'accès des réfugiés aux activités socioéconomiques dans la ville de Garoua-Boulai. Il en ressort de nos investigations que bon nombres d'acteurs dont 67% parmi lesquels l'Etat, ONG, association, populations locales et les réfugiés eux-mêmes initient des petites activités économiques pour pouvoir pallier aux manquements résultant de l'insuffisance de l'aide internationale. Tous œuvrent

pour apporter une solution durable capable de les rendre autonomes. Aussi, deux principaux mécanismes sont mis sur pied. Soit en interne on développe des activités qui relèvent du secteur informel ; en externe on sollicite l'aide des organismes existant pour mettre sur pied des activités qui relèvent du secteur formel en se regroupent en GIC ou coopératives. Bien que près de 75% des réfugiés mènent des activités dites informelles et l'agriculture. L'on note une très faible proportion (22%) qui a choisi de mener des activités avec un fort rayonnement économiques jusqu'à la création des entreprises mixtes réfugiés locaux.

Bien plus, la troisième hypothèse stipule que les activités économiques du relevant du secteur primaire (l'agriculture), du secteur secondaire (transformation des produits agricoles) et tertiaire sont les domaines où les réfugiés s'intègrent dans le souci d'apporter leurs contributions au développement socioéconomique de ville de Garoua boulai. Il en ressort que 65% réfugiés contribuent de manière significative à la croissance du tissu économique et au remodelage de la vie sociale dans la ville de Garoua-Boulaï. Sur le plan économique, 40% de réfugiés centrafricains pratiquent le petit commerce pour ce qui concerne la commercialisation des denrées alimentaires, le textile, le bois de chauffage, etc. 35% pratiquent également l'agriculture et le transport dans le secteur informel. Certains réfugiés centrafricains exercent les activités agropastorales (la volaille et le bétail). Par ailleurs, la présence des réfugiés centrafricains à Garoua-Boulaï participe à près de 15% au remodelage du cadre de vie sociale. Ils participent aux activités éducatives, à la création de mouvement associatifs, aux formations professionnelles, à l'usage des services publics tels que les hôpitaux, les services de l'UNHCR, et bien d'autres.

Enfin, la quatrième hypothèse stipule d'une part que, les replis identitaires et l'insuffisance des moyens financiers d'investissement sont des obstacles qui freinent l'apport des réfugiés centrafricains dans leur implication de le processus de développement de la ville de Garoua boulai. D'autre part, les organismes internationaux et l'appui du gouvernement camerounais favorisent l'accès des réfugiés aux différentes activités socioéconomiques dans la ville de Garoua-Boulaï. Il ressort que plusieurs obstacles freinent l'insertion et l'intégration des réfugiés centrafricains dans la ville de Garoua-Boulaï. On note que 85% de cas relèvent des problèmes liés à leur identification. Outre les problèmes d'intégration, on note également les difficultés économiques pour le démarrage des activités économique ; 114 réfugiés rencontrés affirment manquer de moyens financiers pour débiter une AGR. De plus, on note que des nombreux conflits opposent les populations locales et les réfugiés centrafricains à Garoua-Boulaï ; le principal étant la mauvaise

mentalité des réfugiés (70,40% des enquêtés). Par ailleurs, de nombreuses stratégies sont mises en œuvre tant par les populations locales, que par des institutions nationales et internationales pour le bien-être des réfugiés. Cependant beaucoup reste à faire pour une amélioration parfaite des conditions de vie des réfugiés dans cette localité du Cameroun où le réfugié est un maillon primordial pour un développement durable. Un tel sujet de recherche ne saurait se vider de toutes ses réalités, car la problématique liée aux réfugiés reste préoccupante aussi bien au niveau local, national et international. Toute fois une étude comparative avec d'autres villes ou la même problématique existe permettrait de mieux comprendre les réalités liées à l'intégration des réfugiés dans la vie socioéconomique des villes qui les accueillent.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES

1. **Alagbe M.F., (2016)**, « les camps dans les crises humanitaires »: L'envers du décor.
2. **Boris, N. P. (2021)**., Quand l'accueil force la transition: migrations, insecurite et transformation urbaine aGaroua-Boulaïï. *GARI. Recherches et debats sur les villes africaines*.
3. **Danièle L., (2013)**., Qu'est-ce qu'un réfugié ? La construction politique d'une catégorie
4. **Paul Péliissier Paul J.-L., 2000**. «Les interactions rural-urbain en Afrique de l'Ouest et centrale», le harmattan, Paris
5. **Toulmin C. et Samba Traoré.**, Gérer le foncier Rural en Afrique de l'Ouest. Paris : Karthala.

THÈSES

1. **Delville Ph. (coord.), Bourttier N. (coord.) (1996)** Maîtrise foncière au sud : enjeux sur la terre. Grain de sel, 12, no 4, p. p. 920, bibliogr., tabl., fotogr. n.b., cartes.
2. **Mope Simo J. (2000)** Systèmes fonciers coutumiers et politiques foncières au Nord Ouest Cameroun, in Lavigne Delville Ph.,
3. **Paola M.M., September 2018**. «Periurbanisation and land management sustainability in Peruvian cities», PhD thesis, university of Strasbourg.
4. **Wouloungou, J. R. (2018)**. Ressources, territoires et conflits : elevage bovin et exploitation miniere dans l'ouest centrafricain. *these de Doctorat Geographie*. Sorbonne: Universite Paris 1 Pantheon Sorbone.

MÉMOIRES

1. **Camara M., (1996)**, « Les réfugiés dans la dégradation de l'environnement : responsables naturels ou accusés potentiels », mémoire de fin d'étude. ENEA, Dakar, 1996.
2. **Dimitri, B. E. (2024)**. Les deplaces de la crise anglophone et leurs situation socio-economique au lieu dit Bonaberi-Rail. *memoire de master Geographie*. Universite de Yaounde 1

3. **Kouam P.S., (2005)** « le statut des réfugiés au Cameroun, étude critique de la loi n°2005/006 du 27 Juillet 2005 », diplômes d'Etudes Approfondies en droit privée fondamentale 2004, Université de Yaoundé II.
4. Oloto E.et A. Adebayo., 2012. «La nouvelle Lago ; Les défis des zones périurbaines et de sa relation avec son centre-ville», Université de Lagos au Nigeria.
5. **Pottier L., (2015-2016)**, « les limites du mandat du HCR « Indésirables » dans leur pays d'accueil et soumis aux décisions des bailleurs de fonds internationaux : la détresse des réfugiés au Congo-Brazzaville », mémoire de master 2, Université paris 1, Panthéon SORBONNE.
6. **Saba A.S., (2002)**, « réfugiés et environnement, une analyse des impacts environnementaux et sociaux dans la région de Saint-Louis : cas des réfugiés mauritaniens dans le département de Podor, Sénégal », mémoire, université Cheikh Anta Diop de Dakar.
7. **Weisman K. W. (2019)**. « La protection des réfugiés en droit international », Université de Ngaoundéré Mémoire (de fin d'études).

REVUES ARTICLES

1. **Adam Mahamat** Déplacés et réfugiés au Cameroun: profils, itinéraires et expériences à partir des crises nigériane et centrafricaine
2. **Ahidjo P., (2016)**, « migration tchadienne et centrafricaine au Nord Cameroun : enjeux humanitaires et problématique de la dégradation de l'environnement ». Edition Galati University Press, ISSN 2065 -1759.
3. **Assako Assako R. J., Harold G., et Njouonang D., (2015)**, « Curée foncière et stratégies d'accès à la terre dans la périphérie sud-ouest de Yaoundé ». SYLLABUS REVIEW, Human& Social Science Series,
4. **Birwe H., (2017)**, « Les réfugiés au Cameroun. Regard sociologique sur une crise d'intégration sociale ».
5. Convention de l'OUA régissant les aspects propres aux problèmes des réfugiés en Afrique
6. **De-Banguirys, L.(2016)**. Critères endogènes de richesse dans les ménages des populations hôtes et des réfugiées centrafricaines dans la région Est du Cameroun. Household Economy Analysis (HEA)/IFORD.

7. **Kamdem, p., (2017).** Scolarisation et vulnérabilité : les enfants réfugiés centrafricains dans la région de l'Est Cameroun. Espace populations sociétés, (2016/3). En ligne, consulté le 29/12/2020. URL : <https://journals.openeition.org/eps/7019>.
8. **Kamdem, p., (2017).** Scolarisation et vulnérabilité : les enfants réfugiés centrafricains dans la région de l'Est Cameroun. Espace populations sociétés, (2016/3). En ligne, consulté le 29/12/2020. URL : <https://journals.openeition.org/eps/7019>
9. **Khaled B., Abdallah Z.(2005).** Entrepreneuriat et développement économique. Cahiers du CREAD n°73.
10. **Lally Kouadio A., (2016),** « prévention et gestion de conflit entre autochtones et étrangers dans le foncier rural ivoirien : Koffiakakro et Mahounou, deux cas de figure à apprécier ».
11. **Leach M., (1991),** “Refugee-Host Relations in Local Perspective: Food Security and Environmental Implications of the Liberian Influx into Rural Communities of Sierra Leone”, 1990 - 91, Brighton, report
12. **Mbevo F.p. et AKamba G.Y., (2018),** « Le Cameroun est-il une terre d'accueil des migrants au sud du Sahara ? », In Gestion des mouvements migratoires, enjeux et défis pour l'environnement et les sociétés, *Edition Liaison Energie Développement durable*.
13. **Minfegue C., (2019),** « S'engager quand on est réfugié centrafricain à Garoua-Boulai (Cameroun) ».
14. **Richard B., (non daté),** « les réfugiés dégradent-ils l'environnement ? Exemples au Sénégal et en Guinée ».
15. **Robert Ebénézer Nsoga.** La protection des réfugiés en Afrique centrale : quelle gouvernance des migrations forcées pour les États centre-africains ? : Le cas du Cameroun. Géographie. Université
16. **Toh A., et E. C., Koffi L., (non daté).** « Dynamiques migratoires, enjeux et conflits fonciers dans un contexte de retour des populations autochtones déplacées dans l'Ouest ivoirien », Université FHB, consulté le 28-05-2021
17. **Yves Vaillancourt, (Janvier 2017).** Marges de manœuvre des acteurs locaux de développement social en contexte d'austérité. Co-publication CRCOC, CRISES et ARIMA1

RAPPORTS D'ÉTUDE

1. **Kossoumna L.N. (2016)** « étude sur les conflits agro-pastoraux dans les régions camerounaises du Nord, Adamaoua et Est Université de Maroua (Cameroun) ».

2. **Nedhirou M., et Hamed S.A., (2018)**, Évaluation de la Réponse humanitaire de l'UNICEF/Cameroun à la crise des réfugiés centrafricains, rapport final
3. Onu-Habitat., 2007. «Profil urbain de Yaoundé », Copyright, Nairobi.
4. **Plan de développement de la Commune de Garoua-Boulai** (PCD, 2015), Réalisé par le GREFAAD.
5. **Plan de réponse stratégique Cameroun**, janvier 2015.
6. **Socpa A. (2006)** Bailleurs autochtones et locataires allogènes : enjeux fonciers et participation politique au Cameroun. African Studies Review, 49 (2) : 45-67.
7. **UNHCR (2015)**. Statistiques des réfugiés centrafricains à l'Est, à l'Adamaoua et au Nord du Cameroun au 20 décembre 2015.
8. **UNHCR Cameroun (2019)**, rapport de fin d'année 2019, Global focus.
9. **UNHCR, (2019)**, fastsheet cité par premier urgence dans le monde (PUI) : « renforcement des capacités de résilience et amélioration de la sécurité alimentaire dans l'Adamaoua et l'EST, phase II (PRO-ACT) »

WEBOGRAPHIE

« implication des réfugiés centrafricains sur le développement économique à Garoua-Boulai », consulté le 12 septembre 2023 à 03h32min <https://fr.wikipedia.org/wiki/>

revue-politique-africaine-2020-2-page-205 « réfugiés centrafricains et développement socioéconomique à Badzo-badzéré, consulté le 13 septembre 2023 à 09h12 min <https://www.cairn.info.com>

« définition des concepts de réfugié », consulté le 06 octobre 2023 à 06h04min <https://refugeesmigrants.un.org/fr/>

« conflits-portent-phenomene-deplacement-interne-niveau-record », consulté le 11 janvier 2024 à 17h02 min <https://www.unhcr.org/fr/news/stories/.2020/4/5ea83925a/>


Les-determinants-des-intentions-de-retour-des-personnes-deplacees-internes--lest-du-Tchad. Consulté le 12 janvier 2024 à 04h 06 min <https://www.memoireonline.com>

MFORTEH-Stephen-Ambe-Refugies-et-deplaces-internes-au-Cameroun, consulté le 16 février 2024 à 10h 08 min <https://livre.fnac.com/a15877186>



ANNEXES

Annexe 1 : Questionnaire

<p>REPUBLIQUE DU CAMEROUN Paix-Travail-Patrie ***** UNIVERSITE DE YAOUNDE 1 ***** CENTRE DE RECHERCHE ET DE FORMATION DOCTORALE EN SCIENCE HUMAINES, SOCIALES ET EDUCATIVES ***** UNITE DE RECHERCHE ET DE FORMATION DOCTORALE EN SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES ***** DEPARTEMENT DE GEOGRAPHIE</p>		<p>REPUBLIC OF CAMEROON Peace-Work-Fatherland ***** 1 ***** THE UNIVERSITY OF YAOUNDE 1 ***** POST GRADUATE SCHOOL FOR SOCIALS AND EDUCATIONALS SCIENCES ***** DOCTORAL TRAINING AND RESEARCH UNIT FOR HUMAN AND SOCIAL SCIENCES ***** GEOGRAPHY DEPARTEMENT</p>
---	---	---

SUJET: L'IMPLICATION DES REFUGIES CENTRAFRICAINS DANS LE DEVELOPPEMENT SOCIOECONOMIQUE DE LA VILLE DE GAROUA-BOULAI

Préambule : Le questionnaire que nous vous soumettons entrera dans le cadre de notre recherche dont le Sujet est intitulé : « **L'Implication des refugies centrafricains dans le développement socioéconomique de la ville de Garoua-Boulai** ». Nous vous rassurons que l'étude dont nous voulons mener à un objectif purement scientifique et que les informations collectées au cours de cette enquête sont strictement confidentielles au terme de l'article 14 de la loi N° 2020/010 du 20 Juillet 2020, portant sur les recensements et enquêtes statistiques.

QUESTIONNAIRE

SECTION 0: IDENTIFICATION DU MENAGE

N° Bloc : /_ /
 N° Ménage: /_ /
 Coordonnée géographique:

Quartiers
 Date de l'enquête :
 Arrondissement : Garoua-Boulai.....

SECTI

ON I : SITUATION SOCIO-ECONOMIQUE DU MENAGE :

S1Q01: Sexe du répondant

- 1- Masculin 2- Féminin

S1Q02 : Votre âge :

.....

S1Q03 : Etes-vous réfugiés ?

- 1- Oui 2- Non

S1Q05 :De quelle ethnie êtes-vous

.....

S1Q06 :Quel est votre niveau d'études ?

- 1- Aucun 2- Primaires 3- Secondaires 4- Supérieurs

5- Autres (A Préciser).....

S1Q07 : Quel est votre statut social ?

- 1- Sans Emploi 2- Fonctionnaire 3- Technicien 4- Eleveur
 Travailleur Du Prive

5- Agriculteur /Planteur 6- Commerçant 7- Autres à préciser

S1Q08 Quelle est la taille de votre ménage (nombre de personne)

- 1- [0-2] 2- [3-5] 3- [6-8] 4- [9-11] 5- plus précisez

S1Q09 : Depuis combien d'années êtes-vous installés ici ?

- 1- Moins de 5 ans 2- 5 – 10 ans 3- 10 – 20 ans 4- 20 – 30 ans
 5- 30 – 40 ans 6- 40 – 50 ans ; 7- Plus de 50 ans

S1Q10: Quelle est votre religion ?

- 1- Chrétien 2-Musulman 3- Autres

S1Q11 Quelle est votre situation familiale ?

- 1-Célibataire 2-Marié 3-Divorcé 4- veuf / Veuve 5 -Autres A
 Préciser

S1Q12 : Quel est votre régime matrimonial ?

- 1-Polygamie 2 –Monogamie

**SECTIONII :CONTEXTE SOCIO-POLITIQUE ET, ECONOMIQUE
 AYANT PRESIDE A L'INSTALLATION DES REFUGIES
 CENTRAFRICAIS DANS LA VILLE DE GAROUA-BOULAI**

S2Q01 : Les raisons qui vous ont poussées à vous installer ici sont de natures

- 1- Politique(trouble socio-politique)
 2- Economique (pauvreté)
 3- Sociale (insécurité, faim)

S2Q02 : Pourquoi préférez-vous Garoua-Boulai et pas ailleurs ?

- 1- de sa proximité
 2- C'est une localité de paix
 3- Cette ville a des liens culturels avec nos origines
 4- -Autres à
 préciser.....

S2Q03 : Comment étaient vos conditions de vie avant d'arriver ici ?

- 1- Très difficiles 2-Moyennes 3-Rudes et affreuses
 4-Meilleures

S2Q04 : Comment s'est effectué le déplacement de chez vous jusqu'ici ?

1-Bien 2- Assez bien 3- Très difficile

S2Q05 : Quels moyens de transport avez-vous utilisé ?

1-Marche à pieds 2-Voiture 3-Avion4-Train 5-Bateau 6- Autres

S2Q06: Que pensez-vous de la gouvernance dans votre localité d'origine ?

1- Très bonne 2 -Médiocre 3- Mauvaise

S2Q08 : Avez-vous amené toute votre famille ici ?

1- Oui 2- Non

S2Q9 : Etes-vous en sécurité au Cameroun ?

1-Oui 2-Non

S2Q10 : quelle est votre niveau de sécurité au Cameroun ?

1- bon 2--moyen 3- mauvais

SECTIONIII:MECANISMES D'ACCES AUX DIFFERENTES ACTIVITES SOCIOECONOMIQUES PAR LES REFUGIES A GAROUA-BOULAI

S3Q01 : Quels sont les acteurs qui ont intervenu dans votre accès à Garoua-Boulai ?

1-La commune 2- Le sous-préfet 3-Les ONG 4- Les populations locales
5-L'ONU 6- Le gouvernement Centrafricain 7-Autres

S3Q02 : Parmi tous ces acteurs lequel s'occupe beaucoup plus de vous ?

1-La commune 2- Le sous-préfet 3-Les ONG 4- Les populations locales
5-L'ONU 6- Le gouvernement Centrafricain 7-Autres

S3Q0 3 : Travaillent-ils en collaboration ?

1-Oui 2- Non

S3Q05 : comment êtes-vous regroupé ?

1-famille 2-parents 3- relation amicale 4-camps des refugies

S3Q06 : Quel est l'atmosphère sociale entre vous?

1-Paisible 2-Passable 3-Tumultueuse

S3Q07 : Qu'est ce qui oppose les réfugiés entre eux ?

1-Partage inégale des dons ou biens 2- Le vol 3- L'individualisme 4- Rien
5-Autres à préciser

S3Q08 : Qui solde les problèmes entre vous?

1-Etat camerounais 2- Etat centrafricain 3-Le chef du quartier
4-Le responsable de notre communauté 5-Autres

S3Q09 : Comment est l'atmosphère sociale entre vous et populations locales

1-Paisible 2-Passable 3-Tumultueuse

S3Q10 : Qu'est ce qui oppose les réfugiés aux populations locales?

1-Litiges fonciers 2- Le vol 3-Mauvaise mentalité des réfugiés
4-Mauvaise mentalité des locaux 5 -Rien 6-Autres à préciser

S3Q11 : Qui solde les problèmes entre vous ?

1-Etat camerounais 2- Etat centrafricain 3-Le chef du quartier
4-Le responsable de notre communauté 5-Autres

S2Q12 : Etes-vous satisfait des résolutions faites ?

1-Oui 2- Non

S2Q13 : Si non pourquoi ?

1-Corruption 2- Malhonnêteté 3-Jugement arbitraire 4-Empathie

**SECTION IV :SECTEURS D'ACTIVITE ECONOMIQUES OU LES
REFUGIES CONTRIBUENT AU DEVELOPPEMENT
SOCIOECONOMIQUE DE CETTE LOCALITE**

S4Q01 : Avez- vous des responsabilités sociales ici ?1-Oui 2- Non **S4Q02 : si non pourquoi ?**1-Nous ne sommes pas des natifs 2-Nous n'avons pas de compétences 3-Nous ne voulons pas 4-Nous sommes de passage ici **S4Q03 : Quelle activité principale menez-vous ici ?**1-agriculture 2-élevage 3- transport 4-pêche 5-mécanique6-commerce 7- informel 8- formel 9-bénévolat **S4Q04 : Etes-vous satisfait du rendement ?**1-Oui 2- Non **S4Q05 : Quels sont les problèmes les a l'exercice de vos activités**1-rendement insuffisant 2-manque d'équipements 3-impôts et taxes couteux4-difficultés d'accès aux terres 5 – subvention inaccessible 6- manquent de moyens d'investissement **S4Q06 : A combien évaluez-vous votre revenu mensuel en Franc CFA ?**1- Moins de 50 000] 2- [50 000-100 000] 3-[100 000- 150 000]
 4 - [150 000-200 000] 6- [200 000-250 000] 7- [250 000-300 000] 8- [300 000-350 000] **S4Q07 : Pourquoi préférez-vous cette activité et non une autre?**1-Je suis obligé 2-Je suis fier car sa développe cette localité 3-elle permet la prise en charge de ma famille 4-Je suis plus à l'aise avec **S4Q08 : Les autorités sont-elles au courant de votre activité ?**1-Oui 2- Non

S4Q09 : comment utilisez-vous vos revenus

1-échanges 2-alimentation 3 – sante 4-éducation 5- autres précisez.....

S4Q09 : Comment pensez-vous développer cette localité?

1-par l'éducation 2- en payant les impôts 3- en créant des activités économiques
4-en créant des emplois 6- en attirant les ONG autres précisez

**SECTION V : OBSTACLES ET LES STRATEGIES
DEPLOYEES PAR LES ACTEURS POUR L'INSERTION
SOCIOECONOMIQUE DURABLE DES REFUGIES
CENTRAFRICAIS A GAROUA-BOULAI**

S4Q01 : Bénéficiez- vous des subventions et dons ici ?

1-Oui 2- Non

S4Q02 : si oui quelles sont les types de subventions ?

1-nutrition 2- financement 3-logement 4-sante 5-éducation
6-Autres précisez

S4Q03 : A combien pouvez-vous évaluer cette subvention dans votre revenu mensuel ?

1-Moins de 30% 2- 30 à 40 % 3-40 à 50 % 4- 50 à 60 % 5-Plus de 60%

S4Q04 : Quels problèmes rencontrez-vous pour accéder a ses subventions ?

- 2- Détournement des aides envoyées par les acteurs
- 3- Marginalisation
- 4- Xénophobie
- 5- Manque de terrain exploitables
- 6- Logement précaires
- 7- Problème de nutrition
- 8- Autres à préciser

S4Q05 quelles solutions proposez-vous pour améliorer l'accès aux subventions

1-sensibiliser 2-rendre accessible a tous 3- axe sur le besoin
4 -prendre en compte la taille du ménage

S4Q06 : Voulez-vous déjà retourner en Centrafrique ?

1-Oui 2- Non

S4Q06 non oui pourquoi

1 -nous avons fondé une famille ici 2-on se sent mieux ici 3-nous avons peur

S4Q07 si oui pourquoi

1 -retrouver nos famille 2- nous ne sommes pas à l'aise 3- autres préciser

S4Q08 : Que proposez-vous pour être plus à l'aise et participer au développement de Garoua-Boulai

1-nous permettre d'avoir des terres 2- réduire nos impôts et taxes 3-autres

FIN

Annexe 2 : Guide d'entretien

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-Patrie

UNIVERSITE DE YAOUNDE

CENTRE DE RECHERCHE ET DE
FORMATION DOCTORALE EN SCIENCE
HUMAINES, SOCIALES ET
EDUCATIVES

UNITE DE RECHERCHE ET DE
FORMATION DOCTORALE EN
SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES

DEPARTEMENT DE GEOGRAPHIE



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work-Fatherland

THE UNIVERSITY OF YAOUNDE 1

POST GRADUATE SCHOOL FOR
SOCIALS AND
EDUCATIONALS SCIENCES

DOCTORAL TRAINING AND
RESEARCH
UNIT FOR HUMAN AND SOCIAL
SCIENCES

GEOGRAPHY DEPARTEMENT

SUJET : L'IMPLICATION DES REFUGIES CENTRAFRICAINS DANS LE DEVELOPPEMENT SOCIOECONOMIQUE DE LA VILLE DE GAROUA-BOULAI

Préambule : Le questionnaire que nous vous soumettons entrera dans le cadre de notre recherche dont le Sujet est intitulé : « **l'Implication des refugies centrafricains dans le développement socioéconomique de la ville de Garoua-Boulai** ». Nous vous rassurons que l'étude dont nous voulons mener à un objectif purement scientifique et que les informations collectées au cours de cette enquête sont strictement confidentielles au terme de l'article 14 de la loi N° 2020/010 du 20 Juillet 2020, portant sur les recensements et enquêtes statistiques.

GUIDE D'ENTRETIEN ADRESSE AUX ONG, A LA MAIRIE ET SOUS PREFECTURE

IDENTIFICATION DU MENAGE :

Nom de la localité.....

- Date de l'enquête.....
- Arrondissement..... **Garoua-Boulai**.....
- Statut socioprofessionnel du répondant :
.....

- Information supplémentaires (nom de la personne, numéro de téléphone / adresse)
.....
.....
.....(facultatif)
- Coordonnées GPS.....

1) Pouvez-vous nous parler d'une manière générale des potentialités physiques, humaines de l'arrondissement de **Garoua-Boulai** en général, et de votre localité en particulière

a)physique :.....
.....
.....
.....

b)hydrographie :.....
.....
.....
.....

c)humain :.....
.....
.....
.....

2) Quelles sont les raisons qui poussent les centrafricains à se réfugier au Cameroun en générale et ici en particulier ?.....
.....
.....
.....

3) Comment font-ils pour accéder aux différentes activités socioéconomiques ??
.....
.....
.....

4) Quelles activités occupent plus les réfugiés ?
.....
.....
.....
.....

5) Quels sont les obstacles dont font face ces réfugiés ?
.....
.....
.....

6) Que faites-vous personnellement pour favoriser l'insertion socioéconomique des réfugiés dans votre localité ?

.....
.....
.....
.....
.....

7) La présence des réfugiés impactent elle négativement votre localité ? Si oui dans quelle mesure ?

.....
.....
.....
.....
.....

8) Combien y'a-t-il de réfugiés ici à Garoua boulai ?

.....
.....

9) Que proposez-vous pour une insertion socioéconomique meilleure des des réfugiés centrafricains à Garoua Boulai ?

.....
.....
.....
.....

10) s'il y'avait de réfugiés ici plus qu'il y en a maintenant cette localité devait-elle se développer bien plus encore ? Pourquoi ?

.....
.....
.....
.....
.....

Votre nom et signature ici s'il vous plait

Merci beaucoup pour votre collaboration

Annexe 3 : Attestation de recherche

UNIVERSITE DE YAOUNDE I
UNIVERSITY OF YAOUNDE I



FACULTE DES ARTS, LETTRES
ET SCIENCES HUMAINES

FACULTY OF ARTS, LETTERS
AND SOCIAL SCIENCES

DEPARTEMENT DE GEOGRAPHIE
B.P 755 Yaoundé
Tél. 22 22 24 05

DEPARTMENT OF GEOGRAPHY
P.O BOX 755 Yaoundé
Tel. 22 22 24 05

ATTESTATION DE RECHERCHE

Je soussigné, Pr. PAUL TCHAWA

Chef du Département de Géographie, atteste que

Monsieur : AMBA MVENG ANDRE SERGE

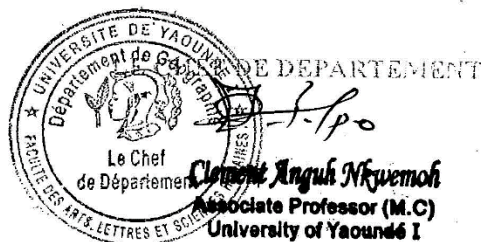
Matricule : 12G260

Est inscrit(e) au cycle de : MASTER (2022-2023)
Spécialité : Dynamiques Urbaines et Rurales.

Et prépare une thèse sur le sujet : L'implication des réfugiés centrafricains dans le développement socio-économique de la ville de Garoua -Boulai.

A cet égard, je prie toutes les personnes ressources et tous les organismes sollicités de lui réserver un bon accueil et de lui apporter toute l'aide nécessaire à la réussite de cette recherche dont la contribution à l'appui au développement ne fait pas de doute.

Fait à Yaoundé le 05^e JUNI 2023.....



Annexe 4 : Autorisation de Recherche

REGION DE L'EST
 DEPARTEMENT DE LOM ET DJEREM
 ARRONDISSEMENT DE GAROUA BOULAÏ
 SOUS-PREFECTURE DE GAROUA BOULAÏ
 BUREAU DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES, JURIDIQUES
 ET POLITIQUES



EAST REGION
 LOM AND DJEREM DIVISION
 GAROU BOULAÏ SUBDIVISION
 GAROUA BOULAÏ SUBDIVISIONAL OFFICE
 ADMINISTRATIVE, LEGAL AND POLITICAL AFFAIRS
 OFFICE

000204

N° _____/L/B15.04/BAAJP.

06 SEPT 2023

Garoua-Boulaï, le _____

Le Sous-préfet

A

Madame la Cheffe bureau Terrain UNHCR

-Meiganga-Objet Autorisation de recherche académique.

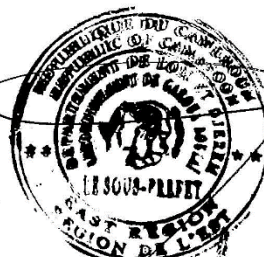
J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint avec avis favorable, la demande annexée à l'autorisation de recherche délivrée à l'étudiant **AMBA MVENG ANDRE SERGES**, inscrit en cycle Master II à l'Université de Yaoundé I, en vue de mener les recherches sur la thématique intitulée : « **l'implication des réfugiés centrafricains dans le développement socio-économique dans la ville de Garoua-Boulaï** ».

Je vous saurais infiniment gré de toutes les facilités qu'il vous plaira d'accorder au susnommé pour la réalisation de ses travaux de recherche dans et en dehors du site des réfugiés de Gado-Badzère.

PIECE JOINTE : Dossier du concerné

COPIES :

- GRE/BTA
- PREFET/LD (ATCR)



LE SOUS - PRÉFET

Abena Jean Patrick
 Administrateur Civil

Annexe 5 : autorisation de recherche UNHCR



UNHCR
 Représentation en République du Cameroun
 BP : 7077
 Rue No 1.778 – Bastos- Yaoundé
 Tel: 222 202 954 / 222 213 591
 Fax: 222 210 544
 Email: cmrya@unhcr.org

Meiganga, le 08 septembre 2023

Notre/Our Code : CMR/MGA/0071/2023/NC/pn

Objet/subject : Autorisation de recherche académique.

Monsieur le Sous-préfet de Garoua-Boulai,

Le bureau de l'UNHCR-Meiganga accuse réception de votre correspondance dont les références sont ci-dessous et vous confirme que les dispositions idoines seront prises à cet effet.

- N 000214/L/B15.04/BAAJP du 04 septembre dont l'objet est repris en marge et donne son accord d'accès dans le site de Gado Badzere au Sieur **ABEGA MWASSENA Dieudonné Armel**, étudiant en cycle Doctorat à l'université Catholique d'Afrique centrale de Yaoundé afin de mener les recherches sur la thématique inscrite dans votre correspondance ci-dessus référencée.
- N 000204/L/B15.04/BAAJP du 06 septembre dont l'objet est repris en marge et donne son avis favorable a sieur **AMBA MVENG ANDRE SERGES** à accéder dans le site de Gado Badzere, étudiant inscrit en cycle Master II à l'université de Yaoundé I.

En vous remerciant de l'appui multiforme que vous ne cessez d'apporter à l'action de l'UNHCR et des humanitaires, la Cheffe de Sous-Bureau de l'UNHCR-Meiganga vous prie Monsieur le Sous-Préfet, d'agréer les assurances de sa parfaite considération.

La Cheffe de Sous-Bureau
 UNHCR-Meiganga

Nantenin CONDE



A
 Monsieur le Sous-préfet de l'Arrondissement

ANNEXE 6 : STATUTS DE LA SOCIETE COOPERATIVE SIMPLIFIEE DE BOULANGERIE ARTISANALE DE GAROUA-BOULAI/ GADO BADZERE.

EN ABREGEE « SCOOPS/ PETIT A PETIT »

TITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

CHAPITRE 1 : CONSTITUTION – OBJET-RESSORT TERRITORIAL-DUREE DE VIE –PRINCIPES COOPERATIFS.

Article 1 : CONSTITUTION ET DENOMINATION.

a)-En date du 2 juin 2022 entre les personnes soussignées et celles qui adhéreront ultérieurement par la suite à cette organisation, il est créé une Société Coopérative régie par les dispositions de l'Acte Uniforme OHADA relatif aux Droits des Sociétés Coopératives adopté le 15 Décembre 2010 à Lomé et entré en application depuis le 15 Mai 2011, conformément aux dispositions de l'article 9 du traité relatif à l'harmonisation du droit des affaires en Afrique ainsi que les dispositions législatives et réglementaires nationales en vigueur.

b)-La Coopérative adopte la forme de : **SOCIETE COOPERATIVE SIMPLIFIEE (SCOOPS).**

c)-La Société Coopérative est ainsi dénommée : **SOCIETE COOPERATIVE SIMPLIFIEE DE BOULANGERIE ARTISANALE GADO BADZERE/GAROUA BOULAI**, en abrégée **SCOOPS/ PETIT A PETIT.**

d)-Dans tous les actes et documents émanant de la société coopérative et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, notes de commande, annonces et publications diverses, la dénomination sociale doit être indiquée, précédée ou suivie immédiatement en caractères lisibles des mots « *Société Coopérative Simplifiée de boulangerie artisanale de Garoua-Boulai/Gado badzéré* » par abréviation « **SCOOPS/PETIT A PETIT** » de l'adresse, de son siège et de la mention de son numéro d'immatriculation au Registre des Sociétés Coopératives

Article 2 : LIEN COMMUN, SIEGE ET RESSORT TERRITORIAL

Le lien commun sur la base duquel cette Coopérative est créée est le désir d'améliorer les conditions de vie des membres par la mise en commun des efforts individuels et ceci à travers les activités suivantes :

-Activité principale : la production et transformation de farine artisanale en particulier, et dans l'arrondissement de Garoua- boulai en général afin d'améliorer les conditions de vie de ses membres par une meilleure organisation de ce secteur d'activités ; et entre autres :

**STATUTS DE LA SOCIETE COOPERATIVE SIMPLIFIEE
DES PRODUCTEUR ET TRANSFORMATEURS DE MANIOC
DE GAROUA-BOULAI/ GADO BADZERE.
EN ABREGEE « SCOOPS/ NARAL»**

TITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

CHAPITRE 1 : CONSTITUTION – OBJET-RESSORT TERRITORIAL-DUREE DE VIE –PRINCIPES COOPERATIFS.

Article 1 : CONSTITUTION ET DENOMINATION.

a)-En date du 2 juin 2022 entre les personnes soussignées et celles qui adhéreront ultérieurement par la suite à cette organisation, il est créé une Société Coopérative régie par les dispositions de l'Acte Uniforme OHADA relatif aux Droits des Sociétés Coopératives adopté le 15 Décembre 2010 à Lomé et entré en application depuis le 15 Mai 2011, conformément aux dispositions de l'article 9 du traité relatif à l'harmonisation du droit des affaires en Afrique ainsi que les dispositions législatives et réglementaires nationales en vigueur.

b)-La Coopérative adopte la forme de : **SOCIETE COOPERATIVE SIMPLIFIEE (SCOOPS).**

c)-La Société Coopérative est ainsi dénommée : **SOCIETE COOPERATIVE SIMPLIFIEE DES PRODUCTEURS ET TRANSFORMATEURS DE MANIOC/ GAROUA BOULAI,** en abrégée **SCOOPS/ EDAM.**

d)-Dans tous les actes et documents émanant de la société coopérative et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, notes de commande, annonces et publications diverses, la dénomination sociale doit être indiquée, précédée ou suivie immédiatement en caractères lisibles des mots « *Société Coopérative Simplifiée des producteurs et transformateurs de*

manioc de Garoua-Boulai/Gado badzéré » par abréviation « **SCOOPS/EDAM** de l'adresse, de son siège et de la mention de son numéro d'immatriculation au Registre des Sociétés Coopératives

Article 2 : LIEN COMMUN, SIEGE ET RESSORT TERRITORIAL

**STATUTS DE LA SOCIETE COOPERATIVE SIMPLIFIEE
DES PRODUCTEUR ET TRANSFORMATEURS DE MANIOC,
MAIS, ARACHIDE / DE GAROUA-BOULAI/ GADO
BADZERE.
EN ABREGEE « SCOOPS/ Nafowal»**

TITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

CHAPITRE 1 : CONSTITUTION – OBJET-RESSORT TERRITORIAL-DUREE DE VIE –PRINCIPES COOPERATIFS.

Article 1 : CONSTITUTION ET DENOMINATION.

a)-En date du 2 juin 2022 entre les personnes soussignées et celles qui adhéreront ultérieurement par la suite à cette organisation, il est créé une Société Coopérative régie par les dispositions de l'Acte Uniforme OHADA relatif aux Droits des Sociétés Coopératives adopté le 15 Décembre 2010 à Lomé et entré en application depuis le 15 Mai 2011, conformément aux dispositions de l'article 9 du traité relatif à l'harmonisation du droit des affaires en Afrique ainsi que les dispositions législatives et réglementaires nationales en vigueur.

b) -La Coopérative adopte la forme de : **SOCIETE COOPERATIVE SIMPLIFIEE (SCOOPS)**.

c)-La Société Coopérative est ainsi dénommée : **SOCIETE COOPERATIVE SIMPLIFIEE DES PRODUCTEURS ET TRANSFORMATEURS DE MANIOC, MAIS ARACHIDE/ GAROUA BOULAI**, en abrégée **SCOOPS/ Nafowal**.

d)-Dans tous les actes et documents émanant de la société coopérative et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, notes de commande, annonces et publications diverses, la dénomination sociale doit être indiquée, précédée ou suivie immédiatement en caractères lisibles des mots « *Société Coopérative Simplifiée des producteurs et transformateurs de manioc, mais, arachides de Garoua-Boulai/ Gado badzéré* » par abréviation « **SCOOPS/ Nafowal** de l'adresse, de son siège et de la mention de son numéro d'immatriculation au Registre des Sociétés Coopératives


TABLE DE MATIERE

DEDICACE.....	i
REMERCIEMENTS	iii
SOMMAIRE	iv
LISTE DES ABREVIATIONS.....	v
LISTE DES TABLEAUX.....	vii
LISTE DES FIGURES.....	viii
LISTE DES PHOTOS ET PLANCHES	x
RESUME.....	xii
ABSTRACT	xiii
INTRODUCTION.....	1
1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION.....	2
1.1. Contexte.....	2
1.2. Justification du sujet.....	3
2. DELIMITATION DU SUJET.....	4
2.1. Délimitation thématique.....	4
2.1. Délimitation spatiale	4
2.2. Délimitation temporelle.....	6
3. PROBLÉMATIQUE	7
4. QUESTIONS DE RECHERCHE.....	9
4.1. Question principale	9
4.2. Questions spécifiques.....	9
5. OBJECTIFS DE LA RECHERCHE	9
5.1. Objectif principal.....	10
5.2. Objectifs spécifiques	10
6. HYPOTHÈSES DE RECHERCHE.....	10

6.1. Hypothèse principale.....	10
6.2. Hypothèses spécifiques	10
7. REVUE DE LITTERATURE	11
7.1. Causes de la présence des réfugiés et leurs états des lieux dans le monde :	11
7.2. Conditions socioéconomiques de l'installation des réfugiés :	12
7.3. Contribution des réfugiés au développement socioéconomique :.....	14
7.4. Problèmes socioéconomiques rencontrés par les réfugiés :	15
8. CADRE THEORIQUE ET CONCEPTUEL.....	17
8.1. Cadre théorique	17
8.2. Cadre conceptuel	20
9. INTÉRÊT DE L'ETUDE	26
9.1. Intérêt scientifique.....	26
9.2. Intérêt académique.....	26
9.3. Intérêt pratique et personnel	27
10. METHODOLOGIE	27
10.1. Collecte des données secondaires	28
10.2. Collecte des données primaires	28
10.2.1. L'observation directe :	28
10.2.2. enquêtes de terrain.....	29
10.3. traitement des données.....	30
CHAPITRE 1 : CONTEXTE SOCIO-POLITIQUE ET, ECONOMIQUE AYANT PRESIDE A L'INSTALLATION DES REFUGIES CENTRAFRICAIS DANS LA VILLE DE GAROUA-BOULAÏ	34
Introduction	34
1.1. Le milieu physique et humain de Garoua-Boulaï comme facteur explicatif du choix des réfugiés centrafricains comme territoire d'accueil.....	34
1.1.1. Un milieu physique aux caractéristiques similaires à celles des lieux de départ des réfugiés	34

1.1.1.1. Le relief	34
1.1.1.2. Des sols fertiles	36
1.1.1.3. La végétation	37
1.1.1.4. Le climat.....	39
1.1.2. Le milieu humain	40
1.2. Les causes des déplacements des populations centrafricaines vers Garoua-Boulai ⁴⁴	
1.3. Les acteurs de la gestion des réfugiés à Garoua-Boulai.....	48
1.4. Des réfugiés concentrés dans des camps de réfugiés et se confondants aux populations locales	50
Conclusion.....	54
 CHAPITRE 2 : LES MÉCANISMES DÉVELOPPÉES PAR LES ACTEURS POUR L'ACCES DES RÉFUGIÉS AUX ACTIVITÉS SOCIO-ÉCONOMIQUES A GAROUA-BOULAÏ.....	
Introduction	55
2.1. Les mécanismes développés par les acteurs institutionnels, dans l'encadrement socioéconomique des refugies à Garoua-Boulai	55
2.1.1. L'Etat : un acteur majeur dans la gestion des réfugiés à Garoua-Boulai.....	55
2.1.1.1. L'action de l'Etat dans la gestion des réfugiés à Garoua-Boulai.	55
2.1.1.1.2. L'action des collectivités territoriales décentralisées dans la gestion des refugies à Garoua-Boulai	57
2.1.2. Les acteurs internationaux impliqués dans la gestion des réfugiés de Garoua-Boulai	58
2.2. Les autres mécanismes d'accès aux activités économiques développés par les réfugiés à Garoua-Boulai.....	63
2.2.1. Mécanismes développés dans le cadre interne : entre réfugiés.	66
2.2.2. Mécanisme développés dans le cadre externe : réfugiés et populations locales	69
Conclusion.....	73
 CHAPITRE 3 : CONTRIBUTION DES RÉFUGIÉS CENTRAFRICAINS AU DÉVELOPPEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE DE LA VILLE DE GAROUA-BOULAÏ	
	74

Introduction	74
3.1. LES RÉFUGIÉS CENTRAFRICAINS ET LES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES À GAROUA-BOULAÏ	74
3.1.2. La prédominance des activités du secteur informel	76
3.2.1.1. Le commerce	77
3.2.1.1.1. La commercialisation des produits vivriers/consommation.....	77
3.2.1.2. La participation dans l'industrie des matériaux de construction.....	79
3.2.1.3. La commercialisation des produits forestiers.....	80
3.2.1.4. La commercialisation des produits thérapeutiques	81
3.2.1.5. La commercialisation des outils agricoles	81
3.2.1.6. La commercialisation des vêtements et des babouches	82
3.2.1.7. Le transport	84
3.2.1.8. Le développement d'une agriculture dans le secteur informel	85
3.2.2. Un secteur formel peu pratiqué	85
3.2.2.1. L'agriculture.....	86
3.2.2.2. L'élevage.....	89
3.2.1. Le renforcement de la cohésion sociale	90
3.2.2. L'éducation à Garoua-Boulaï	93
CONCLUSION	100
CHAPITRE 4 : DIFFICULTÉS A L'EFFECTIVITÉ DE L'INSERTION DES RÉFUGIÉS ET LES STRATÉGIES DEVELOPPÉES PAR LES ACTEURS POUR RENFORCER LEUR INTÉGRATION DANS LA VILLE DE GROUA-BOULAI	101
Introduction	101
4.1. Les obstacles à l'insertion des réfugiés centrafricains à Garoua-boulaï	101
4.1.1. Obstacles liés à la pratique des activités économiques	102
4.1.2. Accès aux financements pour les ARG.....	106
4.1.3. La sous-scolarisation des enfants réfugiés centrafricains à Garoua-Boulaï.....	107
4.1.3. Les réfugiés centrafricains et le problème de leur identification	109

4.1.4. La précarité des logements des réfugiés.....	112
4.2. LES STRATÉGIES D'INSERTION DES RÉFUGIÉS CENTRAFRICAINS DEVELOPPEES PAR LES CATEURS A GAROUA-BOULAÏ.....	113
4.2.1. Les stratégies développées par les acteurs institutionnels, ONG et partenaires.....	113
4.2.1.1. Construction des abris (logements).....	113
4.2.1.3. L'appui dans l'accès aux services sociaux de base à Garoua-Boulaï	114
4.2.1.4. Les appuis alimentaires	116
4.2.1.5. La nécessité d'insertion socio-économique.....	116
4.2.2. Les Réponses à long terme mises sur pieds par les acteurs institutionnels, ONG et partenaires et acteurs locaux	120
4.2.2.1. L'intégration locale des réfugiés centrafricains dans le village Gado- Badzéré.....	120
4.2.2.2. Une nouvelle vision d'intégration	121
CONCLUSION GÉNÉRALE	124
BIBLIOGRAPHIE	127
WEBOGRAPHIE.....	131
ANNEXES	132
TABLE DE MATIERE.....	150